

**UCL**

Université  
catholique  
de Louvain

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication (ESPO)

Ecole des sciences politiques et sociales (PSAD)



L'ambition régionale de la Fédération de Russie et l'influence subséquente qu'elle exerce sur les pays de l'ex-URSS. Etude de cas : l'Ukraine.

Mémoire réalisé par  
**Antoine Huret**

Promoteur  
**Tanguy de Wilde d'Estmael**

Rapporteur  
**Raoul Delcorde**

Année académique 2017-2018  
**Master 120 en études européennes à finalité gouvernance et sociétés européennes**

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

*À mon père, pour ses précieux conseils et sa patience*

*À ma mère, pour son soutien sans failles*

# Table des matières

<i>Table des graphiques, cartes et figures</i> .....	<i>V</i>
<i>Liste des abréviations et acronymes</i> .....	<i>VI</i>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>1</b>
<b>I. Contextualisation</b> .....	<b>1</b>
<b>II. Problématique, question de recherche et hypothèses</b> .....	<b>2</b>
<b>III. Méthodologie</b> .....	<b>3</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE : CADRE THÉORIQUE</b> .....	<b>5</b>
<i>Chapitre 1 : le paradigme réaliste</i> .....	<i>5</i>
<b>I. Propositions primaires et secondaires</b> .....	<b>5</b>
<b>II. Néoréalisme</b> .....	<b>6</b>
<b>III. Réalisme offensif</b> .....	<b>7</b>
<i>Chapitre 2 : la tragédie des politiques des grandes puissances selon Mearsheimer</i> .....	<i>10</i>
<b>I. Concepts et raisonnement</b> .....	<b>10</b>
a. Anarchie et comportement des Etats .....	10
b. Puissance et maximisation .....	13
c. Hégémonie .....	16
d. Stratégies de survie .....	18
e. Critiques du modèle néo-réaliste.....	23
<b>DEUXIÈME PARTIE : LA RUSSIE DANS L'ESPACE POSTSOVIÉTIQUE</b> .....	<b>25</b>
<i>Chapitre 1 : la reconstruction de la puissance en Russie après 1991</i> .....	<i>26</i>
<b>I. La difficile transition économique des années 90</b> .....	<b>26</b>
<b>II. Restructurer les secteurs stratégiques</b> .....	<b>28</b>
<b>III. Attirer les investissements étrangers</b> .....	<b>32</b>
<b>IV. Soutenir l'innovation et la recherche</b> .....	<b>35</b>
<b>V. Rattraper le retard logistique</b> .....	<b>37</b>
<b>VI. L'importance des secteurs pétroliers et gaziers</b> .....	<b>38</b>
a. Le secteur pétrolier.....	38

b. Le secteur gazier et la politisation du marché à l'export .....	40
<b>VII. Recouvrer l'appareil militaire d'une grande puissance .....</b>	<b>46</b>
<b><i>Chapitre 2 : le maintien de l'influence russe sur les NEI.....</i></b>	<b>55</b>
<b>I. Des projets d'intégration aux volontés d'émancipation.....</b>	<b>55</b>
<b>II. Les signes d'hostilité et le bras de fer avec l'OTAN : le cas de la guerre de Géorgie de 2008 .....</b>	<b>64</b>
<b><i>Chapitre 3 : l'Ukraine et l'hégémon russe.....</i></b>	<b>71</b>
<b>I. L'enjeu ukrainien du point de vue de Moscou.....</b>	<b>71</b>
Avant propos.....	71
a. L'interdépendance économique du complexe militaro-industriel.....	72
b. La situation géographique : façade portuaire et transit gazier .....	75
c. La région industrielle du Donbass et la péninsule de Crimée .....	77
<b>II. Les vecteurs d'influence russe.....</b>	<b>80</b>
<b><i>CONCLUSION : .....</i></b>	<b>88</b>
<b><i>LA RUSSIE DE VLADIMIR POUTINE, UN ASPIRANT HEGEMON DANS LE MONDE MODERNE .....</i></b>	<b>88</b>
<b><i>BIBLIOGRAPHIE.....</i></b>	<b>94</b>

## Table des graphiques, cartes et figures

Graphique 1 : L'évolution de la production d'électricité par carburant de 1990 à 2014 .....	29
Graphique 2 : L'évolution de l'afflux d'investissements directs étrangers vers la Russie de 1992 à 2017 (\$ courant) .....	33
Graphique 3 : Importations de gaz naturel provenant de l'extérieur de l'UE, parts de marché des principaux partenaires commerciaux en 2016 et 2017 .....	42
Graphique 4 : Dépenses militaires de la Fédération de Russie en pourcentage du PIB de 1992 à 2017 .....	48
Graphique 5 : Estimation des inventaires mondiaux de têtes nucléaires en 2018 .....	52
Graphique 6 : principaux secteurs d'exportation ukrainiens vers la Russie en 2015, exprimés en dollars .....	74
Graphique 7 : principaux secteurs d'importation ukrainiens exprimés en dollars en 2015 .....	76
Carte 1 : Localisation des gazoducs et oléoducs ESPO, Nordstream et TurkStream .....	41
Carte 2 : Liens entre l'Europe et la Russie en termes d'oléoducs .....	44
Carte 3 : résultat au second tour des élections présidentielles ukrainiennes de 2010 .....	78
Carte 4 : taux de participation aux élections présidentielles ukrainiennes de 2014 .....	79
Carte 5 : les principales manifestations de la puissance militaire russe dans l'espace post-soviétique .....	87
Figure 1 : comparaison graphique des capacités militaires de la Russie, des USA, de la Chine et du Royaume-Uni selon les chiffres de 2014 .....	81

## Liste des abréviations et acronymes

AEP : AtomEnergProm

ALENA : Accord de Libre-Echange Nord-Américain

ASE : AtomStroyExport

CEE : Communauté économique européenne

Eurasec : Communauté économique eurasiatique

CEI : Communauté des Etats Indépendants

FMI : Fonds Monétaire International

GPV : Государственные программы вооружения (Programme d'Armement d'Etat)

ISS : International Space Station

MAP : Membership Action Plan (Plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN)

MGU : Московский государственный университет (Université d'Etat de Moscou)

NEI : Nouveaux Etats Indépendants, issus de l'éclatement de l'URSS

OAK : Объединённая авиастроительная корпорация (Compagnie aéronautique unifiée)

OCS : Organisation de coopération de Shanghai

OTSC : Organisation du traité de sécurité collective

START : Strategic Arms Reduction Treaty

RzhD/RJD : Российские железные дороги (Chemins de fer de Russie)

RosAtom : Федеральное агентство по атомной энергии – РосАтом (Agence fédérale de l'énergie atomique)

RSS : République socialiste soviétique

RT : Russia Today

SVR : Служба внешней разведки Российской Федерации (Service des renseignements extérieurs de la Fédération de Russie)

UEEA : Union économique eurasiatique

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

USA : United States of America



# INTRODUCTION

## I. Contextualisation

Dès l'effondrement du bloc soviétique, la Fédération de Russie a tenté de recouvrer son influence auprès des anciennes républiques socialistes soviétiques. La Communauté des Etats Indépendants (CEI), la Communauté économique eurasiatique (Eurasec/CEEAA), puis l'Union économique eurasiatique (UEEA) sont tant d'exemples de tentatives de rapprochement intergouvernementaux entre les pays de l'ex-URSS. Dans ces organisations politico-économiques où le défi de trouve dans la réintégration de l'espace post-soviétique, la Fédération de Russie joue un rôle prépondérant et se place en position d'hégémon<sup>1</sup>.

Au delà de ces partenariats interétatiques, la Russie tente également d'exercer cette hégémonie régionale par des moyens conventionnels et non-conventionnels. Elle tente alors d'exercer son influence via des canaux alternatifs. Son influence sur des minorités russophones par le biais de centres d'études des langues, de mouvements de jeunesse et de fondations<sup>2</sup>, est l'un de ces moyens d'influence parmi tant d'autres dont use le Kremlin afin de réaliser ses ambitions géostratégiques à l'échelle régionale.

Notre cas d'étude nous poussera à nous pencher sur les modalités de cette influence exercée par la Fédération de Russie, et plus précisément sur celle exercée sur l'Ukraine en tant qu'Etat et territoire. Ce choix étatique et géographique est motivé par la grande instabilité qui caractérise le pays depuis le début de la crise ukrainienne en novembre 2013, alimentant la littérature scientifique et animant les débats politiques, ainsi que par l'importance stratégique que représente l'Ukraine au regard du projet d'intégration régionale eurasiatique.

---

<sup>1</sup> MALFLIET, Katlijn (ed.), *The CIS, the EU and Russia: the Challenges of Integration*, Londres, Palgrave Macmillan, 2007, p.3

<sup>2</sup> LUTSEVYCH, Orisya. 2016. *Agents of the Russian World: Proxy Groups in the Contested Neighbourhood*. Chatham House. [en ligne]. Disponible sur : <https://www.chathamhouse.org/publication/agents-russian-world-proxy-groups-contested-neighbourhood> (Consulté le 5 août 2018)

## II. Problématique, question de recherche et hypothèses

Notre problématique aura donc trait à l'analyse de la politique étrangère de la Fédération de Russie à l'égard de son voisinage composé des nouveaux Etats indépendants issus de la dislocation de l'URSS, avec un focus sur la place de l'Ukraine dans cette politique étrangère et les vecteurs d'influences qui caractérisent la relation de Moscou envers Kiev.

Notre question de recherche explorera la possibilité de mettre en relation les grands vecteurs de la politique étrangère menée par la Russie dans l'espace post-soviétique avec un courant théorique des relations internationales que nous exposerons en tant cadre théorique. Il sera le prisme par lequel nous espérons pouvoir donner une définition du rôle et de l'action que mène la Russie envers les NEI dans l'espace eurasiatique.

Notre sujet d'étude ayant donc pour trait l'analyse de l'influence exercée par une grande puissance sur un Etat voisin, nous nous tournerons vers le courant néo-réaliste des théories des relations internationales. Parmi celles-ci, nous avons choisi de mobiliser au sein de notre cadre théorique la théorie du réalisme offensif telle que décrite par John J. Mearsheimer dans *The Tragedy of Great Power Politics*. Il nous apparaît que l'analyse que fait l'auteur du comportement rationnel des grandes puissances évoluant dans un monde anarchique où leur motivation première est le réflexe de survie permettrait de poser une grille d'analyse intéressante sur le jeu de puissance et d'influence auquel se livre Moscou dans l'espace régional eurasiatique.

Notre hypothèse de départ pourra se formuler comme suit : la politique étrangère de la Russie à l'égard des pays de l'ex-URSS, en ce compris l'Ukraine, peut être comprise comme étant une tentative par Moscou de sécuriser son espace régional en s'imposant comme puissance hégémonique et assurer par là-même sa survie face à la menace perçue d'encerclement<sup>3</sup> provenant des puissances occidentales via l'OTAN. De cette hypothèse générale, nous pouvons dégager deux hypothèses secondaires. Premièrement, la Fédération de Russie tente de maximiser son espace de sécurité à l'aide de son appareil militaire puisque cet outil de puissance est le seul pouvant encore justifier son statut de

---

<sup>3</sup> MARCHAND, Pascal, *Géopolitique de la Russie : Une nouvelle puissance en Eurasie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014, p.150

grande puissance. Deuxièmement, l'affirmation de puissance de la Fédération de Russie par le biais de sa politique étrangère est une réaction au passage d'un monde bipolaire à un monde multipolaire, la crise ukrainienne étant le dernier épisode en date de ce recalibrage géopolitique progressif.

### III. Méthodologie

Au cours de ce mémoire, nous tenterons de mettre en évidence les différentes phases de la politique étrangère de la Russie au niveau de son affirmation de puissance. Nous mettrons l'accent dans un chapitre distinct et plus ciblé sur les vecteurs d'affirmation de puissance dont la Fédération de Russie fait usage à l'égard de l'Etat ukrainien afin de maximiser son influence sur celui-ci. Enfin, nous tenterons de mettre en relation les différentes composantes de la théorie du réalisme offensif de John J. Mearsheimer avec les résultats de notre analyse. Cette mise en relation nous permettra de mettre en lumière les points de convergence entre les orientations de la politique étrangère de la Russie par rapport aux NEI et à l'Ukraine par lesquels nous pourrions confirmer nos hypothèses ou expliquer les potentielles lacunes de notre cadre théoriques par rapport à notre cas d'étude.

Nos travaux auront donc pour principale source théorique l'ouvrage dans lequel Mearsheimer propose sa théorie du réalisme offensif, *The Tragedy of Great Power Politics*, dans sa version mise à jour de 2014. Nous tenterons également de mettre en perspective les éléments théoriques de cet ouvrage face aux critiques et analyses qui ont pu être faites quant à ses postulats et dont la principale source et ouvrage de référence sera pour nous *Théorie des relations internationales* dans sa 5<sup>e</sup> édition mise à jour de Dario Battistella. Nous mobiliserons également diverses ressources scientifiques, publications, articles et ouvrages. Nous nous appuierons également sur des documents de recherche issus de think tanks, des documents officiels ainsi que de productions de centres de recherche ayant pour sujet l'influence de la Russie dans son étranger proche, à l'égard de l'Ukraine comme de tout autre pays, pour autant que les informations que nous y glanerons pourront nous apporter un éclairage intéressant quant à notre analyse ultérieure. Notre sujet étant un sujet d'actualité, nous aurons également la possibilité de nous

appuyer sur des informations disponibles au sein de productions journalistiques. Ceci devra cependant se faire en maintenant toute la vigilance critique qu'il sera possible de déployer quant à l'analyse des productions journalistiques qu'il nous sera donné d'observer, et ce à une époque où la propagation d'informations à la crédibilité discutable sera l'un des obstacles à ne pas négliger afin de ne pas entacher la qualité scientifique de notre mémoire.

# PREMIÈRE PARTIE : CADRE THÉORIQUE

## Chapitre 1 : le paradigme réaliste

### I. Propositions primaires et secondaires

Le paradigme réaliste a pour objet d'analyse les causes des conflits et les conditions de création de la stabilité dans l'ordre international<sup>4</sup>. Dans cette manière de visualiser les relations interétatiques, quatre propositions primaires viennent décrire l'état du système international. En règle générale pour les théoriciens de l'école réaliste, l'état anarchique des relations internationales place les acteurs du système international dans un état de tension permanente, voire de guerre, étant donné l'absence d'une autorité supranationale globale à même d'empêcher le recours à la force armée. Ensuite, les belligérants de ce paysage anarchique sont principalement les Etats-nation eux-mêmes, qui de plus sont mus par leur comportement rationnel qui les pousse à tendre vers la puissance<sup>5</sup>. Enfin, seul l'équilibre des puissances permet une forme de stabilité et d'ordre du système international, que cet équilibre soit unipolaire, bipolaire ou multipolaire<sup>6</sup>.

Quatre propositions secondaires complètent cette définition large du courant réaliste.<sup>7</sup> D'abord, la guerre est un moyen pour l'Etat d'atteindre l'intérêt national lorsque celui-ci s'avère inatteignable par des moyens pacifiques. De plus, l'autonomie et l'indépendance des autorités interétatiques ou non étatiques sont inexistantes puisque celles-ci ne sont que l'émanation intermédiaire de la volonté des Etats. Ensuite la politique extérieure, ou *high politics*, a la préséance sur la politique intérieure, ou *low politics*, et l'opinion publique est considérée comme un obstacle à la bonne conduite diplomatique<sup>8</sup>. Enfin, la doctrine réaliste considère le droit international et les institutions de coopération

---

<sup>4</sup> BATTISTELLA, Dario, *Théories des relations internationales*. 5<sup>e</sup> édition mise à jour, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 2015, p. 123

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 124

<sup>6</sup> *Ibidem*

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 125

<sup>8</sup> *Ibidem*

internationale comme étant inféodées dans leur effectivité aux intérêts des Etats les plus puissants<sup>9</sup>.

## II. Néoréalisme

Au début des années quatre-vingt, certains auteurs réalistes ont désiré reformuler la doctrine réaliste dans le but d'y assimiler des éléments nouveaux et extérieurs au courant réaliste et donc de pouvoir étendre leurs perspectives de recherche<sup>10</sup>. Empruntant à des courants tels que le structuralisme et l'économie politique, ils ont pu en retirer les éléments qui leur ont permis d'affûter la vision réaliste sur les relations internationales. Trois figures de proue de ce mouvement sont à citer selon Rioux, Keenes et Légaré.

Ce « néo-réalisme » a été tout d'abord théorisé par Kenneth N. Waltz dans *Theory of International Politics*, où la reformulation du réalisme puise dans le registre structuraliste<sup>11</sup>. Il propose dans cet ouvrage<sup>12</sup> une définition des systèmes internationaux selon trois éléments : le principe ordonnateur du système, qu'il soit anarchique, hiérarchique, (dé)centralisateur, la principe de différenciation des principales unités du système en Etats, empires et la distribution des capacités entre lesdites unités<sup>13</sup>.

Robert Gilpin a quant à lui emprunté au domaine de l'économie politique afin d'étendre le courant réaliste à l'étude du changement international et des répercussions de celui-ci sur le système<sup>14</sup>. Dans *War and Change in World Politics*<sup>15</sup>, il fait trois parallèles quant aux changements dans les relations internationales. Le changement de système (qui se rapporte à la transformation de la nature des acteurs du système), le changement

---

<sup>9</sup> *Ibidem*

<sup>10</sup> RIOUX, Jean-François, KEENES, Ernie & LÉGARÉ, Gregg, « Le néo-réalisme ou la formulation du paradigme hégémonique en relations internationales », *Études internationales*, volume 19(1), pp. 71-72

<sup>11</sup> *Ibidem*

<sup>12</sup> WALTZ, Kenneth N., *Theory of International Politics*, Reading, Addison-Wesley Publishing Company, 1979, 251p.

<sup>13</sup> RIOUX, J., KEENES, E. & LÉGARÉ, G, *op. cit.*, pp. 72-73

<sup>14</sup> *Ibid.*, p. 74

<sup>15</sup> GILPIN, Robert, *War and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, 272p.

systemique (qui a trait à la modification de l'acteur en position d'hégémon), et le changement d'interaction (qui suppose un changement dans les relations interétatiques)<sup>16</sup>.

Enfin, et pour compléter ce trio de la théorie néoréaliste, Robert O. Keohane a pour sa part intégré à ce courant la notion de coopération en la mettant en relation avec l'établissement des structures internationales. Dans *After Hegemony : Cooperation and Discord in the World Political Economy*<sup>17</sup>, il offre une interprétation de la genèse des structures internationales contraignantes comme étant dictée par les intérêts nationaux<sup>18</sup>. L'intérêt national à long terme des Etats et leurs intérêts diplomatiques et stratégiques font en sorte de les pousser à adopter une attitude de coopération fonctionnelle, tout en mettant toujours hors-jeu la perspective d'une potentielle intégration politique, écartée *de facto* par la présence-même d'intérêts nationaux propres aux Etats participant à ladite structure internationale<sup>19</sup>.

### III. Réalisme offensif

John J. Mearsheimer donne dans *The Tragedy of Great Power Politics* sa vision d'un monde anarchique où le but final recherché par les entités étatiques est la maximisation de leur propre sécurité<sup>20</sup>. Se plaçant dans le courant néoréaliste, il emprunte à ses prédécesseurs quelques postulats. Chez Waltz, il retient que la contrainte exercée sur les entités étatiques par l'existence-même de l'état anarchique des relations internationales est un postulat-clé. Il explique selon lui pourquoi l'absence d'autorité supérieure place les Etats dans un jeu de survie qui les oppose les uns aux autres. Dans ce jeu, le but des Etats est de garder une certaine stabilité en défendant leur intégrité territoriale et leur ordre politique interne, alors même qu'ils ont en compétition au sein d'un système où leurs pairs sont relativement imprévisibles et en pleine capacité d'utiliser à leur encontre leurs

---

<sup>16</sup> RIOUX, J., KEENES, E. & LÉGARÉ, G, *op. cit.*, p.74

<sup>17</sup> KEOHANE, Robert O., *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton, Princeton University Press, 1984, 320p.

<sup>18</sup> RIOUX, J., KEENES, E. & LÉGARÉ, G, *op. cit.*, p.77

<sup>19</sup> *Ibidem*

<sup>20</sup> MEARSHEIMER, John J., *The Tragedy of Great Power Politics*, Updated Edition, New York, W.W. Norton Company, 2014, 561p.

moyens militaires<sup>21</sup>. A Morgenthau, il emprunte la théorie selon laquelle les Etats cherchent non pas à optimiser leur puissance, mais à la maximiser dans un espoir de domination au sein du système interétatique<sup>22</sup>. En l'absence d'autorité protégeant les acteurs du système international les uns des autres, Mearsheimer estime<sup>23</sup> que la préoccupation première des grandes puissances est la recherche de moyens leur assurant la survie dans un monde anarchique, et où ce moyen de survie rime avec puissance. Il fait la distinction entre son réalisme offensif et le réalisme défensif en mettant en exergue le fait que pour les réalistes défensifs, c'est la structure internationale qui pousse les Etats à maintenir un équilibre et une stabilité entre les puissances. Au contraire, la théorie du réalisme offensif postule que le but premier des Etats est non pas de maintenir leur propre puissance, mais de la maximiser. Selon Mearsheimer, il est très rare de trouver des Etats se satisfaisant du *statu quo*, étant donné cette recherche permanente de maximisation de la puissance étatique. Le comportement agressif des Etats supposé par le réalisme offensif est donc induit par un réflexe de survie, et non pas par une agressivité intrinsèque ou une volonté de domination sur autrui<sup>24</sup>. En d'autres termes, au plus un Etat emmagasine de puissance sous quelque forme que ce soit, au plus il accroîtra ses chances de survie.

La sécurité étant donc rare dans le réalisme offensif de Mearsheimer, l'objectif principal qu'aura un Etat sera de devenir l'*hegemon* du système. La capacité d'autres Etats à user de la force militaire, leur imprévisibilité et l'anarchie régnante font de l'Etat dominant les autres de sa position hégémonique le seul Etat capable d'évoluer en sécurité sur la scène internationale<sup>25</sup>. Contrairement à Gilpin, il nie la possibilité d'un hégémon global et postule que seul un *hegemon* régional pourrait émerger sur un territoire donné. Un tel *hegemon* tomberait quant à lui dans la catégorie des Etats pouvant se satisfaire du *statu quo*, aussi bien dans son propre espace que par rapport à ses rivaux potentiels<sup>26</sup>. Un Etat ne deviendra donc une puissance en *statu quo* qu'à la condition qu'il domine complètement le système<sup>27</sup>. Ce comportement des Etats cherchant à assurer et maintenir une position hégémonique régionale est une stratégie qui selon Mearsheimer est adoptée

---

<sup>21</sup> BATTISTELLA, Dario, *op. cit.*, pp. 153-154

<sup>22</sup> *Ibidem*

<sup>23</sup> MEARSHEIMER, John J., *op. cit.*, p. 21 in BATTISTELLA, Dario, *op. cit.*, p. 154

<sup>24</sup> *Ibidem*

<sup>25</sup> BATTISTELLA, D., *op. cit.*, p. 156

<sup>26</sup> *Ibid.*, pp. 156-157

<sup>27</sup> MEARSHEIMER, John J., *op. cit.*, p. 35

non seulement envers les adversaires de l'Etat en recherche d'hégémonie, mais aussi envers ses alliés et ce de plusieurs manières<sup>28</sup>.

Mearsheimer se place donc non seulement en réaliste pessimiste<sup>29</sup>, mais dresse aussi un tableau particulièrement inquiétant du jeu des grandes puissances dans les relations internationales. Après nous être penchés plus en profondeur sur la théorie du réalisme offensif, nous dresserons un état des lieux des critiques qui ont été émises à l'encontre de cette théorie et des failles qu'elle présente pour certains théoriciens des relations internationales.

---

<sup>28</sup> BATTISTELLA, D., *op. cit.*, pp. 157-158.

<sup>29</sup> MEARSHEIMER, John J., *op. cit.*, p. 17

## Chapitre 2 : la tragédie des politiques des grandes puissances selon Mearsheimer

### I. Concepts et raisonnement

#### a. Anarchie et comportement des Etats

Le raisonnement de Mearsheimer repose sur plusieurs prémisses. La première est celle selon laquelle le système international en lui-même est une anarchie, sans pour autant signifier qu'il est synonyme de chaos ou mû par le désordre<sup>30</sup>. Anarchie, selon la doctrine réaliste, ne signifie pas conflit, mais plutôt un état de fait où les Etats sont indépendants et forment un système où ils ne sont subordonnés à aucune autorité centrale<sup>31</sup>.

La seconde prémisses du raisonnement de Mearsheimer veut que toute grande puissance possède de manière inhérente une certaine capacité militaire offensive à même de blesser voire de détruire une autre grande puissance<sup>32</sup>. Certains Etats ont certes des capacités militaires supérieures aux autres, mais le fait est que chacun d'entre eux a le potentiel de se montrer dangereux à l'égard des autres, même modestement, et cette capacité militaire est identifiable à l'aide des modes d'armement de l'Etat, mais aussi potentiellement à l'aide du nombre d'individus qui composent cet Etat, la population étant ici considérée comme étant dans son ensemble un moyen militaire<sup>33</sup>.

L'incertitude permanente quant aux intentions des autres Etats constitue la troisième prémisses. Il est impossible pour un Etat d'avoir la certitude qu'un Etat tiers ne l'attaquera pas le premier, sans pour autant imputer aux Etats des intentions intrinsèquement hostiles. L'important dans ce raisonnement est qu'il est impossible d'être tout à fait certain des intentions d'un autre Etat, entre autre parce qu'un Etat peut avoir un grand nombre de raisons pour lesquelles il pourrait motiver un recours à la force à l'encontre d'un autre.

---

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 30

<sup>31</sup> *Ibidem*

<sup>32</sup> *Ibidem*

<sup>33</sup> *Ibid.*, pp. 30-31

De plus, les intentions des Etats et leurs motivations sont hautement volatiles : une situation bénigne la veille peut engendrer une réaction hostile le lendemain<sup>34</sup>. La règle selon Mearsheimer est que l'incertitude est inévitable, et que par conséquent les Etats ne peuvent jamais avoir la certitude que d'autres Etats n'ont pas les intentions belliqueuses qui vont de pair avec leurs capacités militaires offensives<sup>35</sup>.

La quatrième prémisse a pour objet le but principal de toute grande puissance, à savoir sa propre survie. Celle-ci passe par le maintien de l'intégrité territoriale et l'assurance de l'autonomie de leur ordre politique interne. Afin d'exposer son propos clairement, Mearsheimer cite ici Staline en 1927 : « *We can and must build socialism in the [Soviet Union]. But in order to do so we first of all have to exist* »<sup>36</sup>. Il va effectivement de soi que si l'Etat cesse d'exister en tant que tel, la poursuite d'objectifs ultérieurs est illusoire. L'existence-même de l'Etat est donc le souci premier de celui-ci, et celle-ci est assurée par la recherche de sa propre sécurité<sup>37</sup>.

Enfin, la cinquième et ultime prémisse est un postulat comportemental sur les acteurs du système international. Selon Mearsheimern ceux-ci sont des acteurs rationnels, au fait de leur environnement externe et pensant de manière stratégique au meilleur moyen de survivre à l'intérieur de celui-ci<sup>38</sup>. En tant qu'acteurs rationnels, ils considèrent toutes les options, du changement de comportement des autres acteurs en raison de leur propre comportement et des variations de leur attitude en fonction de l'attitude des autres acteurs, aux conséquences à court et à long terme de leurs actions au sein du système international<sup>39</sup>.

Les Etats ne sont pas intrinsèquement agressifs. En effet, l'objectif de survie n'est en soi pas un but belliqueux. Cependant, Mearsheimer note tout de même que mises côte à côte, ces cinq prémisses créent un puissant incitant pour les Etats à se placer dans une posture

---

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>35</sup> *Ibidem*

<sup>36</sup> JACOBSON, Jon, *When the Soviet Union Entered World Politics*, Berkeley, University of California Press, 1994, p. 271 in MEARSHEIMER, *ibidem*.

<sup>37</sup> *Ibidem*

<sup>38</sup> *Ibidem*

<sup>39</sup> *Ibidem*

offensive par rapport à leurs pairs. Il dégage de ce constat trois possibilités de réaction comportementale pour les Etats : la peur, le *self-help* et la maximisation de la puissance<sup>40</sup>.

Les grandes puissances se craignent les unes les autres. Anticipant le danger, elles se laissent peu de marge entre elles pour la confiance, et de la perspective de n'importe quelle grande puissance, chacune des autres est un ennemi potentiel. Mearsheimer illustre ceci en prenant l'exemple de la réunification allemande à la fin de la Guerre froide, mettant en exergue le regain d'inquiétude dans le chef des français et des britanniques, nonobstant le fait que les trois nations aient été de proches alliés depuis plus de quarante ans<sup>41</sup>. Le souci de la survie contraint les Etats à considérer que les autres puissances ont la capacité et la motivation potentielle de passer à l'offensive à leur rencontre, ce qui induit un minimum de suspicion et une certaine réticence à faire confiance à autrui<sup>42</sup>. Le jeu des conséquences, fût-ce un Etat victime d'agression, fait de la peur un puissant élément à prendre en compte dans le jeu des grandes puissances. La guerre étant la menace ultime dans cette matière, sa conséquence ultime est la destruction pure et simple d'un ou plusieurs Etats, ce qui pousse certains à ne plus se voir comme des rivaux, des adversaires en compétition, mais plutôt comme des ennemis mortels, ce qui rend l'antagonisme politique d'autant plus intense que les enjeux sont importants<sup>43</sup>.

Les Etats peuvent selon Mearsheimer pratiquer une politique dite *self-help* que l'on pourrait traduire par une sorte de chacun pour soi. Puisqu'aucune autorité supérieure ne leur viendra en aide en cas de problème, les Etats sont contraints à la débrouillardise et au chacun pour soi, ce qui ne les empêche pas pour autant de former des alliances, fussent-elles de fortune<sup>44</sup>. Mearsheimer l'énonce d'ailleurs de manière très cynique : l'allié d'aujourd'hui est peut être l'ennemi de demain, tout comme l'ennemi d'aujourd'hui est peut être l'allié de demain<sup>45</sup>.

Conscients de vivre dans un monde du chacun pour soi, les Etats s'aperçoivent vite de la nécessité pour eux de devenir l'acteur le plus puissant du système, car au plus puissant il sera, au moins il aura de chances de rencontrer des adversaires qui oseront s'opposer à

---

<sup>40</sup> *Ibid.*, p. 32

<sup>41</sup> *Ibidem*

<sup>42</sup> *Ibidem*

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 33

<sup>44</sup> *Ibidem*

<sup>45</sup> *Ibidem*

lui. La situation idéale en ce cas est celle de l'*hegemon*<sup>46</sup>. Les Etats offrent alors une attention toute particulière aux modalités de la distribution de puissance entre eux. La part de puissance que chaque Etat tente de s'arroger passe par tous les aspects, qu'ils soient militaires, diplomatiques ou économiques. Ce qui est gagné pour un Etat est perdu pour un autre, les Etats jouent donc à ce jeu à somme nulle où le gagnant sera celui qui aura accumulé le plus de puissance au détriment des autres et sera donc dans une position de sécurité plus confortable. Selon Mearsheimer, on peut alors en déduire que les grandes puissances, sans pour autant être des agresseurs, ont des intentions agressives en ce qui concerne la maximisation de leur puissance<sup>47</sup>. Et cette maximisation ne s'arrête selon Mearsheimer non pas quand un avantage militaire distinct a été atteint, mais seulement quand la position d'*hegemon* est assurée<sup>48</sup>.

#### b. Puissance et maximisation

Les Etats ont selon Mearsheimer deux types de puissance : la puissance latente et la puissance militaire<sup>49</sup>. La puissance latente est définie comme étant un agrégat d'actifs socio-économiques permettant le développement de la puissance militaire, tandis que cette dernière se mesure au regard de la taille et la force de frappe de l'armée de l'Etat dans toutes ses composantes<sup>50</sup>.

Mearsheimer définit simplement la puissance par « les atouts spécifiques ou les ressources matérielles disponibles pour un Etat<sup>51</sup> ». Il ne réfute cependant pas une autre définition de la puissance selon laquelle celle-ci serait affaire de contrôle et d'influence d'un Etat sur un ou plusieurs autres Etats. Robert Dahl définit alors la puissance comme étant la capacité d'un Etat à forcer la main d'un de ses pairs ; selon lui, « un Etat A a le pouvoir sur un Etat B dans la mesure où A peut forcer B à faire une chose qu'il ne ferait

---

<sup>46</sup> *Ibid.*, pp. 33-34.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 34

<sup>48</sup> *Ibidem*

<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 55

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 56

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 57

pas dans un autre contexte<sup>52</sup> ». Les deux définitions sont acceptables, mais néanmoins selon Mearsheimer elles ne peuvent être fondées en une seule définition pour la raison suivante : l'équilibre des forces (*balance of power*) n'est pas un paramètre fiable permettant de prédire une victoire militaire. Et ceci est dû au fait que si les ressources matérielles font pour beaucoup dans le calcul de la puissance d'un Etat et donc de ses chances de victoire, parfois l'avantage décisif d'un belligérant provient de facteurs non-matériels et incalculables tels que l'efficacité stratégique, la qualité du renseignement, la détermination de l'Etat, les paramètres météorologiques et les maladies que les forces armées peuvent éventuellement contracter durant la campagne<sup>53</sup>.

La puissance latente est selon Klaus Knorr<sup>54</sup> l'avons dit l'agrégat des ressources sociétales qu'un Etat possède en vue de développer son appareil militaire, dont les deux paramètres les plus importants sont la taille de la population de l'Etat et sa richesse<sup>55</sup>. La taille de la population importe grandement puisque de grandes armées requièrent d'importantes ressources humaines, de même qu'une population importante peut produire de grandes richesses au sein de l'Etat qui pourra utiliser celles-ci comme fondement de sa puissance militaire<sup>56</sup>. Mearsheimer propose pourtant ici de mesurer la puissance latente uniquement à l'aide du paramètre de richesse mobilisable, via le volume du PNB, plutôt que du paramètre population, prenant l'exemple de la Guerre froide où l'Inde et la Chine, bien que surpassant démographiquement les deux superpuissances qu'étaient alors l'URSS et les USA, ne pouvaient rivaliser avec ces dernières étant donné l'écart de richesse qui les séparaient<sup>57</sup>. Le facteur technologique est également important et épinglé comme tel par Mearsheimer qui lui donne une grande importance dans l'appréciation de la puissance latente d'un Etat<sup>58</sup>. Cependant, la hiérarchie des Etats en termes de richesse ne reflète pas toujours la hiérarchie des Etats en termes de puissance et ce pour trois raisons. D'abord, la part de la richesse allouée à l'investissement dans le domaine militaire varie d'Etat en Etat, ensuite l'efficacité de ladite transformation varie au cas par

---

<sup>52</sup> DAHL, Robert, « The Concept of Power », *Behavioral Science*, vol. 2, n°3, 1957, pp. 202-203 in MEARSHEIMER, John J., *ibidem*

<sup>53</sup> MEARSHEIMER, John J., *op. cit.*, p. 58

<sup>54</sup> KNORR, Klaus, *The War Potential of Nations*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1956, 322p. in MEARSHEIMER, John J., *op. cit.*, p. 61

<sup>55</sup> MEARSHEIMER, John J., *ibidem*

<sup>56</sup> *Ibidem*

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 62

<sup>58</sup> *Ibidem*

cas, enfin la structure de l'appareil militaire dans ses différentes composantes varie d'un Etat à l'autre. Ces trois facteurs ayant bien sûr une incidence sur la part relative de puissance d'un Etat dans l'équilibre des forces<sup>59</sup>. Subséquemment, il est donc possible qu'une grande puissance le soit sur le plan économique sans nécessairement l'être sur le plan militaire<sup>60</sup>.

Mearsheimer met également en évidence au sujet de la notion de maximisation de la puissance deux précisions importantes. Premièrement, citant John H. Herz<sup>61</sup> au sujet du dilemme de sécurité, il confirme son propos au sujet duquel le meilleur moyen pour un Etat de survivre dans un monde anarchique est de prendre avantage sur d'autres Etats à leurs dépens, et la maximisation de puissance prend donc forme dans une compétition incessante pour la sécurité<sup>62</sup>. Le dilemme de sécurité est donc dans le réalisme offensif impossible à résoudre puisque si un Etat X accroît sa puissance, l'insécurité des autres ira croissante face à la menace induite par cet accroissement de puissance étranger, et ceux-ci voudront donc maximiser leur propre puissance, induisant le même effet sur l'Etat X qui réitérera son opération de maximisation de puissance<sup>63</sup>. Le cercle vicieux induit par ce dilemme de la sécurité est selon Mearsheimer le véritable responsable de la tragédie de la politique internationale<sup>64</sup>. Deuxièmement, la recherche de puissance n'a pas selon lui pour objet la puissance absolue, le but des Etats étant plutôt de gagner une puissance relative par rapport aux autres Etats. La raison en est simple : les Etats qui se préoccupent de maximiser leur puissance de manière *absolue* ne se préoccupent que de la puissance comme d'une fin en soi<sup>65</sup>, là où ceux qui cherchent à maximiser leur puissance *relative* sont motivés par le jeu d'équilibre des puissances et cherchent à gagner plus de puissance que leurs rivaux. Au contraire, un Etat ayant pour but la puissance pour la puissance se retrouve à en emmagasiner sans pour autant se soucier des gains de ses rivaux<sup>66</sup>.

---

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 76

<sup>60</sup> *Ibid.*, p. 79

<sup>61</sup> HERZ, John H., *Idealist Internationalism and the Security Dilemma*, *World Politics* 2, volume 2, 1950, pp. 157-180 in MEARSHEIMER, John J., *Ibid.*, p. 36

<sup>62</sup> MEARSHEIMER, John J., *Ibid.*, p. 36

<sup>63</sup> *Ibidem*

<sup>64</sup> MEARSHEIMER, John J., *Ibid.*, pp. 35-36 in BATTISTELLA, D., *op. cit.*, p. 500

<sup>65</sup> MEARSHEIMER, John J., *Ibid.*, p. 36

<sup>66</sup> *Ibidem*

### c. Hégémonie

La préoccupation des Etats est donc de s'assurer la sécurité par l'acquisition et le maintien d'une position hégémonique dans le système. La structure d'un monde hégémonique est définie par Mearsheimer citant Gilpin comme étant un système l'état où un Etat puissant contrôle ou domine seul les autres Etats, mineurs par rapport à l'hégémon. Selon Gilpin, les deux seules autres structures possibles sont soit un monde bipolaire, à l'image de l'état du monde lors de la Guerre froide, ou un monde où trois Etats ou plus contrôlent les actions les uns des autres, et dont l'exemple le plus parlant est l'équilibre des puissances européennes durant la période allant du Traité de Westphalie à la Première Guerre mondiale, soit de 1648 à 1914<sup>67</sup>. Une distinction fondamentale est à faire d'emblée en ce qui concerne le concept d'hégémon.

Mearsheimer développe son propos en avançant que si l'interprétation générale du concept d'hégémonie signifie la domination d'une entité sur le système tout entier, le terme peut être pris dans une acception plus restreinte. Il propose donc d'appliquer ce concept à des entités régionales plutôt que de considérer l'hégémonie comme une forme de domination globale<sup>68</sup>. On pourra donc distinguer deux types d'hégémon : l'hégémon régional, dont le seul exemple actuel sont les Etats-Unis et l'hégémon global, état de domination mondiale n'ayant encore jamais été concrétisé à ce jour par quelque Etat que ce soit<sup>69</sup>.

Cette limitation à l'hégémonie régionale a une explication toute matérielle selon Mearsheimer. Il considère que la capacité de projection de force au delà d'un océan est sérieusement compromise dans le cas où le débarquement de troupes vise le territoire bien défendu d'une grande puissance rivale<sup>70</sup>. Là où il est relativement aisé de transporter des troupes via les mers sur le territoire d'un Etat allié, une invasion amphibie est une opération particulièrement difficile lorsqu'elle implique deux grandes puissances rivales, la partie attaquante voyant ses capacités offensives largement réduites du fait de la traversée de larges étendues d'eau<sup>71</sup>. Le problème étant en cette matière que le défi

---

<sup>67</sup> GILPIN, R., *op. cit.*, p. 29

<sup>68</sup> *Ibid.*, p. 40

<sup>69</sup> *Ibid.*, p. 41

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 114

<sup>71</sup> *Ibidem*

logistique posé par une telle opération limite grandement et le nombre de troupes à engager en combat, et la puissance de feu disponible, rendant quasi impossible le défi pour une marine de guerre de parvenir à infiltrer une zone côtière gardée militairement par une puissance rivale, à moins d'un déploiement de force particulièrement important et au risque de lourdes pertes du côté de l'attaquant<sup>72</sup>.

Le seul moyen donc pour une grande puissance d'outrepasser son statut d'hégémon régional est de prendre le contrôle d'une région à laquelle elle peut avoir accès par voie terrestre<sup>73</sup>. Le seul réel hégémon régional actuel étant les Etats-Unis, plusieurs puissances se sont pourtant essayées à parvenir à ce statut : l'Allemagne nazie et la France napoléonienne en Europe, le Japon impérial en Asie du Nord-Est. Seule l'Union soviétique a en son temps menacé de dominer et l'Europe et l'Asie du Nord-Est, ainsi que la région pétrolifère du golfe Persique et de devenir de ce fait un hégémon plurirégional, ce qui même en cas de succès ne lui aurait pas accordé un statut d'hégémon global<sup>74</sup>.

Une fois l'hégémonie régionale atteinte, la principale menace à laquelle doit faire face l'hégémon est l'émergence d'un potentiel rival sur un territoire régional. Il doit donc s'atteler à refréner les velléités dominatrices des autres grandes puissances. Les Etats-Unis en sont un exemple flagrant quant au rôle qu'ils ont joué au cours des deux guerres mondiales pour empêcher successivement l'Allemagne wilhelmiennne puis nazie ainsi que le Japon impérial de parvenir à une position d'hégémonie régionale, mais aussi à l'égard de l'URSS tout au long de la Guerre froide<sup>75</sup>. La préférence d'un hégémon régional ira donc plutôt vers une situation où à tout le moins deux puissances se font face dans une autre région et concentrent leurs efforts l'une sur l'autre plutôt que sur l'hégémon craignant de voir émerger un autre hégémon régional capable de lui poser problème<sup>76</sup>.

En résumé selon Mearsheimer, la situation idéale de l'hégémon est la situation actuelle des USA, à savoir celle où l'hégémon est le seul hégémon régional dans le monde. Cette grande puissance est donc à ce moment une puissance de *statu quo* cherchant à pérenniser

---

<sup>72</sup> *Ibid.*, pp. 114-115

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 41

<sup>74</sup> *Ibidem*

<sup>75</sup> *Ibidem*

<sup>76</sup> *Ibid.*, pp. 41-42

sa situation d'hégémon régional, mais verra son attitude changer dès qu'une puissance potentiellement compétitrice émergera<sup>77</sup>.

#### d. Stratégies de survie

Le but des grandes puissances étant de maximiser leur sécurité, celles-ci ont donc recours à diverses stratégies accompagnées de leurs variantes pour parvenir à leur objectif. Ces stratégies peuvent être directes, c'est à dire qu'elles ont pour objectif l'accumulation de puissance, ou indirecte, où l'objectif est d'empêcher les adversaires d'emmagasiner de la puissance. Mearsheimer propose donc une grille de lecture de ces différentes stratégies utilisées par les Etats pour maximiser leur propre puissance et faire pencher l'équilibre des forces en leur faveur et prévenir de l'émergence de futurs rivaux<sup>78</sup>.

La guerre est donc dans cet ordre d'idées la principale stratégie d'acquisition de puissance relative, bien qu'étant également la plus controversée<sup>79</sup> puisqu'induisant mort et destruction parfois à grande échelle. Mearsheimer contredit Norman Angell et son étude sur la futilité de la guerre<sup>80</sup> comme moyen d'accumulation de puissance en démontrant que les quatre raisons pour lesquelles la guerre serait un pari perdant sont toutes réfutables. Là où Angell et ses partisans affirment que les Etats qui initient les guerres sont presque toujours perdants, Mearsheimer lui oppose la statistique que les instigateurs de conflits militaires sont 60% du temps les gagnants de ces dits conflits<sup>81</sup>. La virtuelle impossibilité de mener des guerres dans un monde nucléarisé est pour Mearsheimer une idée fausse : certes, la possibilité de guerres entre grandes puissances dans un tel monde est amoindrie, mais elle ne rend pas pour autant les conflits armés obsolètes. Les Etats sont certes plus prudents quant à l'utilisation de leurs moyens militaires<sup>82</sup> mais si effectivement la plausibilité d'un conflit entre grandes puissances est fortement réduite, l'équilibre des forces terrestres reste selon Mearsheimer l'élément central de la puissance

---

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 42

<sup>78</sup> *Ibid.*, pp. 138-140

<sup>79</sup> *Ibid.*, p. 147

<sup>80</sup> ANGELL, Norman, *The Great Illusion 1933*, Putnam, New York, 1933, 460p.

<sup>81</sup> MEARSHEIMER, John J., *op. cit.*, p. 147

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 129

militaire à l'Âge atomique<sup>83</sup>. Les deux derniers arguments que Mearsheimer ont pour objet le cas des victoires en cas de conflit, et le fait que celles-ci ne peuvent être que des victoires à la Pyrrhus<sup>84</sup> en raison d'un calcul coûts-bénéfices *in fine* défavorable aux grands conquérants. Du côté des coûts, les partisans d'Angell soutiennent que l'entretien d'un empire est bien trop coûteux que pour permettre une croissance stable, là où Mearsheimer préconise que ces empires se focalisent plutôt sur la création de richesses plutôt que sur les dépenses militaires et la conquête de territoires étrangers. La consolidation de l'empire peut donc contribuer à dépasser la barrière des coûts de maintenance, puisqu'après tout la théorie néoréaliste postule que le degré de puissance militaire potentielle se mesure autant par son niveau de richesse que par la taille de sa population<sup>85</sup>. Enfin, la victoire militaire serait rendue inefficace par le simple fait que les populations vaincues, empreintes de sentiments nationalistes, seraient impossible à soumettre et rendraient de ce fait l'exploitation de leur économie impossible pour les vainqueurs<sup>86</sup>. Prenant exemple sur les travaux de Peter Liberman<sup>87</sup>, Mearsheimer démontre que l'appropriation de capacités industrielles sur un Etat vaincu est rendue non pas plus difficile à l'Âge de l'information, mais au contraire est facilitée du fait de la dimension Orwellienne des technologies de l'information modernes, à l'aide desquelles la répression sur les populations vaincues est à de nombreux égards plus aisée<sup>88</sup>.

La possibilité pour un Etat de gagner de la puissance aux dépens de ses rivaux sans pour autant en venir à l'extrémité violente et coûteuse qu'est la guerre est une perspective largement préférable au conflit frontal. Le chantage (*blackmail*) est une possibilité stratégique pour les Etats qui ne souhaitent pas faire face à des coûts humains élevés. Pour autant, le chantage est bien moins efficace lorsqu'il s'agit de créer des changements importants dans l'équilibre des puissances<sup>89</sup> pour la simple raison que seules, des menaces ne suffisent que très rarement à faire plier une grande puissance adverse et l'obliger à faire des concessions<sup>90</sup>. Le chantage est donc une stratégie à utiliser

---

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 133

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 148

<sup>85</sup> *Ibid.*, p. 57

<sup>86</sup> *Ibid.*, p. 148

<sup>87</sup> LIBERMAN, Peter, *Does Conquest Pay? The Exploitation of Occupied Industrial Societies*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1996, 264 p.

<sup>88</sup> MEARSHEIMER, John J., *op. cit.*, p. 149

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 152

<sup>90</sup> *Ibidem*

prioritairement envers les puissances mineures, même si Mearsheimer reconnaît que dans un certain contexte, par exemple si l'une des deux grandes puissances n'est pas au maximum de ses capacités militaires, le chantage entre deux grandes puissances est à même de fonctionner<sup>91</sup>.

Une troisième stratégie énoncée par Mearsheimer est celle du *Bait and Bleed*<sup>92</sup>, que Mearsheimer décrit comme étant une situation où une grande puissance appâte (*bait*) deux de ses rivaux afin qu'ils s'engagent dans une longue et coûteuse guerre d'usure (*bleed*) pendant qu'elle-même, dans le rôle de l'« appâteur », reste volontairement à distance afin de garder ses forces intactes. Mearsheimer ne donne cependant qu'un seul exemple probant de cette stratégie, à savoir les efforts diplomatiques déployés par la Russie sous Catherine II, lorsque celle-ci monta l'Autriche et la Prusse contre la France révolutionnaire afin de les occuper sur leur flanc ouest dans le but d'étendre son pouvoir sur l'Europe centrale<sup>93</sup>.

La dernière stratégie directe que propose Mearsheimer est une variante de la précédente. Dans cette stratégie qu'il nomme *Bloodletting*, l'objectif est de « laisser saigner » les adversaires en s'assurant qu'en cas de guerre entre les rivaux d'un Etat X et dans laquelle celui-ci n'est pas engagé, ceux-ci s'engluent dans un conflit d'usure qui les affaiblit pendant que l'Etat X reste à l'abri des hostilités. Nul besoin d'appâter les Etats rivaux afin qu'ils se déclarent la guerre entre eux puisque dans ce cas de figure, ils se font la guerre indépendamment de l'Etat X. Le seul souci de ce dernier est donc de s'assurer de rester en dehors du conflit pendant que les belligérants s'écharpent et épuisent leurs forces<sup>94</sup>.

Les deux objectifs des grandes puissances sont de maximiser leur puissance aux dépens des autres Etats, et d'empêcher ceux-ci de maximiser la leur. Mearsheimer propose un nombre plus restreint de stratégies indirectes pouvant satisfaire ce second objectif.

L'équilibrage<sup>95</sup> met un Etat menacé dans une position de responsabilité directe quant à l'objectif d'endiguement d'un Etat tiers agresseur de parvenir à faire pencher l'équilibre

---

<sup>91</sup> *Ibidem*

<sup>92</sup> *Ibid.*, p. 153

<sup>93</sup> *Ibid.*, p. 154

<sup>94</sup> *Ibidem*

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 156

des forces en sa faveur. L'Etat menacé use alors des canaux diplomatiques pour signifier à l'Etat agresseur qu'il compte bien maintenir l'équilibre des forces dans son état actuel et identifie une ligne rouge à ne pas dépasser pour l'Etat agresseur, sans quoi ce sera la guerre. Il peut également jouer le jeu des alliances défensives afin de contenir au mieux la menace, ce qui dans un monde bipolaire serait une manœuvre bien entendu limitée du fait de la relative rareté de grandes puissances dans cette configuration de la scène internationale<sup>96</sup>. Enfin, la mobilisation de ressources additionnelles comme par exemple l'augmentation des dépenses militaires en vue d'augmenter ses capacités défensives est une troisième solution pour l'Etat menacé en ce qui concerne l'équilibrage.

La seconde stratégie indirecte proposée par Mearsheimer est celle du passage de fardeau (*Buck-Passing*)<sup>97</sup>. Principale alternative à l'équilibrage pour un Etat menacé, cette stratégie consiste en ce que celui-ci parvienne à passer le fardeau de la menace à un Etat tiers, d'échanger donc en quelque sorte sa place avec ce dernier. Plusieurs options sont envisageables pour ce faire<sup>98</sup>. D'abord, un Etat peut faire en sorte de maintenir de bonnes relations diplomatiques avec l'Etat agresseur de manière à ce que celui-ci dévie son attention sur un Etat tiers qui se verrait passer malgré lui le fardeau de faire face à la menace. Ensuite, garder des relations amicales avec l'Etat amené à endosser le fardeau de la menace serait contre-productif ; de manière cynique, Mearsheimer note que les passeurs de fardeau maintiennent de manière générale des relations plutôt froides avec les Etats vers qui ils pourraient potentiellement dévier la menace. Enfin, ici encore la mobilisation de ressources additionnelles a un rôle à jouer : elle permet à l'Etat menacé de s'ériger en une cible plus imposante et plus imprenable que l'Etat vers lequel il souhaite dévier la menace. Précisons tout de même que dans ce cas de figure, l'Etat qui s'est vu passer le fardeau doit se montrer capable de contenir l'agresseur<sup>99</sup>, ou la stratégie de déviation de la menace se sera montrée contreproductive dans le cas où l'Etat agressé est vaincu et dominé par l'agresseur, auquel cas celui-ci pourra se retourner contre l'Etat passeur de fardeau.

Dans un monde anarchique régulé par l'étalage de la puissance et l'accumulation de celle-ci, Mearsheimer épingle deux comportements à éviter qui violent selon lui les règles du

---

<sup>96</sup> *Ibidem*

<sup>97</sup> *Ibid.*, p. 157

<sup>98</sup> *Ibid.*, p. 158

<sup>99</sup> *Ibidem*

réalisme offensif et condamnent les Etats qui en font usage à l'affaiblissement voire à la destruction. Le premier est un comportement de « suivisme »<sup>100</sup>, où un Etat s'allie à un autre Etat plus puissant et lui concédant donc la part du lion le conflit une fois terminé. La redistribution de la puissance acquise aux dépens de l'adversaire vaincu se fera donc de manière disproportionnée à l'avantage du plus puissant des partenaires de fortune. Mearsheimer estime que cette stratégie est celle des Etats faibles, incapables de se défendre et pouvant juste espérer bénéficier de la clémence de leur puissant partenaire. L'essence de ce comportement de suivisme est selon lui repris de manière fort bien phrasée par Thucydide lui-même<sup>101</sup> : « *Le fort fait ce qu'il peut faire et le faible subit ce qu'il doit subir* ». Deuxièmement, la stratégie d'apaisement, qui consiste à faire des concessions en faveur d'un Etat agresseur, est de ce fait synonyme de gain de puissance pour ce dernier. Permettre ceci a pour but dans le chef d'un Etat menacé d'induire un changement comportemental chez l'agresseur et le rendre enclin à adopter une attitude plus pacifique à son égard<sup>102</sup>. Au contraire du suiveur qui ne cherche plus à contenir l'Etat agresseur, l'apaiseur juge toujours la menace et tente d'éliminer le *casus belli* de l'agresseur en faisant preuve de bonne volonté<sup>103</sup>. Malheureusement pour Mearsheimer, ce n'est pas si simple et cette stratégie n'a que peu de chances de réussite. Dans un monde anarchique, un Etat apaiseur prêt à faire des concessions serait un signal traduit par une grande puissance comme étant un aveu de faiblesse<sup>104</sup>. Partant de ce constat, l'Etat « apaisé » n'aurait donc de cesse de demander, voire d'exiger de nouvelles concessions qui vont elles-mêmes augmenter de manière incrémentale son appétit, sa puissance étant déjà agrémentée des concessions passées. L'apaisement est donc selon Mearsheimer tout à fait contreproductif et mène à ce que l'Etat rival devienne plus dangereux, plutôt que plus enclin à la paix<sup>105</sup>.

---

<sup>100</sup> *Ibid.*, pp. 162-163

<sup>101</sup> STRASSLER, Robert B., *The Landmark Thucydides: A Comprehensive Guide to the Peloponnesian War*, New York, Simon and Schuster, 1998, p. 352 in MEARSHEIMER, John J., *op. cit.*, p. 163

<sup>102</sup> MEARSHEIMER, John J., *op. cit.*, p. 163

<sup>103</sup> *Ibidem*

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 164

<sup>105</sup> *Ibidem*

## e. Critiques du modèle néo-réaliste

Le modèle élaboré par Mearsheimer n'est pas exempt de critiques. Dario Battistella voit à juste titre poindre dans le développement du propos de Mearsheimer un certain sino-centrisme. Il démontre ceci via le fait que son raisonnement tourne largement autour de l'émergence future de la Chine comme futur hégémon régional d'Asie, devenant ainsi un compétiteur direct des Etats-Unis et mettant donc à mal la position de ceux-ci en tant qu'unique hégémon régional du système international à l'heure actuelle<sup>106</sup>. Mearsheimer pour sa part ne s'en cache pas puisque le dernier chapitre de son ouvrage, appelé *Can China Rise Peacefully*<sup>107</sup>, résonne clairement comme un plaidoyer pour une émergence pacifique de la Chine comme puissance régionale, puisant jusqu'à la doctrine pacifiste du confucianisme afin d'alimenter son propre contre argumentaire. Il conclut par ailleurs cette « tragédie » par l'espoir que, dans le cas de l'émergence effective d'une puissance régionale chinoise, sa propre théorie du réalisme offensif se voit contredite au bénéfice de la paix<sup>108</sup>.

Toujours selon Battistella, citant certain de ses confrères parmi lesquels John Vasquez, Jeffrey Legro et Andrew Moravcsik, l'apport de Mearsheimer au courant réaliste via sa théorie du réalisme offensif fait courir le risque de la « transformation du paradigme dominant en un projet de recherche dégénératif »<sup>109</sup>. Il explique que Mearsheimer, loin de consolider la base théorique du courant réaliste, y fait au contraire entrer de nouveaux raisonnements qui sont incompatibles avec les travaux d'autres théoriciens, notamment des réalistes favorables à un dialogue avec les penseurs néo-libéraux, ce que Mearsheimer réfute au vu de son scepticisme à l'égard des institutions internationales<sup>110</sup>. Legro et Moravcsik<sup>111</sup> particulièrement, adeptes du courant libéral, appellent à une refonte du paradigme réaliste, selon eux dénaturé et étiré à l'excès par des affirmations causales

---

<sup>106</sup> BATTISTELLA, D., *op. cit.*, p. 158

<sup>107</sup> MEARSHEIMER, John J., *op. cit.*, pp. 360-411

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 411

<sup>109</sup> BATTISTELLA, D., *op. cit.*, p. 159

<sup>110</sup> *Ibidem*

<sup>111</sup> LEGRO, Jeffrey, MORAVCSIK, Andrew, "Is Anybody Still a Realist ?", *International Security*, vol. 24, n°2, 1999, pp. 5-55

censées étayer des théories alternatives entrant en opposition entre elles et brouillant les pistes du raisonnement réaliste<sup>112</sup>.

---

<sup>112</sup> *Ibid.*, pp. 7-8

## **DEUXIÈME PARTIE :**

### **LA RUSSIE DANS L'ESPACE POSTSOVIÉTIQUE**

Durant la seconde partie du mémoire, nous allons étudier les différentes facettes de la tentative par Moscou de recouvrer les moyens de puissance dont disposait l'Union soviétique dont la Fédération de Russie est l'héritière directe. Pour ce faire, nous allons nous appuyer sur la théorie de John J. Mearsheimer préalablement exposée afin d'analyser les tenants et aboutissants de l'opération de maximisation de puissance à laquelle se livre la Fédération de Russie afin premièrement d'assurer sa propre survie en tant qu'Etat, et deuxièmement d'affirmer son hégémonie sur le territoire composé par les anciennes républiques socialistes soviétiques. Un premier chapitre de cette analyse sera focalisé sur les efforts déployés par Moscou afin de redresser la situation économique de la Russie suite à la chute de l'Union soviétique ainsi que sur la modernisation du complexe militaro-industriel et des enjeux qui englobent ces deux thématiques, tandis que nous nous concentrerons dans un second chapitre sur les crises successives qui ont vu Moscou défendre ses intérêts géostratégiques en usant de moyens de coercition à l'encontre d'anciennes RSS.

# Chapitre 1 : la reconstruction de la puissance en Russie après 1991

## I. La difficile transition économique des années 90

Alors que le début de l'année 1992 marque le début d'une période d'essor économique pour la CEE devenue Union européenne via l'entrée en vigueur du Traité de Maastricht et la signature de l'accord d'association sur l'Espace économique européen avec l'Association européenne de libre-échange, la Fédération de Russie est sur le point de connaître de brutaux changements socio-économiques. La fin de l'URSS sonnait le glas du système communiste en Russie, et par là même le début de réformes libérales qui allaient faire en sorte d'imbriquer la Fédération héritière de l'URSS dans le système international.

La thérapie de choc est lancée au début de l'année 1992 avec la bénédiction de Boris Eltsine par un gouvernement dit « kamikaze »<sup>113</sup>. Les mesures qui composent la thérapie de choc incluent la dérégulation et la libéralisation des importations, une réduction de 85% du budget militaire ainsi que la liberté totale de commerce<sup>114</sup>.

Une première étape a été d'introduire en Russie les concepts d'attractivité et de compétitivité<sup>115</sup>. Là où la Russie a mis du temps à se donner l'image d'une terre attractive pour les investissements étrangers comme nous le verrons par la suite, la notion de compétitivité a été quant à elle appliquée d'une manière cavalière au sens où ce sont surtout les hommes de pouvoir qui ont partagé entre eux la plupart des biens d'Etat qui ont été privatisés suite aux premières réformes libérales. Les années 90 furent le théâtre de ce que certains ont appelé le « Far West » postcommuniste<sup>116</sup>, où la vague de privatisations dites « sauvages » préconisée par les réformateurs nommés par Eltsine, parmi lesquels l'américain Jeffrey D. Sachs, se sont heurtés au pouvoir toujours bien en place de la

---

<sup>113</sup> THOM, Françoise, *Postface*, p. 675 in RIASANOVSKY, Nicholas Valentinovitch, *Histoire de la Russie des origines à nos jours*, Paris, Robert Laffont, 2014

<sup>114</sup> *Ibidem*

<sup>115</sup> MARCHAND, Pascal, *Géopolitique de la Russie : Une nouvelle puissance en Eurasie*, Paris, Presses universitaires de France, 2014, p. 112

<sup>116</sup> THOM, Françoise, *op. cit.*, p. 678

nomenklatura qui s'empara par un subtil mélange d'emprunts, de fusion-acquisition et de spéculation de pas moins d'un quart des entreprises d'Etat, et ce pour une bouchée de pain<sup>117</sup>. L'Etat russe et sa bureaucratie furent les premiers bénéficiaires de la transition à l'économie de marché initiée sous Mikhaïl Gorbatchev et la « privatisation de l'Etat par l'Etat » entraîna une lourdeur dans le processus de rétablissement qui s'avéra particulièrement lent si on le compare à la phase de transition vers le monde capitaliste telle qu'elle fut orchestrée dans les pays d'Europe centrale et orientale<sup>118</sup>. Mais si de nombreux dysfonctionnements du système peuvent être imputés à une nomenklatura encore trop présente au sein de la bureaucratie post-communiste, des nuances sont à apporter à l'interprétation traditionnelle qui est faite de la lenteur du rétablissement économique de la Russie des années 90. Comparant son expérience comme conseiller sur la transition économique en Pologne puis en Russie, Jeffrey D. Sachs estime que la communauté internationale est en partie responsable du recul économique de la Fédération de Russie et cite plusieurs exemples<sup>119</sup> qui dépeignent un tableau en deux poids deux mesures de l'attitude des grandes puissances à l'égard de la Russie. Sachs évoque le refus du G7 de suspendre le paiement de la dette russe, ainsi que l'impossibilité pour lui de créer via une levée de fonds via le FMI un fonds de stabilisation pour le rouble, alors qu'une entreprise similaire avait été conduite avec succès en Pologne quelques années auparavant. Ici, le refus émanait directement des USA dont le Secrétaire d'Etat James Baker aurait selon Sachs balayé sa requête au titre que les Etats-Unis ne pourraient prendre une telle décision « en pleine année électorale »<sup>120</sup>. Pour Sachs, les motivations derrière la décision de l'administration Bush de ne pas venir en aide à la Russie, alors même que la crise économique qui la frappait était pire que celle qui avait frappé la Pologne, restent floues même si il évoque les pistes de la question des têtes nucléaires soviétiques héritées par la Russie, du ressentiment historique hérité de la Guerre froide, ou même d'une certaine méfiance à l'égard du personnage de Boris Eltsine.

---

<sup>117</sup> *Ibid.*, p. 676-677

<sup>118</sup> *Ibid.*, pp 677-678

<sup>119</sup> LE TEMPS, "Jeffrey D. Sachs: "Les Occidentaux ont été irresponsables à l'égard de la Russie"" , *Le Temps*, [en ligne], 3 novembre 2009. Disponible sur <https://www.letemps.ch/monde/jeffrey-sachs-occidentaux-ont-irresponsables-legard-russie> (consulté le 5 août 2018)

<sup>120</sup> *Ibidem*

## II. Restructurer les secteurs stratégiques

Trois secteurs stratégiques ont été hérités directement de l'URSS par la Russie et ont connu depuis 1992 une restructuration qui a, comme d'autres secteurs de l'économie, pris de sérieux retards à certains égards. Du fait de l'incertitude politique qui a accompagné la première décennie ayant suivi la chute de l'Union soviétique, certains de ces secteurs ont souffert du manque d'investissements étrangers, ce à quoi la Russie a pu remédier sous Vladimir Poutine en faisant de la Russie un pôle d'attractivité pour les entreprises étrangères.

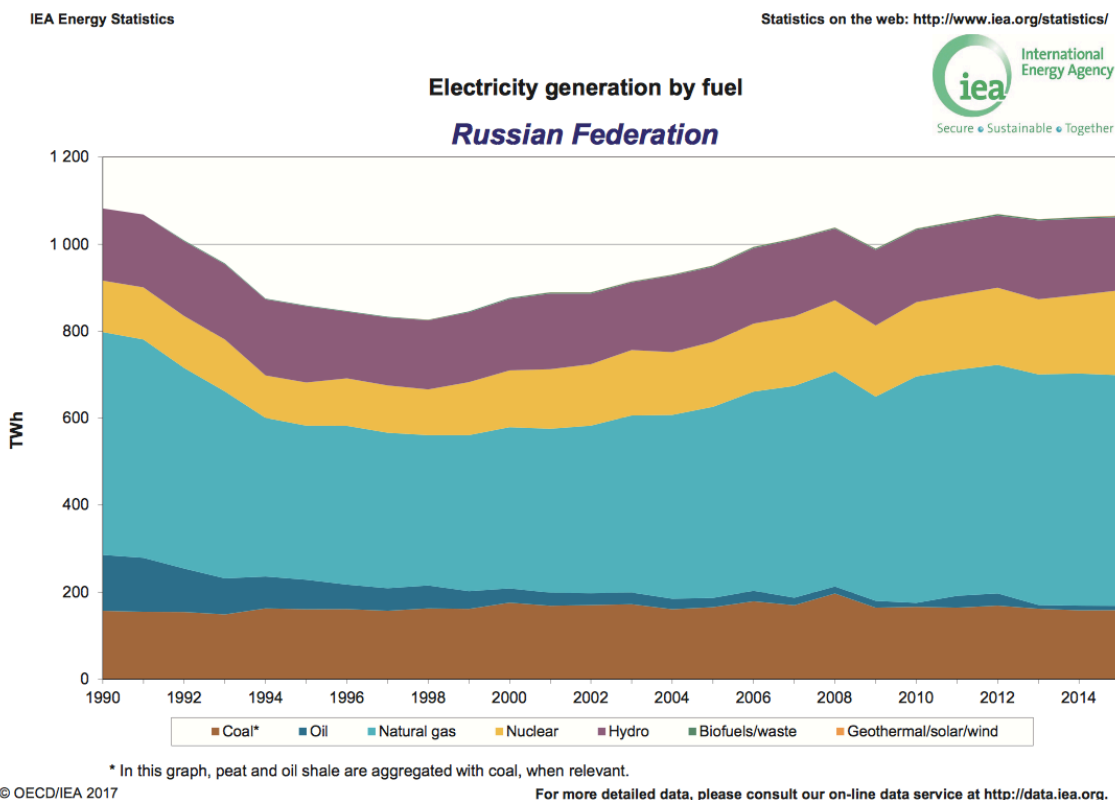
Premièrement, le secteur nucléaire soviétique géré par le ministère de l'énergie atomique a été restructuré en une Agence fédérale de l'énergie atomique, ou Rosatom en 2004<sup>121</sup>. En tant que Corporation d'Etat, Rosatom chapeaute la totalité des activités nucléaires russes sur le territoire fédéral comme à l'international, que ces activités soient d'application civile ou militaire. L'acquisition de l'ensemble de ce secteur énergétique par l'Etat a pour origine un projet de loi porté par Vladimir Poutine fin 2004 à la Douma, donnant vie à Rosatom et permettant dont à la Russie de maintenir sous une seule administration le nucléaire civil, militaire et la recherche fondamentale et appliquée sur l'énergie atomique via la création de branches distinctes au sein de l'Agence. Rosatom prévoit entre autres que la part du nucléaire dans la production électrique monte à 25% d'ici 2030, et jusqu'à 50% d'ici à 2050<sup>122</sup>. Or, la réalité des statistiques fournies par l'Agence internationale de l'énergie est toute autre : si la part du nucléaire dans la production a effectivement évolué positivement depuis 1990, la production d'électricité par l'utilisation du pétrole ayant été substituée à une hausse du nucléaire et du charbon, la part du nucléaire est toujours bien plus faible que la part du charbon, et les perspectives ne semblent pas aller croissantes.

---

<sup>121</sup> SERVICE NUCLÉAIRE DE L'AMBASSADE DE FRANCE Á MOSCOU, *Le panorama nucléaire russe*, Moscou, 2008, [en ligne]. Disponible sur [https://inis.iaea.org/collection/NCLCollectionStore/\\_Public/39/057/39057144.pdf](https://inis.iaea.org/collection/NCLCollectionStore/_Public/39/057/39057144.pdf) (consulté le 5 août 2018)

<sup>122</sup> MARCHAND, P., *op. cit.*, p. 115

Graphique 1 : L'évolution de la production d'électricité par carburant de 1990 à 2014



(Source : INTERNATIONAL ENERGY AGENCY, *Statistics Report*, 2015 [en ligne]. Disponible sur <http://www.iea.org/stats/WebGraphs/RUSSIA2.pdf>)

La création de la « holding » AtomEnergProm (AEP) en 2007 a parachevé la mainmise de l'Etat sur le nucléaire civil, dont la filiale Atomstroyexport (ASE) est chargée de l'exportation de centrales nucléaires sur le marché international<sup>123</sup>. A la fin de l'année 2014, Rosatom via ses filiales annonçait un portefeuille à l'international de plus de 100 milliards de dollars pour des projets de construction de 23 réacteurs à l'étranger<sup>124</sup>, avec certaines réserves concernant certains projets et d'autant plus du fait de la crise ukrainienne. Néanmoins, Rosatom déclare tout de même posséder un carnet de

<sup>123</sup> Atomstroyexport – Rosatom State Corporation Company, [site officiel]. Disponible sur <http://atomproekt.com/en/about/History/> (consulté le 5 août 2018)

<sup>124</sup> LE BILLON, Véronique, "Nucléaire : le russe Rosatom revendique 100 milliards de dollars de commandes", *Les Echos*, [en ligne], 23 décembre 2014. Disponible sur [https://www.lesechos.fr/23/12/2014/LesEchos/21841-062-ECH\\_nucleaire---le-russe-rosatom-revendique-100-milliards-de-dollars-de-commandes.htm#](https://www.lesechos.fr/23/12/2014/LesEchos/21841-062-ECH_nucleaire---le-russe-rosatom-revendique-100-milliards-de-dollars-de-commandes.htm#) (consulté le 5 août 2018)

commandes à l'étranger via ASE excédant les 130 milliards de dollars dans pas moins de 45 pays pour 41 projets pour l'année 2018, avec des contrats d'approvisionnement en uranium enrichi pour bon nombre de pays de l'Union européenne dont la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne et la Belgique, tandis que dans des pays d'Europe de l'Est tels que la République tchèque et la Slovaquie, Rosatom possède des contrats de modernisation du parc nucléaire<sup>125</sup>.

Deuxièmement, le secteur spatial a lui aussi souffert de la chute des crédits d'Etat suite à la dissolution de l'URSS, voyait son budget réduit à 150 millions de dollars courant 1999<sup>126</sup>. De manière similaire au secteur du nucléaire, le secteur spatial russe a survécu en puisant dans le domaine international : location par la Russie des services de lanceurs permettant de mettre en orbite des satellites de tous pays, accueil d'équipages internationaux dans feu la station orbitale *Mir* puis participation active de la Russie dans le projet de l'ISS, la station spatiale internationale. Ce sont par ailleurs les vaisseaux-cargo *Progress* et les fusées *Soyouz* qui ravitaillent la station respectivement en équipement et en hommes<sup>127</sup>. Les enjeux de l'industrie spatiale sont multiples si l'on en croit les diverses déclarations de la présidence russe : sécurité nationale, croissance économique, souveraineté technologique, mais c'est aussi une question de prestige national, l'héritage spatial de l'Union soviétique étant un symbole de puissance psychologiquement marquant<sup>128</sup>.

Le réinvestissement dans le secteur spatial commence au début de l'ère Poutine en 2001 avec l'adoption d'un programme fédéral de « Réforme et développement du complexe industriel de défense pour 2002-2006 », avec comme acteurs institutionnels responsables du processus le Ministère de l'Industrie et de l'Energie, l'Agence fédérale de l'Industrie et l'Agence spatiale russe, devenue en 2015 l'Entreprise d'Etat pour les activités spatiales, « Roscosmos ». Un problème important dans l'industrie spatiale russe a trait aux conséquences du sous-investissement dont a été victime le secteur dans les années 90.

---

<sup>125</sup> Rosatom, *Global Presence Map*, 2018, [site officiel]. Disponible sur <https://rosatom-europe.com/global-presence/global-map/> (consulté le 5 août 2018)

<sup>126</sup> MARCHAND, P., *op. cit.*, p. 115

<sup>127</sup> *Ibidem*

<sup>128</sup> NARDON, Laurence. Avril 2007. *La restructuration de l'industrie spatiale russe*. Institut français des relations internationales (IFRI), [en ligne]. Disponible sur : <https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/notenardonjean0407.pdf> (consulté le 6 août 2018)

En effet, les cadres de l'époque soviétiques prenant petit à petit leur retraite, c'est à de jeunes chercheurs encore inexpérimentés de reprendre les manettes de l'industrie<sup>129</sup>.

Troisième secteur également touché par les mêmes maux lors de la crise des années 90, le secteur de l'industrie aéronautique. Le désinvestissement en matière de défense entraîna un gel des commandes d'avions de chasse de 1992 à 2002, et nombre d'entreprises aéronautiques furent « invitées » par le gouvernement à « convertir » leur activité en mettant leurs capacités technologiques au service de la production de biens de consommation courante<sup>130</sup>. Mauvaise connaissance de leur nouvelle base de consommateurs, stratégie de profit maximum pour un minimum de coûts, les entreprises autrefois spécialisées dans l'aéronautique se firent donner le coup de grâce par des importateurs notamment d'électroménager, et échouèrent totalement leur opération de conversion<sup>131</sup>. Après plusieurs péripéties réformatrices dans le début des années 2000, sept entreprises parviennent à tirer leur épingle du jeu courant 2004 : trois avionneurs militaires (MiG, Soukhoï et Irkout), deux avionneurs civils (Iliouchine et Tupolev) ainsi que deux hélicoptéristes (MiL et Kamov)<sup>132</sup>. En 2006 enfin, l'Etat russe prend une décision analogue à celle prise au regard de l'industrie du nucléaire et procède à une restructuration totale du secteur « par le haut » via la création d'une holding publique contrôlée par l'Etat : la Compagnie aéronautique unifiée, ou OAK, est née dans l'objectif d'en faire un « champion national »<sup>133</sup>. Tout comme Rosatom, OAK se subdivise en plusieurs branches : aviation de combat, aviation civile, transport militaire et composants<sup>134</sup>. Accusant un retard industriel de deux décennies, l'industrie aéronautique russe se retrouve probablement condamnée à fournir l'Etat russe ou à travailler en partenariat avec d'autres pays tels que l'Inde sur des projets conjoints de moindre ampleur par rapport aux volumes de commandes d'avionneurs civils leaders sur le marché mondial, quant à lui probablement définitivement perdu pour la Russie<sup>135</sup>. De leur

---

<sup>129</sup> MARCHAND, P., *op. cit.*, p. 116

<sup>130</sup> *Ibidem*

<sup>131</sup> *Ibidem*

<sup>132</sup> MAKIENKO, Konstantin, "Industries aéronautiques russes: une consolidation précaire", *Revue internationale et stratégique*, vol.4, n°56, 2004, p. 9

<sup>133</sup> MAKIENKO, K., "Avionneurs russes: bilan des réformes et perspectives d'avenir", *Note de l'Observatoire franco-russe*, n°3, juillet 2013, pp. 9-10

<sup>134</sup> MARCHAND, P., *op. cit.*, p. 116

<sup>135</sup> MAKIENKO, K., "Avionneurs russes: bilan des réformes et perspectives d'avenir", *op. cit.*, pp. 12-14

côté, les hélicoptéristes Kamov et Mil, regroupés au sein de la holding *Vertaliooty Rossii* (Hélicoptères de Russie) se portent relativement bien, parvenant même à exporter leur production à hauteur de 10% du marché mondial, et jusqu'à 40% sur des segments tels que les hélicoptères d'attaque et les hélicoptères de transport moyen<sup>136</sup>.

### III. Attirer les investissements étrangers

Le climat de « Far West » qui a régné en Russie lors des troubles qui ont marqué les années 90 ont mis à mal la Russie au niveau des investissements directs étrangers. Si la fuite des capitaux à l'étranger reste une préoccupation, l'investissement domestique a repris sa croissance et les capitaux étrangers reviennent petit à petit en Russie depuis le début des années 2000, avec un net recul lors de la crise de 2008-2009, et un retour au niveaux d'avant la crise en 2013. Ceux-ci plongent pourtant suite à l'éclatement de la crise ukrainienne, passant de 70 milliards à 7 milliards de dollars de 2013 à 2014. En 2016, les IDE remontent à 32 milliards de dollars mais repartent à la baisse courant 2017. L'impact de la crise ukrainienne et des sanctions qui ont suivi notamment sur les investissements financiers à destination de la Fédération de Russie sont particulièrement visibles à première vue, même si il est à noter que la tendance à la baisse des IDE en 2014 était une tendance générale au sein des pays développés<sup>137</sup>, les chiffres sont donc à relativiser. Selon l'OCDE néanmoins, la Russie est l'un des Etats les plus restrictifs au monde en ce qui concerne les IDE, et c'est sans surprise que l'industrie minière et le secteur des matières premières ressortent fortement au niveau de l'intensité des restrictions<sup>138</sup>, ces secteurs étant la principale manne financière de la Russie, ce que nous verrons ultérieurement.

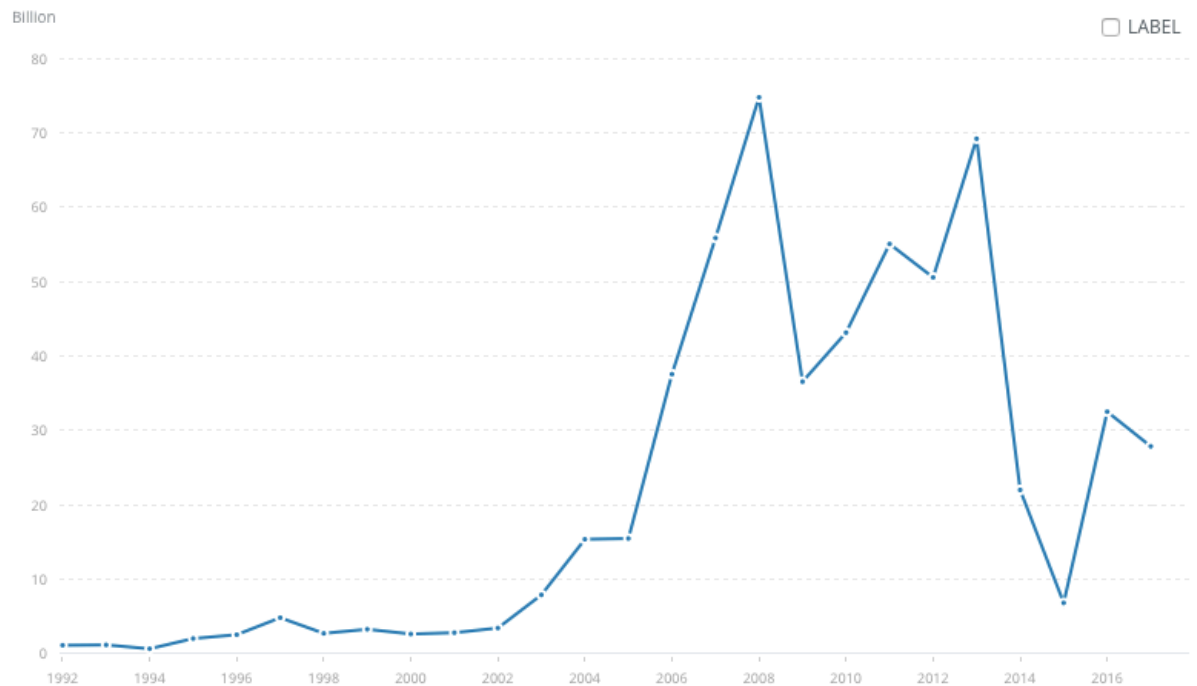
---

<sup>136</sup> *Ibid.*, p. 117

<sup>137</sup> CNUCED, *Communiqué de presse: L'investissement étranger direct dans les pays développés chute pour la troisième année consécutive*. 24 juin 2015, Genève, [en ligne]. Disponible sur : <http://unctad.org/fr/Pages/PressRelease.aspx?OriginalVersionID=251> (consulté le 6 août 2018)

<sup>138</sup> VERCUEIL, Julien, *Les investissements directs étrangers: la Russie, terre de paradoxes* in DUBIEN, Arnaud, *Regards de l'observatoire franco-russe*, Paris, Le Cherche Midi, 2013, p. 7, [en ligne]. Disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01420838/document> (consulté le 6 août 2018)

Graphique 2 : L'évolution de l'afflux d'investissements directs étrangers vers la Russie de 1992 à 2017 (\$ courant)



(Source : WORLD BANK, 2018)

L'entrée dans le monde capitaliste signifiant également l'entrée dans une société de consommation, la classe moyenne apparue au tournant des années 2000 imposa une demande à laquelle le gouvernement allait répondre en autorisant les partenariats avec des producteurs étrangers, créant donc une nouvelle industrie de la consommation privée<sup>139</sup>, se heurtant toutefois parfois au choc des mentalités héritées de sept décennies de régime communiste. L'industrie de consommation s'est d'abord développée dans l'électroménager puis dans le secteur automobile où la production a progressé à partir de 2006 grâce aux constructeurs étrangers ayant délocalisé certaines usines de montage en Russie, comme par exemple le groupe français PSA, associé au japonais Mitsubishi Motors Corporation pour l'ouverture d'une usine à Kalouga<sup>140</sup>. Le secteur est à l'heure actuelle comme un secteur à fort potentiel de croissance pour plusieurs facteurs tels que le nombre de constructeurs nationaux et étrangers présents sur le territoire, de fortes

<sup>139</sup> MARCHAND, P., *op. cit.*, p. 119

<sup>140</sup> CHAMPAGNE, Xavier, "PSA s'associe à Mitsubishi pour produire en Russie", *autoactu.com*, [en ligne], 20 mai 2008. Disponible sur : <http://www.autoactu.com/psa-s-associe-a-mitsubishi-pour-produire-en-russie.shtml>

capacités de production, qui de plus sont en hausse pour l'horizon 2020, le faible taux de véhicule par habitant, de 300 véhicules pour 1000 habitants et un vaste réseau de fournisseurs internationaux et de concessionnaires locaux<sup>141</sup>. Les effets de la crise de 2008-2009 sont en contrepartie toujours palpables dans ce secteur, avec un retour au chiffres d'avant la crise attendu d'ici 2022 voire 2024. Ceci dépendra selon les analystes du soutien offert par l'Etat au secteur automobile, du prix du pétrole, de la valeur du rouble, du pouvoir d'achat de la population, mais aussi du développement de l'infrastructure des transports et également de l'accès facilité au crédit, sachant que seuls 30% des achats automobiles en Russie se négocient via un crédit, contre 60 à 70% en Europe de l'Ouest<sup>142</sup>.

Le secteur de l'agro-alimentaire est quant à lui en pleine mutation, et ce depuis 2009. La multiplication des acquisitions par OPA d'entreprises russes par de grands groupes occidentaux comme Danone, Pepsi Cola, Coca Cola et Bonduelle, déjà présent sur le marché russe depuis une vingtaine d'années sont vues jusqu'en 2013 comme une bonne chose pour les autorités qui voient les grandes entreprises multinationales garantir l'activité économique dans ce secteur. L'Oréal et Sanofi, respectivement dans le milieu cosmétique et le milieu pharmaceutique et parapharmaceutique entretiennent le même phénomène dans leurs secteurs respectifs<sup>143</sup>. Depuis l'embargo russe à l'encontre des produits européens, ukrainiens et turcs en réponse au train de sanctions infligées à la Russie, celle-ci a vu malgré la récession son secteur agricole décoller, via notamment une politique de subvention plus agressive. Comptant désormais sur l'apport technologique venant d'investisseurs étrangers, notamment français, plutôt que sur l'importation de produits finis, la Russie table sur la production locale de produits agro-alimentaires afin de développer une autosuffisance dans certains domaines, dont en particulier le secteur laitier qui se trouve être boosté par les investissements étrangers<sup>144</sup>.

---

<sup>141</sup> Tomychev, Andreï, *Etat et perspectives de l'industrie automobile* in DUBIEN, Arnaud, *Russie 2016 : Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, L'Inventaire, 2016, p. 166

<sup>142</sup> *Ibid.*, pp. 168-169

<sup>143</sup> MARCHAND, P., *op. cit.*, p. 119

<sup>144</sup> CAVELIER, Jeanne, "L'agro-industrie russe : un secteur à fort potentiel pour les français", *Russia Beyond*, [en ligne], 20 février 2016. Disponible sur : [https://fr.rbth.com/economie/cap\\_sur\\_le\\_marche\\_russe/les\\_secteurs\\_qui\\_cartonnent/2016/02/20/lagro-industrie-russe-un-secteur-a-fort-potentiel-pour-les-francais\\_569605](https://fr.rbth.com/economie/cap_sur_le_marche_russe/les_secteurs_qui_cartonnent/2016/02/20/lagro-industrie-russe-un-secteur-a-fort-potentiel-pour-les-francais_569605) (consulté le 7 août 2018)

#### IV. Soutenir l'innovation et la recherche

Si la Russie a hérité de l'époque soviétique d'un important vivier de chercheurs, de scientifiques et d'ingénieurs, elle a aussi hérité de l'organisation qui fut celle de l'URSS concernant le domaine de l'innovation. La recherche de pointe étant circonscrite à des villes secrètes surveillées de près et dominées par l'industrie militaire, la Fédération de Russie a en partie gardé le même cap en donnant en 1999 le titre de « ville scientifique » à quatorze villes dont la seule activité tourne autour de l'innovation scientifique et de la recherche<sup>145</sup>. Ces villes autrefois donc quasiment coupées du monde se transforment malgré les larges subventions venant de l'Etat en territoires d'opposition au parti Russie Unie du président Poutine. La population y est jeune, urbaine, fraîchement diplômée et appartient principalement à la classe moyenne. Critiques envers le pouvoir mais passablement ignorées par le Kremlin, ces populations seraient le signe avant-coureur d'un changement sociétal en Russie selon Kevin Limonier, chercheur à l'Institut français de Géopolitique à l'Université Paris VIII et enseignant à l'Université russe d'Etat de sciences humaines (RGGU) à Moscou<sup>146</sup>.

Le troisième mandat de Vladimir Poutine a été l'occasion de relancer la politique d'innovation en restructurant celle-ci en un « Conseil présidentiel pour la modernisation de l'économie et le développement de l'innovation en Russie »<sup>147</sup>. Dans les faits, cette nouvelle structure a eu pour objectifs de centraliser les efforts d'innovation sous l'égide d'une structure unique, ainsi que d'identifier les secteurs clés sur lesquels les pouvoirs publics ont voulu mettre l'accent du point de vue de l'innovation. La conjoncture macroéconomique s'étant largement détériorée à partir de 2013 du fait des conséquences politico-économiques découlant de la crise ukrainienne, plusieurs difficultés sont apparues. La fuite des capitaux de Russie a généré une baisse de la production manufacturière, de même que des secteurs clés de l'économie nationale tels que le secteur de l'extraction pétrolière ont été durement touchés de par leur dépendances aux

---

<sup>145</sup> MARCHAND, P., *op. cit.*, p. 121

<sup>146</sup> DEMIDOFF, Maureen, « Les villes fermées, nouvelles « enclaves de dissidence » en Russie », *Russie Info*, [en ligne], 9 janvier 2014. Disponible sur : <http://www.russieinfo.com/les-villes-fermees-nouvelles-enclaves-de-dissidence-en-russie-2014-01-09> (consulté le 7 août 2018)

<sup>147</sup> DEJINA, Irina, « La politique de l'innovation en Russie : tendances, difficultés, perspectives », *Note de l'Observatoire franco-russe*, n°12, février 2016, p. 4

technologies étrangères pour assurer leur bon fonctionnement<sup>148</sup>. Les problèmes rencontrés par les grandes entreprises sont néanmoins sensiblement différents qu'elles opèrent dans le domaine public ou le domaine privé : les premières disent souffrir d'un manque de compétence et de créativité au sein de leurs effectifs ainsi que d'une frilosité des hautes sphères décisionnelles face à l'innovation, tandis que les secondes se plaignent du manque de financement et des lourdeurs administratives<sup>149</sup>. La complexification des tâches administratives, la hausse du nombre d'inspections et l'augmentation des taux de crédit ont eu tôt fait de créer un mauvais climat d'affaires. L'innovation a donc été reléguée au second plan par les entreprises, plus préoccupées par le fait d'amortir le choc. Les sanctions économiques mises en place à l'encontre de la Russie en 2014 ont également eu un impact sur la recherche et l'innovation.

Bien que les secteurs de la recherche scientifique et de la R&D ne devaient pas pâtir de l'adoption de ces mesures par les pays occidentaux *prima facie*, la dégradation des relations politiques entre Moscou et les pays à la pointe de la recherche technologique et scientifique a eu un impact à rebours sur ces secteurs<sup>150</sup>. Des compagnies étrangères pourtant bien implantées dans les parcs scientifiques russes se sont soudainement retirées, paralysant *in fine* le développement des nouvelles technologies puisque le secteur de la haute technologie en Russie dépend principalement des importations étrangères, dont par exemple les réactifs chimiques ou les composants pour systèmes intégrés<sup>151</sup>. Dans le secteur des technologies de l'information cependant, les sanctions ont eu un effet bénéfique et ont paradoxalement boosté l'innovation : l'augmentation des coûts d'approvisionnement en génie logiciel a stimulé l'activité de développement, ce qui a permis à ce secteur de garder le cap au niveau de l'innovation<sup>152</sup>. Le gouvernement a décidé de la construction de clusters d'innovation et autres instituts de développement ou en d'autres termes des pôles technologiques d'où l'Etat aimerait voir émerger une *Silicon Valley* russe, financés pour moitié par les pouvoirs publics, ce qui complique leur autofinancement et rend la moindre erreur de développement très coûteuse<sup>153</sup>. Parmi ceux-ci, le projet du technopôle de Skolkovo paraît en bien piètre posture que pour

---

<sup>148</sup> *Ibid.*, p. 5

<sup>149</sup> *Ibidem*

<sup>150</sup> *Ibid.*, p. 6

<sup>151</sup> *Ibidem*

<sup>152</sup> *Ibidem*

<sup>153</sup> *Ibid.*, pp. 9-10

pouvoir se muer en véritable pôle d'avant-garde en matière d'innovation, ce à quoi le président Poutine tente de remédier en repartant de zéro et en sollicitant en personne les grands patrons afin qu'ils soutiennent le nouveau projet de « vallée technologique » de l'Université d'Etat de Moscou (MGU)<sup>154</sup>.

En conclusion, le terrain de l'innovation pâtit de manques de financement, tandis que l'Etat est largement sollicité afin de prendre plus en mains le secteur et terminer le travail de restructuration débuté en 2015. L'orientation de la politique d'innovation russe porte désormais vers l'identification et la concentration des efforts sur des secteurs porteurs, qui seront identifiés par les pouvoirs publics selon leur capacité à produire un impact significatif sur l'économie et sur le prestige que pourra en retirer l'Etat, tandis que la coopération internationale dans les domaines scientifiques et technologiques n'est pas exclue<sup>155</sup> mais supposera une évolution dans les rapports politiques entre Moscou et les Etats à l'avant-garde de la recherche.

## V. Rattraper le retard logistique

Le gigantisme de la Russie a historiquement eu des conséquences sur le développement de son réseau d'approvisionnement énergétique et de circulation. Au milieu des années 90, des expertises menées par la Banque mondiale et le ministère russe des transports estimèrent que plus d'un tiers du réseau carrossable était en très mauvais état, tandis que plus de la moitié du réseau asphalté se trouvait être de piètre qualité<sup>156</sup>. Les 750 000km de routes du réseau post-soviétique représentèrent un chantier titanesque à moderniser. De nouvelles routes furent construites : un axe asphalté reliant Moscou à l'Océan Pacifique, la route Magistrale M5, fut inauguré seulement en 2010 ainsi que la M4, reliant Moscou à Krasnodar et à la ville portuaire de Novorossiisk, qui fut quant à elle modernisée. Les chantiers sont tels que le gouvernement se résout en 2005 à concéder des tronçons entiers à des partenaires privés, dont des étrangers tels que le français Vinci,

---

<sup>154</sup> *Ibid.*, p. 11

<sup>155</sup> *Ibid.*, p. 16

<sup>156</sup> MARCHAND, P., *op. cit.*, p. 25

qui seront alors chargés de construire, moderniser et faire fonctionner les autoroutes, qui seront donc à péage<sup>157</sup>.

Le réseau ferroviaire, nécessitant lui aussi une modernisation d'urgence, est d'une importance capitale : 80% du transport hors oléoducs et gazoducs passe par le rail<sup>158</sup>. Le transport de marchandises et les convois de pétrole particulièrement requièrent une infrastructure spécifiquement destinée à faire rouler des convois extrêmement lourds. De nombreux travaux dans le sens de la modernisation ont donc été entrepris dès la réforme ferroviaire de 2001 qui a segmenté le réseau à l'européenne, c'est à dire en séparant les infrastructures et l'exploitation. Des entreprises spécialisées telles que Lukoil et SUEK se chargent du transport des matières premières, le transport de marchandises est ouvert à la concurrence des entreprises privées tandis que le réseau est géré par une société détenue totalement par l'Etat, RZhD, Chemins de fer russes<sup>159</sup>.

Le réseau d'approvisionnement en électricité a lui aussi dû avoir recours aux investissements étrangers, et dès 2006 grandes entreprises comme l'italien ENEL, l'allemand E On et plus récemment le français ERDF, devenu Enedis, sont appelées à l'alimentation électrique respectivement de Russie centrale, de Moscou et de Sibérie occidentale. Le recours à des entreprises étrangères a été la seule solution afin de remédier aux menaces de blackouts qui pèsent sur le réseau électrique russe<sup>160</sup>.

## VI. L'importance des secteurs pétroliers et gaziers

### a. Le secteur pétrolier

Le secteur pétrolier est largement dominé par la société d'Etat Rosneft. La compagnie a fait évoluer sa production de 5 à 40% de la production pétrolière de Russie depuis les

---

<sup>157</sup> *Ibid.*, p. 112

<sup>158</sup> *Ibid.*, p. 110

<sup>159</sup> THOREZ, Pierre, *Les infrastructures de transport en Russie* in DUBIEN, Arnaud, *Russie 2016 : Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, L'Inventaire, 2016, p. 237-238

<sup>160</sup> MARCHAND, P., *op. cit.*, pp. 109-110

années 90<sup>161</sup>. Cette augmentation des parts de production s'est entre autres faite par vagues d'acquisitions sur des actifs autrefois détenus par des sociétés comme Yukos, TNK-BP et Bashneft et a coïncidé avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine au début des années 2000. Elle produit 4,6 millions de barils de pétrole par jour, ce qui équivaut au double de la production d'Exxon Mobil, pourtant leader dans l'industrie pétrolière dans le domaine privé. Le secteur est ensuite partagé entre des entreprises indépendantes et de grandes entreprises dont notamment Lukoil, Surgutneftegaz et Gazprom, leader russe du secteur gazier, via sa filiale Gazprom Neft<sup>162</sup>. Rosneft est également le premier contribuable de Russie : en 2014, un quart des revenus de l'Etat provenaient de taxes payées par Rosneft<sup>163</sup>, ce qui prouve que la manne financière provenant du secteur gazier est de prime importance pour Moscou. Le double choc de l'effondrement des prix du pétrole ainsi que de l'impact des sanctions financières qui ont touché la Russie à partir de 2014 ont durement touché la société, puisque ces deux difficultés impliquent une chute des prix du produit principal proposé par Rosneft ainsi que ses capacités à accéder au marché international<sup>164</sup>. Le développement des activités de Rosneft à l'international se poursuit néanmoins. En tant que société pétrolière détenue par l'Etat, ses activités ne s'arrêtent pas à l'activité commerciale mais servent aussi la politique étrangère russe, que ce soit en Amérique latine, en Asie ou au Moyen-Orient<sup>165</sup>, l'approvisionnement en pétrole et en expertise dans le domaine de l'extraction étant l'un des moyens utilisés par la Russie pour faire valoir ses intérêts dans les pays tiers. L'origine de la diversification géographique mondiale de Rosneft est probablement à lier au régime de sanctions qui frappe notamment le secteur pétrolier russe. Les tentatives occidentales d'isoler la Russie au niveau international ont poussé celle-ci à chercher de nouveaux marchés et de nouveaux partenaires via Rosneft, avec par moments une volonté affichée d'isoler à leur tour les USA via des mécanismes de coopération dans ce secteur, notamment via des

---

<sup>161</sup> STANLEY, Andrew J.. 2018. *Russia's Oil Champion Goes Global*. Center for Strategic & International Studies. [en ligne]. Disponible sur : [https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/180627\\_Chow\\_RussiasNationalOilChamp.pdf?A34fyMoqtnspqdf6gl2HF9rayuPiCPx](https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/180627_Chow_RussiasNationalOilChamp.pdf?A34fyMoqtnspqdf6gl2HF9rayuPiCPx) (consulté le 8 août 2018)

<sup>162</sup> SIMONOV, Konstantin, *Le secteur pétrolier et gazier en 2015*, in DUBIEN, Arnaud, *Russie 2016 : Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, L'Inventaire, 2016, p. 193

<sup>163</sup> STANLEY, Andrew J., *op. cit.*, p. 2

<sup>164</sup> *Ibidem*, p. 3

<sup>165</sup> *Ibid*, pp. 2-7

accords de coopération avec l'Iran<sup>166</sup>. A l'heure actuelle, alors même que les l'état des relations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine est au plus bas, la Russie porte un intérêt tout particulier à la demande croissante venant de Pékin en matière d'hydrocarbures et d'infrastructure pétrolière. En tant que plus gros importateur de pétrole au monde, la Chine est donc un marché naturel pour la Russie et est également devenue le premier client de Rosneft courant 2011 grâce à la construction du pipeline ESPO, Eastern Siberian - Pacific Ocean, décidée par le gouvernement russe en 2004<sup>167</sup>.

#### b. Le secteur gazier et la politisation du marché à l'export

Gazprom est le leader incontesté du secteur gazier russe. La société, dont l'Etat est actionnaire majoritaire, est présidée par Viktor Zoubkov, proche du pouvoir et notamment président du gouvernement russe entre 2007 et 2008. La société domine littéralement le marché et laisse très peu de place à la concurrence. Après de longs débats sur l'inefficience de la société et du secteur gazier russe en général des années 90 au milieu des années 2000, l'Etat russe est finalement devenu actionnaire majoritaire de l'entreprise suite aux réformes du marché d'actions du secteur gazier en 2005<sup>168</sup>. Depuis, les débats se cristallisent autour de la nécessité de libéraliser le marché afin de laisser plus de place à la concurrence, principalement NOVATEK, Gazprom étant accusé de déficiences au niveau de la rentabilité et de la construction d'infrastructures vues par les producteurs indépendants comme superflues. Ces derniers comptent en outre continuer à augmenter leur production, en dépit de la saturation du marché gazier intérieur et du marché des exportations, entravé quant à lui par sa propre croissance rapide<sup>169</sup>. Sous le feu des critiques, le directeur général du groupe Gazprom Alexeï Miller, dispose cependant du plein soutien de Vladimir Poutine, qui prend pour lui la responsabilité de décisions telles

---

<sup>166</sup> *Ibid.*, p. 4

<sup>167</sup> Transneft, *Eastern Siberia – Pacific Ocean Pipeline System. Taishet – Skovorodino section (ESPO-1)*, [site officiel]. Disponible sur : <http://www.en.transneft.ru/about/projects/realized/10020/> (consulté le 9 août 2018)

<sup>168</sup> LOCATELLI, Catherine, "Les voies de la réforme du secteur gazier russe", *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest, CNRS*, vol. 44, n°1, 2013, p. 5, [en ligne]. Disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00822857/document> (Consulté le 9 août 2018)

<sup>169</sup> *Ibid.*, p. 205

que celle d'entreprendre la construction du projet de pipeline Southstream, désormais abandonné et remplacé par le projet TurkStream en 2014. En outre, Gazprom compte également, avec le soutien voire même les vifs encouragements de l'Etat russe, entreprendre des travaux d'élargissement du pipeline Nord Stream 2, quoiqu'en pensent les régulateurs européens de l'énergie<sup>170</sup>.

Carte 1 : Localisation des gazoducs et oléoducs ESPO, Nordstream et TurkStream



(SOURCE : Times UK, *How Vladimir Putin uses pipelines to promote Russian power*, 16 juillet 2018, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.thetimes.co.uk/article/how-vladimir-putin-uses-pipelines-to-promote-russian-power-d3hlvd3kc>)

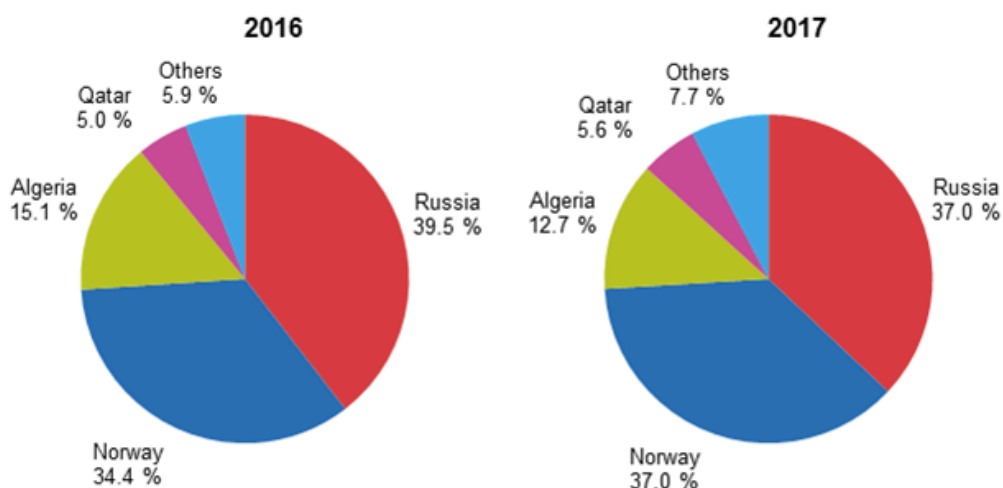
Le revirement d'intérêt pour Moscou du marché européen vers le marché chinois depuis le début de la crise ukrainienne est pour certains observateurs sujet à analyse critique : on parle de « sur-géopolitisation » des relations gazières russo-européennes et d'une « sur-

<sup>170</sup> *Ibid.*, pp. 204-205

idéalisations » du dialogue gazier russo-chinois<sup>171</sup>. Aurélie Bros, chercheur associé à l'IFRI, analyse la situation comme suit : l'aspect politique fait de l'ombre à l'aspect économique qui à son tour pâtit des dégradations des relations entre Bruxelles et Moscou. L'Union européenne reste largement dépendante du gaz russe, la Russie étant toujours à l'heure actuelle le principal fournisseur de l'UE, ex-aequo avec la Norvège pour l'année 2017.

**Graphique 3 : Importations de gaz naturel provenant de l'extérieur de l'UE, parts de marché des principaux partenaires commerciaux en 2016 et 2017**

**Extra-EU imports of natural gas, shares in value of main trading partners, 2016 and 2017**



Source: Eurostat database (Comext) and Eurostat estimates



(SOURCE : Eurostat)

La raison pour laquelle les volumes des importations européennes ne baissent pas est avant tout légale. L'UE est engagée avec Gazprom dans des contrats d'approvisionnement à long terme signés dans la première moitié des années 2000<sup>172</sup>. Ces

<sup>171</sup> BROS, Aurélie, *Exporter le gaz russe en 2016 : état des infrastructures, projets, défis* in DUBIEN, Arnaud, *Russie 2016 : Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, L'Inventaire, 2016, p. 207

<sup>172</sup> YAFIMAVA, Katja, *European Energy Security and the Role of Russian Gas : Assessing the Feasibility and the Rationale of Reducing Dependence*, IAI Working Papers 15/54,

contrats auront cours jusqu'en 2030, les volumes allant tout de même décroissant à hauteur de 50% de 2020 à 2030. La disparité entre pays européens concernant la dépendance au gaz russe est forte : les pays d'Europe occidentale, bénéficiant de plus de marge de manœuvre sur les places de marché, d'un mix énergétique plus diversifié et d'une plus grande variété de fournisseurs sont dans une situation sans commune mesure avec les Etats baltes et d'Europe de l'Est où la part du gaz russe dans les importations gazières va de 50 à 100%<sup>173</sup>. La politique énergétique européenne a donc notamment pour objectif d'atténuer cette disparité de sources d'approvisionnement gazier via plusieurs moyens parmi lesquels la multiplication du nombre d'interconnexions du réseau gazier, l'obligation pour les Etats-membres de mettre en place des flux à rebours en cas de crise et une uniformisation des normes d'infrastructure<sup>174</sup>.

L'Ukraine étant un point de passage géographique historique et évident du point de vue logistique pour les gazoducs russes, Gazprom étudie néanmoins les possibilités de contournement du territoire ukrainien depuis la fin des années 90, en partenariat avec des entreprises européennes<sup>175</sup>. C'est sur ce point que s'écharpent les hautes sphères de Gazprom, incertains du bien fondé de la multiplication de réseaux d'acheminement gaziers alternatifs contournant le vaste Etat ukrainien par le nord et par le sud. Cela étant, des projets alternatifs ont *in fine* mené à une réduction significative des flux via les oléoducs passant par l'Ukraine, et ce depuis les crises gazières de 2006 et 2009<sup>176</sup> jusqu'à l'éclatement de la crise en 2014.

---

2015, p. 4 [en ligne]. Disponible sur : <http://www.iai.it/sites/default/files/iaiw1554.pdf>  
(Consulté le 9 août 2018)

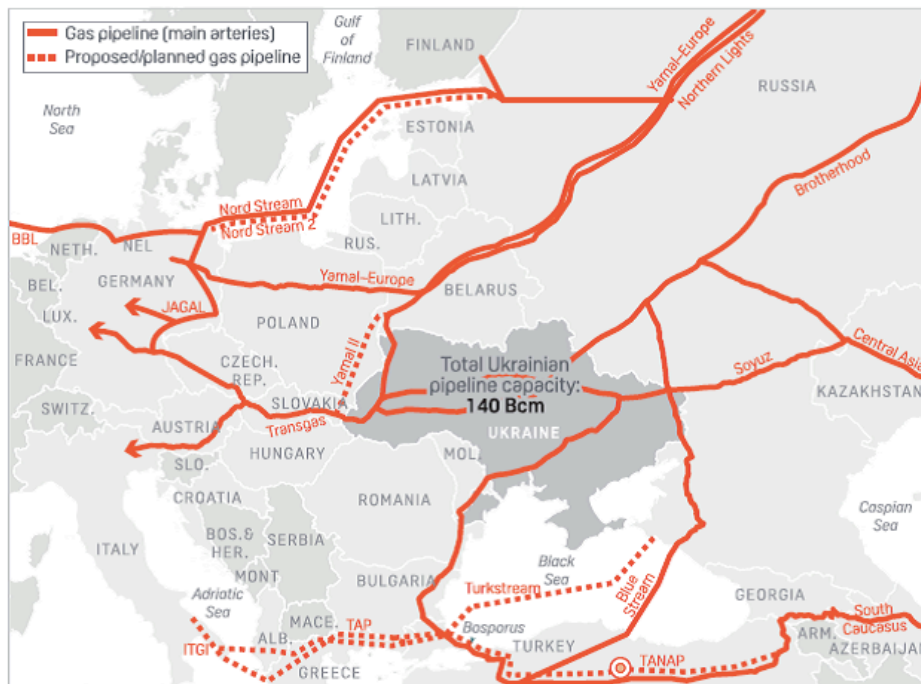
<sup>173</sup> BROS, Aurélie, *op. cit.*, p. 208

<sup>174</sup> *Ibidem*

<sup>175</sup> *Ibid.*, p. 209

<sup>176</sup> *Ibidem*

## EUROPE'S GAS PIPELINE TIES TO RUSSIA



Carte 2 :  
Liens entre  
l'Europe et  
la Russie  
en termes  
d'oléoducs

(SOURCE : S&P Global – Platts, *North Stream 2, other disputes fail to dent Russian natural gas flows to EU*, 2018, [en ligne]. Disponible sur : <http://blogs.platts.com/2018/05/02/nord-stream-2-disputes-fail-dent-russia-natural-gas-flows-eu/>)

L'impact de la crise ukrainienne sur le secteur gazier aura non seulement été de geler le dialogue entre l'UE et la Fédération de Russie, mais également de stopper les activités du GAC, le Gas Advisory Council, organe de coopération composé de chercheurs et de

représentants des grandes entreprises, qui ne s'est plus réuni depuis le 19 novembre 2013<sup>177</sup>. Celui-ci avait pour but de surveiller et évaluer la coopération entre les deux partenaires économiques dans le secteur gazier, que ce soit au niveau logistique, juridique ou commercial. Le revirement de situation a occasionné un certain recalibrage dans les priorités énergétiques de l'UE. Dans une communication datant de 2015 ayant trait au projet de l'Union de l'énergie<sup>178</sup>, l'UE stipule qu'elle ne reverra ses relations énergétiques avec la Russie que quand les conditions seront propices et basera les discussions sur « l'ouverture des marchés, la concurrence loyale, la protection de l'environnement et la sécurité, pour le bénéfice mutuel de chaque partie »<sup>179</sup>. Remettant donc en cause les précédentes feuilles de route concernant la coopération énergétique entre l'UE et la Fédération de Russie jusqu'à 2050, l'Union via la Haute Représentant Federica Mogherini a également jugé en 2017 que, loin d'être un partenariat stratégique étant donné les relations actuelles avec Moscou, la relation UE-Russie constitue un « défi stratégique »<sup>180</sup>.

Les projets de gazoducs ouvrant des voies d'approvisionnement alternatives ont été suspendus voire même abandonnés à partir de 2014. Le projet TurkStream, qui devait remplacer feu le projet South Stream, a été suspendu par le Kremlin suite à l'incident du 2 décembre 2015 qui a vu la Turquie abattre un bombardier Su-24 russe qui intervenait dans le cadre du déploiement russe dans le conflit syrien. La construction d'un Nord Stream 3, abandonné depuis décembre 2014 par la Russie, serait néanmoins selon Alexandre Medvedev, vice-président de Gazprom et directeur général de la branche export du groupe, une possibilité à court terme étant donné les déclarations du

---

<sup>177</sup> EUROPEAN COMMISSION, *International Cooperation – Russia – Energy*, [site officiel]. Disponible sur : <https://ec.europa.eu/energy/en/topics/international-cooperation/russia> (Consulté le 10 août 2018)

<sup>178</sup> EUROPEAN COMMISSION, *Energy Union Package. A Framework Strategy for a Resilient Energy Union with a Forward-Looking Climate-Change Policy*, 2015, [en ligne]. Disponible sur : [https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:1bd46c90-bdd4-11e4-bbe1-01aa75ed71a1.0001.03/DOC\\_1&format=PDF](https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:1bd46c90-bdd4-11e4-bbe1-01aa75ed71a1.0001.03/DOC_1&format=PDF) (Consulté le 10 août 2018)

<sup>179</sup> *Ibidem*

<sup>180</sup> REGNIER, Philippe, "La Russie, un partenaire stratégique de l'Union européenne ? "Absurde"" , *Le Soir*, [en ligne], 24 avril 2017. Disponible sur : <http://plus.lesoir.be/91270/article/2017-04-24/la-russie-un-partenaire-strategique-de-l-union-europeenne-absurde> (Consulté le 10 août 2018)

gouvernement néerlandais concernant l'épuisement de son plus grand champ d'extraction gazier à Groningue<sup>181</sup>.

Entamée depuis l'été 2018, la construction du Nord Stream 2, reliant directement la Russie à l'Allemagne entre Vyborg et Greifswald via la mer Baltique, a cristallisé les débats dernièrement au niveau européen. Les pays d'Europe de l'Est parmi lesquels la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie, la Lituanie, la Roumanie, la Lettonie et l'Estonie ont émis des craintes concernant la perte des revenus du transit gazier sur leurs territoires respectifs, mais également face au risque de dépendance allant selon eux croissant vis-à-vis de l'approvisionnement européen en gaz russe. Les difficultés se sont donc multipliées récemment pour le projet de Nord Stream 2. Le dernier obstacle en date est l'adoption d'une nouvelle législation danoise entrée en vigueur courant janvier 2019 pouvant interdire l'installation de tout pipeline passant par les eaux territoriales du Danemark au motifs d'impératifs de défense, de sécurité nationale ou de politique étrangère incompatible. Après des appels du pied au ministère des Affaires étrangères danois qui aurait pu trancher la question en faveur ou non du consortium du Nord Stream 2 dirigé par Gazprom, le silence radio des autorités danoises a poussé celui-ci à trouver des routes alternatives en s'appuyant sur les conventions des Nations unies sur le droit de la mer. Ce nouveau tracé exempterait Nord Stream 2 d'avoir à obtenir une autorisation d'installation de la part du gouvernement danois<sup>182</sup>.

## VII. Recouvrer l'appareil militaire d'une grande puissance

Les forces armées de l'Union soviétique, bien qu'étant les plus importantes au monde en termes quantitatifs avec quelques 5 millions de personnes mobilisées, ont via la course aux armements de la Guerre froide sévèrement pesé sur les finances de l'URSS, avec des

---

<sup>181</sup> SPUTNIK – ECONOMIE, « Pourquoi un gazoduc Nord Stream 3 serait imminent », *Sputnik*, [en ligne], 1 mai 2018. Disponible sur : <https://fr.sputniknews.com/economie/201805011036174719-gaz-europe-nord-stream-3/> (Consulté le 10 août 2018)

<sup>182</sup> LE FIGARO – AFP (ECONOMIE), "Pétrole: Nord Stream 2 se cherche une nouvelle route", *Le Figaro*, [en ligne] 10 août 2018. Disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/08/10/97002-20180810FILWWW00161-petrole-nord-stream-2-se-cherche-une-nouvelle-route.php> (Consulté le 10 août 2018)

dépenses en matière de défense atteignant les 30% du PIB de l'Union vers la fin des années 80<sup>183</sup>. Sous la présidence de Mikhaïl Gorbatchev, puis durant la période troublée des années 90, la tendance inverse a pu être observée : le gouvernement commença à couper dans les financements des forces armées, sans accompagner ces réductions budgétaires et de personnel d'une modernisation effective de l'appareil militaire<sup>184</sup>. C'est le premier tour de présidence de Vladimir Poutine qui a de nouveau inversé cette tendance, dans le contexte du début du second conflit tchéchène. Le conflit géorgien a été par la suite l'occasion de mettre en lumière plusieurs failles au sein de l'appareil militaire qui ont conduit à une réaction rapide du gouvernement par la voix d'Anatoli Serdioukov, Ministre de la Défense de 2007 à 2012 via l'annonce de réformes de modernisation complètes, accompagnées en 2010 d'un nouveau Programme d'Armements d'Etat (GPV) 2020<sup>185</sup>, suivi récemment du GPV 2027. La part du budget alloué à la défense en pourcentage du PIB a par ailleurs connu un pic à près de 5,5% courant 2016.

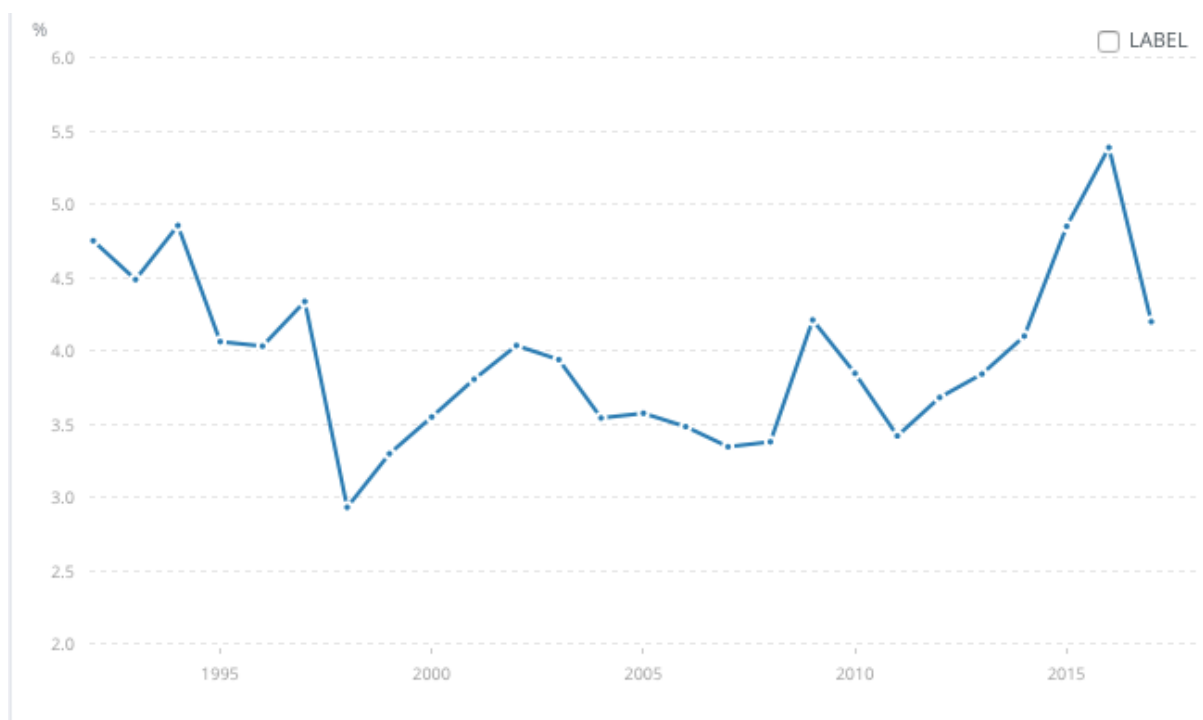
---

<sup>183</sup> RUSSEL, Martin, *Russia's armed forces. Reforms and challenges*, European Parliamentary Research Service, 2015, p. 3, [en ligne]. Disponible sur : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/554213/EPRS\\_IDA\(2015\)554213\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/554213/EPRS_IDA(2015)554213_EN.pdf) (consulté le 10 août 2018)

<sup>184</sup> *Ibidem*

<sup>185</sup> *Ibidem*

Graphique 4 : Dépenses militaires de la Fédération de Russie en pourcentage du PIB de 1992 à 2017



(SOURCE : WORLD BANK, 2018)

Le risque de conflit mondial étant perçu à la fin de la Guerre froide comme étant minime, les petits conflits à escalade rapide se sont substitués aux affrontements de grande envergure<sup>186</sup>. Ces conflits demandent donc une capacité de réponse rapide et efficace, ce pour quoi les forces armées de la Fédération de Russie n'étaient pas préparées, comme ce fut le cas pendant le premier conflit en Tchétchénie où des unités de l'armée régulière pourtant supérieure en nombre et en équipements subirent quelques revers face aux insurgés tchétchènes du fait de leur manque de préparation, du sous équipement et du manque d'entraînement<sup>187</sup>.

Le conflit géorgien de 2008 particulièrement a soulevé nombre de déficiences au sein du fonctionnement des différentes composantes des forces armées russes en campagne. Si la supériorité numérique écrasante de la Russie lui a assuré une victoire rapide, les analystes estiment que celle-ci aurait rencontré de bien plus amples difficultés contre un adversaire

<sup>186</sup> *Ibid.*, p. 4

<sup>187</sup> *Ibid.*, p. 1

plus important<sup>188</sup>. La composante terrestre a eu du mal à se coordonner lors de mouvements de troupes. Celles-ci manquaient également de capacités de vision nocturne, et il a même été rapporté que certains fantassins russes se sont livrés au pillage d'équipement de protection tels des casques et des gilets pare-balles sur les corps de soldats géorgiens tués au combat<sup>189</sup>. Les missiles de précision et un pool de pilotes adéquatement entraînés ont manqué aux forces aériennes, rendant difficiles les frappes contre les défenses antiaériennes géorgiennes et provoquant la perte de sept à huit appareils russes. Ce problème a été amplifié par la défaillance du système de support de navigation par satellite puisque le système GLONASS russe n'était pas encore opérationnel, tandis que le système GPS américain était quant à lui bloqué<sup>190</sup>. Le manque d'équipement assurant l'interopérabilité radio entre les composantes terrestres et aériennes a également joué sur le manque de coordination entre celles-ci, les commandants sur le terrain devant parfois recourir à l'utilisation de téléphones mobiles via les réseaux téléphoniques géorgiens<sup>191</sup>. Du reste, la marine russe bien que moins mobilisée sur ce conflit a pourtant également connu des problèmes de débarquement de troupes, bien que la résistance géorgienne sur ce front fut assez faible<sup>192</sup>. Enfin, la longueur de la chaîne de commandement rendait la prise de décision trop lente : les ordres arrivaient sur le front avec un délai important, rehaussé par les problèmes de communication et de coordination précités<sup>193</sup> et résultant en un manque de soutien pour les troupes au sol<sup>194</sup>.

C'est donc suite à ces observations pour le moins inquiétantes que le train des réformes de modernisation militaire via les GPV successifs 2020 et 2027 (pour sa part plus modeste selon les analystes du fait de la moins bonne situation économique, de

---

<sup>188</sup> *Ibid.*, p. 7

<sup>189</sup> COHEN, Ariel & HAMILTON, Robert E., *The Russian Military and the Georgia War: Lessons and Implications*, Strategic Studies Institute, 2011, p. 33, [en ligne]. Disponible sur <http://ssi.armywarcollege.edu/pdffiles/pub1069.pdf> (Consulté le 10 août 2018)

<sup>190</sup> RUSSEL, M., *op. cit.*, p. 7

<sup>191</sup> *Ibidem*

<sup>192</sup> *Ibidem*

<sup>193</sup> *Ibidem*

<sup>194</sup> DE HAAS, Marcel, *Russia's Military Reforms. Victory after Twenty Years of Failure ?*, Netherlands Institute of International Relations « Clingendael », 2011, p. 19, [en ligne]. Disponible sur : [https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/20111129\\_clingendaelpaper\\_mde\\_haas.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/20111129_clingendaelpaper_mde_haas.pdf) (Consulté le 10 août 2018)

L'implication dans le conflit syrien et du besoin de substituer certains composants ukrainiens importés et cruciaux pour divers systèmes d'armement<sup>195</sup>), s'est enclenché. L'entraînement, de l'apprentissage au maniement des armes pour les conscrits jusqu'à la multiplication des heures de vol pour les pilotes, en passant par l'entraînement au commandement de troupes et au développement des compétences de conduite de véhicules militaires, va en s'améliorant<sup>196</sup>. La fourniture d'équipements de combat modernes est en bonne voie, l'objectif des 30% d'équipement moderne toutes forces armées confondues ayant été dépassé jusqu'à 32% en 2015, avec un objectif de 70% à l'horizon 2020<sup>197</sup>.

La production de tanks dernier cri de la série Armata semble être prévue pour 2020, tandis que le fabricant Uralvagonzavod s'engage à continuer de fournir l'armée russe en chars T-72 et en pièces d'artillerie et a signé des contrats pour la modernisation des chars T-80BVM et la production de nouveaux modèles du char T-90M<sup>198</sup>.

Le domaine aérien n'est pas en reste et l'on estime que d'ici quelques années à compter de 2016 et du début de la production en masse des nouveaux Sukhoï T-50, la Russie possédera une flotte d'avions de combat similaire aux standards technologiques des USA dans le domaine des chasseurs furtifs de cinquième génération<sup>199</sup>.

Des problèmes tels que l'impossibilité de parvenir à une armée composée entièrement de professionnels restent cependant d'actualité. Le salaire proposé pour une carrière militaire se voyant lentement érodé par l'inflation, l'armée voit son pouvoir d'attraction envers un potentiel personnel qualifié s'amenuiser, tandis que l'obstacle du rétrécissement de la tranche de population potentiellement mobilisable du fait du déclin démographique de la Russie n'améliore en rien la situation critique de la politique de recrutement<sup>200</sup>.

Le secteur naval quant à lui souffre toujours de problèmes de production et les objectifs du GPV 2020 n'ont pas été rencontrés, tandis que l'effort se concentrerait désormais sur

---

<sup>195</sup> BARRIE, Douglas & BOYD, Henry, *Russia's State Armament Programme 2027: a more measured course on procurement*, International Institute for Strategic Studies, 2018, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.iiss.org/blogs/military-balance/2018/02/russia-2027> (Consulté le 10 août 2018)

<sup>196</sup> RUSSEL, M., *op. cit.*, p. 13

<sup>197</sup> *Ibidem*

<sup>198</sup> BARRIE, D. & BOYD, H., *op. cit.*

<sup>199</sup> RUSSEL, M., *op. cit.*, pp. 14-16

<sup>200</sup> *Ibid.*, p. 11

le développement des unités évoluant en milieu côtier plutôt qu'au niveau des équipements de haute mer, ce qui placerait visiblement les ambitions d'un nouveau modèle de porte-avions ainsi que d'une nouvelle classe de destroyer lourd en situation de non-financement<sup>201</sup>.

Le domaine nucléaire est l'un des seuls où la Russie, qui a hérité de l'arsenal soviétique, est parvenue à se maintenir au même niveau que celui des USA. L'arsenal russe en 2018 se compose comme suit : 6850 armes divisées en trois catégories, respectivement 1600 têtes nucléaires stratégiques déployées (le même nombre pour les USA), disponibles pour usage immédiat, 2750 têtes nucléaires non-déployées/non-stratégiques, stockées ou en maintenance et produites pour un usage contre des cibles militaires/non-civiles, et enfin 4350 têtes attendant d'être désassemblées<sup>202</sup>. La réduction des armes stratégiques, de 1780 en 2015 à 1600 têtes nucléaires déployées en 2018, atteint donc lentement mais sûrement les objectifs de réduction des stocks à moins de 1550 têtes agréés sous le New START en 2011, bien que le rythme de cette réduction soit en train de ralentir si on le compare aux 25 dernières années<sup>203</sup>. La Doctrine Militaire de la Fédération de Russie lui réserve en outre « le droit d'utiliser l'arme nucléaire dans l'éventualité d'une agression à l'encontre de la Fédération de Russie impliquant l'utilisation d'armes conventionnelles si l'existence même de l'Etat est menacée », bien que Vladimir Poutine ait tempéré le ton de ces dispositions à l'occasion de l'épisode de la crise de Crimée<sup>204</sup>. La menace reste cependant présente, notamment toujours dans le contexte de la crise ukrainienne où la Russie a prévenu les Etats-Unis de l'emballement de la situation et du caractère potentiellement « incontrôlable et dangereux » des événements qui pourraient survenir si ceux-ci décidaient d'approvisionner l'Ukraine en armes létales dans l'optique d'utiliser celles-ci à l'encontre de la Russie<sup>205</sup>, dans une forme de guerre par procuration donc. Il est de toute façon impossible d'avoir la certitude que Moscou pourrait mettre à exécution

---

<sup>201</sup> BARRIE, D. & BOYD, H., *op. cit*

<sup>202</sup> KRISTENSEN, Hans M. & NORRIS, Robert S., *Status of World Nuclear Forces*, Federation of American Scientists, 2018, [en ligne]. Disponible sur <https://fas.org/issues/nuclear-weapons/status-world-nuclear-forces/> (Consulté le 11 août 2018)

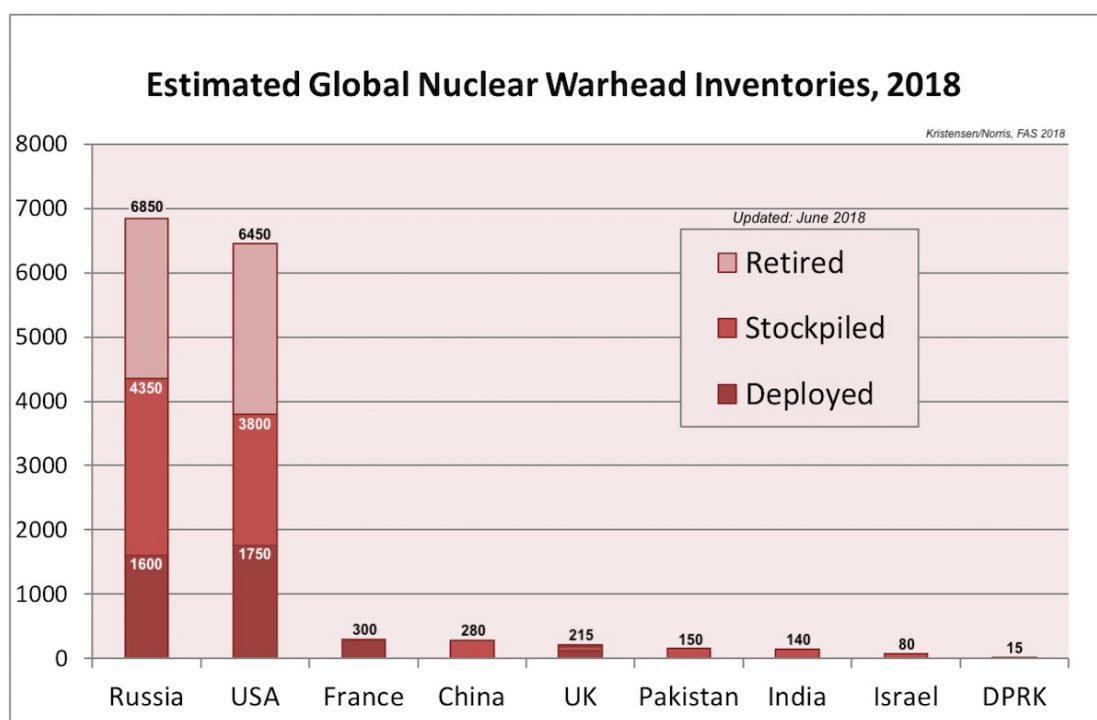
<sup>203</sup> *Ibidem*

<sup>204</sup> RUSSEL, M., *op. cit.*, p. 19

<sup>205</sup> INTERFAX, « Moscow will not stay indifferent to U.S. decision on lethal arms supplies to Kiev », *Russia Beyond*, 24 mars 2015, [en ligne]. Disponible sur : [https://www.rbth.com/news/2015/03/24/moscow\\_will\\_not\\_stay\\_indifferent\\_to\\_us\\_decision\\_on\\_lethal\\_arms\\_supplies\\_44715.html](https://www.rbth.com/news/2015/03/24/moscow_will_not_stay_indifferent_to_us_decision_on_lethal_arms_supplies_44715.html) (Consulté le 11 août 2018)

ses menaces en cette matière, bien que de telles déclarations participent à la guerre psychologique et hybride à laquelle Moscou se livre envers Kiev et ses partenaires potentiels de l'OTAN<sup>206</sup>. La question de la guerre hybride sera explorée au cours de la troisième partie du mémoire, consacrée à l'action coercitive de la Russie dans le cas de la crise ukrainienne.

Graphique 5 : Estimation des inventaires mondiaux de têtes nucléaires en 2018



(SOURCE : FEDERATION OF AMERICAN SCIENTISTS)

Sur la période allant de 2013 à 2017, la Fédération de Russie s'est classée second plus gros exportateur d'armes en termes de volumes de transfert<sup>207</sup>. Les programmes de restructuration et de modernisation du complexe militaro industrielle sont en partie responsables de la hausse du volume des exportations de matériel militaire, d'autant plus que les marchés de la défense en Asie et au Moyen-Orient ont crû dernièrement, précisément là où la Russie compte des clients de longue date comme la Chine, l'Inde,

<sup>206</sup> RUSSEL, M., *op. cit.*, p. 19

<sup>207</sup> SIPRI, « Arms transfers and military spending – International arms transfers », 2018, [en ligne]. Disponible sur : <https://sipri.org/research/armament-and-disarmament/arms-transfers-and-military-spending/international-arms-transfers> (Consulté le 11 août 2018)

l'Algérie et le Vietnam. Ces clients étatiques sont de fait directement hérités de l'époque de l'Union soviétique et sont fournis entre 62 et 88% par la Russie pour la période 2012-2016<sup>208</sup>. Sans exploser au niveau mondial, les exportations russes ont profité des tendances du marché en augmentant globalement leur montant, et la Russie est parvenue à garder sa place sur le marché de l'armement. Ce serait même la tendance inverse : sur la période 2012-2016, les volumes de livraisons russes n'ont augmenté que de moitié par rapport à l'augmentation globale<sup>209</sup>. Le fait que l'Etat russe soit le principal maître d'œuvre de son complexe militaro-industriel facilite les choses, tant au niveau du cadre légal qui reste stable depuis la fin de la présidence de Boris Eltsine, qu'au niveau du lobbying de l'Etat lui-même qui profite d'opportunités géopolitiques pour conclure des contrats d'armements avec ses partenaires à l'international.

Comme pour les domaines industriels dont nous avons pu mentionner la spécificité de l'organisation sous forme de « holding d'Etat » ou de sociétés dont l'actionnariat est majoritairement détenu par l'Etat, le complexe militaro-industriel russe n'échappe pas à cette tendance. C'est ici la société Rostec, et sa filiale à l'export Rosoboronexport, qui le chapeaute, notamment via des accords de coopération avec d'autres holdings dans les secteurs d'industries duales<sup>210</sup>, c'est à dire proposant des produits à double usage civil et militaire, tels qu'OAK pour l'aviation ou Gazprom et Lukoil pour l'énergie. Les principaux produits exportés sont d'abord pour quasi moitié des chiffres les avions de tout types, suivis des systèmes de défense antiaériens, des systèmes d'armes terrestres et enfin des systèmes navals. Nous parlons ici de systèmes d'équipement ayant acquis une renommée internationale et dont la simple évocation est familière, tels que les chasseurs MiG et Soukhoï, les systèmes anti-missiles S-300 et S-400 ainsi que les chars d'assaut T-90<sup>211</sup>.

La Russie n'échappe pas à la règle en matière d'exportation de systèmes d'armements et fait de cet atout un instrument du développement de son statut géopolitique. L'importance donnée au secteur de l'exportation d'armements est par ailleurs plus politique que

---

<sup>208</sup> BRET, Cyrille, "Les exportations d'armes : un levier d'influence géopolitique pour la Russie", *diploweb.com*, 7 décembre 2017, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.diploweb.com/Les-exportations-d-armes-un-levier-d-influence-geopolitique-pour-la-Russie.html#nb1> (Consulté le 11 août 2018)

<sup>209</sup> *Ibidem*

<sup>210</sup> *Ibidem*

<sup>211</sup> *Ibidem*

financière, le secteur ne comptant en 2015 que pour 4,2% des exportations là où le complexe militaro-industriel représente 20% des activités industrielles domestiques<sup>212</sup>. Il apparaît évident qu'en vendant ses solutions en matière de défense à des pays avec lesquels la Fédération de Russie est alliée, celle-ci s'assure une certaine interopérabilité technique entre partenaires stratégiques. C'est l'Asie qui présente le plus d'intérêt pour la Russie si l'on s'en réfère à l'importance de ses deux principaux clients, l'Inde et la Chine. Comme le fait remarquer Cyrille Bret, professeur de géopolitique à Sciences Po, « tout est question d'équilibre » : la Russie développe en *Joint Venture* avec l'Inde des missiles de défense, là où le seul rival réel de celle-ci est la Chine, elle-même premier client de la Russie, non seulement sur le marché de l'armement mais aussi depuis peu sur le marché énergétique. Le contexte de la coopération militaire au sein de l'OCS s'en trouve quelque peu dégradé du fait de l'imitation par la Chine de produits de conception russes tel que le chasseur Su-27SK, rebaptisé Shenyang J-11 pour son pendant chinois. Celui-ci fut construit selon le mode de la rétroingénierie suite à l'achat en 1996 d'une licence pour l'assemblage de 200 Su-27 dans une usine de Shenyang, dans le nord-est de la Chine. Huit ans plus tard, la Chine a annulé son contrat avec la Russie au prétexte des limitations technologiques que présentait le matériel russe, et produisait dès 2007 sa propre version du chasseur russe, par ailleurs capable de rivaliser avec le Su-27 sur le marché à l'export<sup>213</sup>. Cet épisode a occasionné une réduction des transferts de technologies russes à destination de la Chine<sup>214</sup>, preuve si il en est de la fragilité des relations russes avec ses partenaires stratégiques à l'Est dans certains domaines.

---

<sup>212</sup> *Ibidem*

<sup>213</sup> LES OBSERVATEURS – FRANCE 24, “Après les faux Levi's, les faux avions de chasse”, *France 24*, 19 mai 2008, [en ligne]. Disponible sur <http://observers.france24.com/fr/20080519-apres-faux-avions-chasse-russie-chine> (Consulté le 11 août 2018)

<sup>214</sup> *Ibidem*

## Chapitre 2 : le maintien de l'influence russe sur les NEI

### I. Des projets d'intégration aux volontés d'émancipation

La fin de l'Union soviétique ne signifiait pas la fin des liens institutionnels entre les anciennes républiques qui composaient l'URSS. La Fédération de Russie et les NEI sont restés dès la dissolution en contact institutionnel, d'abord via la CEI par la signature du Traité de Minsk le 8 décembre 1991, soit plus de deux semaines avant l'acte de dissolution effective de l'URSS. Par vagues successives, tous les pays issus de la dislocation à l'exception des pays baltes vont intégrer cette nouvelle structure intergouvernementale.

Bien que les relations avec les Etats-Unis et l'OTAN soient à leur apogée en 1992, la politique étrangère de la Russie est toujours marquée par la ligne eurasienn<sup>215</sup>. Déjà l'on peut voir poindre les premières lignes de forces de ce qui deviendra plus tard toute une série de « conflits gelés » au sein de l'espace post-soviétique. Les déclarations des plus hautes autorités, prêtes à « bombarder la Géorgie et la Moldavie » afin de « défendre le droit des Russes » sont sans équivoques et témoignent de la posture dominatrice de la Fédération de Russie au sein de la CEI. Andreï Kozyrev, Ministre des affaires étrangères de 1990 à 1996 déclarera même le 12 décembre 1993 : « *Les Etats de la CEI et les Etats baltes constituent la zone où sont concentrés les intérêts vitaux prioritaires de la Russie. Dans cette zone se concentrent aussi les principales menaces à ces intérêts... Nous ne devons pas quitter ces régions que la Russie a durant des siècles considérées comme des sphères d'intérêt.* <sup>216</sup>»

La signature dès mai 1992 du Traité de Tachkent est l'une des premières marques d'une césure entre les NEI. Ce traité est né de la volonté de dissuader les Etats de la CEI de créer leurs propres forces armées, voire pire, de rejoindre une organisation telle que l'OTAN. Les Etats signataires sont l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan aux côtés de la Russie. De l'autre côté, on retrouve l'Azerbaïdjan, la Géorgie et l'Ukraine, trois Etats de la CEI où seront successivement

---

<sup>215</sup> THOM, Françoise, *op. cit.*, p. 746

<sup>216</sup> *Ibidem*

placés au pouvoir des hommes politiques plus enclins à se tourner vers une relation de coopération avec la Russie : Heydar Aliev en 1993 pour l'Azerbaïdjan, et père de l'actuel président, Edouard Chevardnadze en 1992 en Géorgie, et Leonid Koutchma en 1994 en Ukraine<sup>217</sup>. L'année 1994 marque également le début des efforts de Moscou afin d'intégrer plus profondément la CEI. Un projet en trois axes d'union économique, de système de sécurité collective et d'espace informationnel commun. De ces trois axes, seule l'union économique aura un avenir via d'abord la signature d'un accord sur la création d'une union douanière entre la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan, embryon de ce qui deviendra plus tard l'Eurasec puis l'UEEA avec la participation additionnelle du Tadjikistan et du Kirghizistan. La Russie s'efforce ensuite de consolider ses liens avec les Etats de la CEI, en signant en 1997 un traité d'amitié avec l'Arménie et un accord de réintégration avec la Biélorussie qui débouchera sur l'organisation confédérale de l'Union de la Russie et de la Biélorussie. Il est tout de même à noter que l'organisation confédérale de l'espace post-soviétique n'était probablement qu'une façade. Ainsi, la Loi du 17 décembre 2001 sur l'admission de nouveaux sujets au sein de la Fédération ne laisse que peu d'équivoques au niveau de son contenu normatif sur l'organisation souhaitée du territoire, à savoir un Etat unitaire sous forme fédérale, bien que ceci semble fort peu réalisable sur le court terme<sup>218</sup>.

En 1999, Vladimir Poutine est premier ministre et déclare ceci : « *Le développement du partenariat avec l'Union européenne devrait contribuer à consolider le rôle dirigeant de la Russie dans la création d'un nouveau système de relations politiques et économiques entre les Etats de la CEI.* »<sup>219</sup> La vision du pouvoir russe concernant la CEI ne fait plus d'équivoque, la Russie se place désormais en leader autoproclamé de la Communauté. Les réticences à voir la Russie reprendre en mains de manière concrète l'intégration de l'espace post-soviétique commencent à se faire sentir au niveau européen. En 2003, l'Eurasec est né, et Bruxelles dépêche à Kiev son Commissaire européen à l'élargissement de l'époque, l'allemand Günter Verheugen, afin « d'avertir l'Ukraine des

---

<sup>217</sup> *Ibidem*

<sup>218</sup> KURDIUKOV, Gennadi & MALFLIET, Katlijn, *Integration by Absorption: New Subjects for the Russian Federation* in MALFLIET, Katlijn (ed.), *The CIS, the EU and Russia: the Challenges of Integration*, Londres, Palgrave Macmillan, pp. 214-215

<sup>219</sup> *Ibid.*, p. 758

conséquences négatives pour ses échanges avec l'UE que provoquerait la création de ce marché eurasiens »<sup>220</sup>.

A la suite du rejet du Traité Constitutionnel au sein de l'UE, la Russie profite des dissensions intra-européennes au sujet de sa construction et développe ses relations bilatérales avec ses principaux clients en matière énergétique, dont principalement l'Allemagne dans l'optique du premier projet Nord Stream notamment, dont l'accord de construction est signé fin 2005<sup>221</sup>. L'une des autres motivations derrière la signature de cet accord, et la Russie sentant probablement le vent tourner, était de contourner les territoires baltes, polonais et ukrainiens afin de traiter directement de fournisseur à client sans intermédiaire étatique. Le ton commence alors à monter au sein de la CEI : lors du sommet de Kazan en 2005, les pays voisins de la Russie sont classés selon deux catégories, « les soumis et les rebelles »<sup>222</sup>. De fait, l'ambiance électrique qui a ponctué le sommet a mis en lumière et entériné les fractures qui divisent une CEI où la Russie a de plus en plus de mal à s'imposer sans user de l'arme énergétique. A partir de là, la politique de la Russie sera donc la suivante : ce sera la fin des prix avantageux au niveau de l'approvisionnement d'énergie pour les pays de la CEI qui ne rentreront pas dans le rang concernant l'espace économique commun<sup>223</sup>. L'Ukraine est là clairement visée, mais pas que. La Géorgie et la Moldavie se voient doubler leur facture énergétique, tandis que les pays d'Asie centrale, rangés dans la catégorie des « soumis » ils sont premièrement sommés de transférer à la Russie via Gazprom leurs infrastructures gazières, et voient deuxièmement leur réseau devenir progressivement totalement dépendant de Gazprom, la Russie contrant systématiquement tout projet de chemin d'approvisionnement alternatif vers leurs clients propres<sup>224</sup>. C'est de cette prise de position centrale dans le jeu énergétique eurasiens que se sont déclenchées les crises énergétiques successives qui ont secoué la fin des années 2000 en Ukraine, en Biélorussie et en Géorgie. La Russie avait néanmoins abattu ses cartes au niveau de l'utilisation de l'arme énergétique, et la prise de conscience européenne ne s'est pas faite attendre face à la menace perçue du danger

---

<sup>220</sup> *Ibidem*

<sup>221</sup> THOM, Françoise, *op. cit.*, p. 759

<sup>222</sup> *Ibidem*

<sup>223</sup> JÉGO, Marie, "Le sommet de la CEI révèle les fractures de l'espace post-soviétique", *Le Monde*, 27 juillet 2005, [en ligne]. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/europe/article/2005/08/27/le-sommet-de-la-cei-revele-les-fractures-de-l-espace-post-sovietique\\_682996\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2005/08/27/le-sommet-de-la-cei-revele-les-fractures-de-l-espace-post-sovietique_682996_3214.html) (consulté le 11 août 2018)

<sup>224</sup> THOM, Françoise, *op. cit.*, p. 759

venant du Kremlin, vu désormais comme capable de couper le robinet à tout moment<sup>225</sup>. Les derniers faits marquants concernant la CEI sont bien sûr le retrait de l'Ukraine et la cessation de toute activité liée à la Communauté, mis à part une position d'observateur que Kiev souhaite garder au sein de celle-ci<sup>226</sup>. Sergueï Lebedev. Secrétaire exécutif de la CEI et ancien directeur du SVR a pour sa part émis le souhait de voir un jour l'Ukraine réintégrer la CEI, tout en prévenant du fait que le retrait de Kiev des accords qui la liait avec la Communauté ne ferait que rendre plus difficile tout contact avec les pays qui la composent<sup>227</sup>. La CEI continue d'exister à ce jour, les résultats économiques des échanges intra-communautaires parlant pour eux-mêmes<sup>228</sup>, mais c'est pourtant l'UEEA qui occupe le devant de la scène au niveau des organisations régionales de coopération en Eurasie.

Nous l'avons vu dans le sillage de la CEI, l'UEEA, originellement émanation de la CEI pour la coopération économique dont l'idée est lancée pour la première fois par le président kazakh Noursoultan Nazarbaïev en 1994, est passée par plusieurs stades avant d'être l'Union économique qu'elle est aujourd'hui. L'Eurasec a été dissoute le premier janvier 2015 après quinze ans d'existence et a été immédiatement remplacée par l'UEEA, composée de la Russie, de la Biélorussie, du Kazakhstan, de l'Arménie et du Kirghizistan, avec le Tadjikistan comme Etat candidat et la Moldavie comme Etat observateur. Circonscrite à une simple union douanière, l'Eurasec a donc laissé la place à une structure qui doit à terme proposer les quatre grandes libertés, à savoir la libre-circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux<sup>229</sup>. Sa première année d'activité passée, il est désormais possible d'en tirer un bilan fonctionnel. La conjoncture économique à l'entrée en vigueur de l'UEEA n'est pas des meilleures, les effets de la zone de turbulence économique par laquelle bon nombres de marchés régionaux sont passés en 2014 se faisant sentir seulement un à deux ans plus tard. La chute des prix du

---

<sup>225</sup> *Ibid.*, pp. 759-760

<sup>226</sup> BELARUS NEWS, « Lebedev : Ukraine stays in CIS as observer », *Belta*, 17 juillet 2018, [en ligne]. Disponible sur : <http://eng.belta.by/politics/view/lebedev-ukraine-stays-in-cis-as-observer-113409-2018/> (Consulté le 11 août 2018)

<sup>227</sup> *Ibidem*

<sup>228</sup> ALIYEVA, Kamila, "Russia's foreign trade with CIS countries up", *Azernews*, 20 février 2018, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.azernews.az/region/127482.html> (Consulté le 11 août 2018)

<sup>229</sup> DENISSOV, Igor, *Union économique eurasiatique : intégration sur fond de crise* in DUBIEN, Arnaud, *Russie 2016 : Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, L'Inventaire, 2016, p. 173

pétrole, le ralentissement de la croissance chinoise, la stagnation de l'euro sont autant de phénomènes qui ont participé et participent encore à ce mauvais climat des affaires pour le lancement d'une nouvelle union économique régionale<sup>230</sup>.

Outre la baisse des prix sur les marchés énergétiques et des matières premières, qui frappent particulièrement la Russie et le Kazakhstan, tous les pans de l'économie sont touchés à des degrés divers, ce qui entraîne une baisse générale du pouvoir d'achat et des investissements<sup>231</sup>. La Biélorussie, dont le cas est particulier vis-à-vis de la Russie, nous en parlerons plus en détails ultérieurement, a quant à elle décidé de diversifier son secteur exportateur du fait de l'ouverture économique du pays et de sa sensibilité aux fluctuations des marchés extérieurs, en particulier vis-à-vis des sanctions et contre-sanctions qui opposent les marchés russes aux marchés occidentaux<sup>232</sup>, ce qui n'a pas manqué d'irriter Moscou. Alors qu'il existe pourtant sur papier, le manque de solidarité des membres de l'UEEA envers l'un de leurs membres, fut-il la Russie, est une réalité.<sup>233</sup>

Les problèmes intérieurs freinant les processus d'intégration au sein de l'Union ont été une des priorités de sa première année d'existence et un agenda ayant pour but un retour à la stabilité macroéconomique via plusieurs pistes de développement économique a été arrêté par le Conseil suprême, organe composé des chefs d'Etat des Etats-membres de l'Union<sup>234</sup>. Le baptême du feu pour l'UEEA est considéré comme un succès, alors même que le président de la Commission eurasiatique Viktor Khristenko annonçait une baisse du volume des échanges intra-Union de 25%, et de 34% extra-Union<sup>235</sup>.

La création d'un pôle d'attraction et d'innovation était et reste l'un des objectifs de l'UEEA, nonobstant le fait qu'il n'existe à l'heure actuelle pas de programmes d'investissement communs, ni de politique de coordination pour la recherche scientifique<sup>236</sup>; la création d'un tel pôle relève dans ces conditions d'un vœu pieux. Ensuite, le développement de l'activité économique autour de l'extraction et du transit de

---

<sup>230</sup> *Ibid.*, p. 174

<sup>231</sup> *Ibidem*

<sup>232</sup> *Ibidem*

<sup>233</sup> *Ibid.*, p. 175

<sup>234</sup> EURASIAN ECONOMIC UNION, *The Supreme Eurasian Economic Council*, [site officiel]. Disponible sur : <http://www.eaeunion.org/?lang=en#about-administration> (Consulté le 11 août 2018)

<sup>235</sup> DENISSOV, Igor, *op. cit.*, p. 177

<sup>236</sup> *Ibidem*

matières premières est la seconde piste évoquée dans l'agenda. Celle-ci, bien que pouvant garantir un niveau suffisant de croissance économique, est néanmoins tributaire des commandes de clients extérieurs à l'Union<sup>237</sup> dans un contexte où la Russie utilise ce secteur ainsi que le secteur énergétique comme levier géopolitique pour soutenir sa propre politique étrangère. Une autre piste, évoquée comme étant « la plus réaliste à moyen terme »<sup>238</sup> bien que peu ambitieuse sur le plan de l'intégration mais relevant de la manière douce, est celle du *statu quo* où les Etats-membres de l'Union laisseraient évoluer leurs relations d'interdépendance économique de manière autonome en levant progressivement les obstacles aux quatre libertés de mouvement. Une fusion des deux dernières pistes de l'agenda n'est pas à exclure et permettrait à la seconde de rehausser l'ambition d'intégration de la troisième<sup>239</sup>.

La crise politique entre la Fédération de Russie et l'essentiel du monde occidental a produit des effets sur cette stratégie de diversification géographique des clients pour le marché des matières premières. La réorientation du focus commercial de l'UEEA s'est donc fait à l'Est, en commençant par le Vietnam avec la signature en 2015 d'un accord pour la création d'une zone de libre-échange UEEA-Vietnam. Bien qu'économiquement peu enrichissant, cet accord permet toutefois d'augmenter substantiellement le volume des échanges entre l'UEEA et le Vietnam, passant de 4 à près de 10 milliards de dollars une fois l'accord entré en vigueur et les nouveaux échanges commerciaux engagés<sup>240</sup>. L'UEEA permet aux pays d'Eurasie une coopération entre Etats de même niveau de développement qui permettra à la Russie d'élargir son marché d'exportation, de procéder à une réduction des coûts et d'accéder à de nouvelles ressources en capital humain<sup>241</sup> nécessaires pour un pays en plein déclin démographique. Le revirement d'intérêt pour le marché asiatique depuis la dégradation des relations russo-occidentales permettra pour sa part de renforcer les liens économiques entre la Russie et les pays asiatiques, la Chine en tête. Si les débouchés en matière de marché énergétiques pourront effectivement être

---

<sup>237</sup> *Ibidem*

<sup>238</sup> *Ibid.*, pp. 177-178

<sup>239</sup> *Ibid.*, p. 178

<sup>240</sup> *Ibidem*

<sup>241</sup> TIMOFEEV, Ivan & ALEKSEENKOVA, Elena, *L'Eurasie dans la politique étrangère russe : intérêts, opportunités, contraintes*. Décembre 2015. Institut français des relations internationales (IFRI), p. 7. [en ligne]. Disponible sur : [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri\\_rnv\\_89\\_timofeev\\_alexeenkova\\_fr\\_december\\_2015\\_protege.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri_rnv_89_timofeev_alexeenkova_fr_december_2015_protege.pdf) (Consulté le 12 août 2018)

diversifiés par la demande croissante venant de ces pays, il n'est pas acquis que ce revirement d'intérêt économique vers la Chine, opéré à l'origine sur fond d'enjeux géopolitiques, réduise significativement l'effet des sanctions occidentales<sup>242</sup>.

Certains voient en l'intégration eurasiatique un vecteur de rapprochement sous une nouvelle plateforme de dialogue entre l'UE et l'UEEA, en contournant les contradictions politiques nées des politiques étrangères internes aux deux organisations, contradictoires avec les processus d'intégration proposés par les deux entités<sup>243</sup>. Le souhait d'un renouveau du projet de coopération pouvant créer un « espace économique unique de la « Grande Europe/Eurasie » de Lisbonne à Vladivostok » était par ailleurs toujours d'actualité courant 2015<sup>244</sup>.

La Russie domine de par sa dimension économique le projet d'intégration eurasiatique. Cependant, l'une des limites de cette domination quant à l'approfondissement des relations entre pays de l'ex-URSS dans le contexte de l'UEEA est le manque de dynamisme de l'économie russe : secteur public en croissance du fait de la participation de l'Etat dans nombre de secteurs clés, nous l'avons vu précédemment, déclin démographique, vieillissement, taux de mortalité élevé, etc<sup>245</sup>. Mais selon les standards d'Asie centrale, la Russie possède toujours une certaine attractivité<sup>246</sup>, notamment du fait de sa simple position géographique la rendant incontournable pour ces Etats et des débouchés historiques qui lient la Russie aux ex-républiques soviétiques d'Asie centrale<sup>247</sup>. Un autre inconvénient, y compris pour la Russie de l'intégration eurasiatique est le fait que par sa simple domination économique de la région eurasiatique, la conjoncture négative qui affecte l'économie russe affecte par effet de dominos ses partenaires eurasiatiques. Or si la situation économique de la Russie se dégrade, potentiellement du fait de ses mauvaises relations avec le monde occidentale, les Etats et populations qui composent ses principaux partenaires au sein de l'UEEA pourraient voir d'un œil plus sceptique le bien fondé d'une union économique avec la Russie<sup>248</sup>. Un défaut de soutien de larges pans de la société, même dans des régimes autoritaires comme

---

<sup>242</sup> *Ibid.*, pp. 7-8

<sup>243</sup> *Ibid.*, p. 16

<sup>244</sup> *Ibidem*

<sup>245</sup> *Ibid.*, p. 18

<sup>246</sup> *Ibidem*

<sup>247</sup> *Ibidem*

<sup>248</sup> *Ibidem*

ceux d'Asie centrale peut rapidement enrayer le processus d'intégration interétatique, surtout dans une période où la conjoncture économique négative due à la récession ne se prête pas au développement d'un tel projet<sup>249</sup>. Le bilan à tirer du point de vue des investisseurs est néanmoins bon selon Evgeny Vinokourov, Directeur du *Centre for Integration Studies* de la Banque eurasiatique de développement, et même si la genèse du projet d'UEEA n'a pas toujours été un long fleuve tranquille, l'Union est néanmoins selon lui fonctionnelle. Il démystifie aussi l'argument selon lequel la Russie possède un poids dominant dans l'Union en donnant l'exemple de l'Afrique du Sud, dont le poids relatif au sein de l'Union Douanière Sud-Africaine est encore plus important et, plus évident encore, de la place des USA au sein de l'ALENA<sup>250</sup>.

Les facteurs économiques poussent donc la Russie à développer ses liens économiques avec l'est de la région eurasiatique, or sa position de leader est *de facto* contestée par le poids et la santé économique de la Chine, partenaire indispensable à la réussite d'un projet économique eurasiatique<sup>251</sup>, ne serait-ce qu'au niveau du financement de nouvelles infrastructures continentales. Le rôle de la Russie pourrait alors se muer en celui de « garant de la sécurité eurasiatique » du fait de ses capacités militaro-politiques, ce qui la rendrait plus indispensable dans le cadre de ses partenariats<sup>252</sup> dans la région au sein de laquelle elle souhaite se placer en position d'hégémon.

Le volet politico-économique de l'intégration asiatique s'accompagne donc à cet effet d'un pendant militaro-sécuritaire sur lequel il convient de se pencher pour comprendre l'implication de Moscou dans la région eurasiatique au niveau militaire. L'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et la Serbie comme Etat observateur<sup>253</sup> sont liés à la Russie au sein de l'OTSC afin de rapprocher les appareils militaires des Etats-membres et de lutter contre les menaces de type terroristes ou

---

<sup>249</sup> *Ibid.*, p. 21

<sup>250</sup> VINOKUROV, Evgeny, "Eurasian Economic Union: Current state and preliminary results", *Russian Journal of Economics*, vol. 3 (2017), p. 69

<sup>251</sup> *Ibid.*, p. 22

<sup>252</sup> *Ibidem*

<sup>253</sup> SPUTNIK – LU DANS LA PRESSE, "La Serbie, avant-poste de la sécurité collective", *Sputnik*, 12 avril 2013, [en ligne]. Disponible sur : <https://fr.sputniknews.com/presse/20130412198059512/> (Consulté le 12 août 2018)

criminelles<sup>254</sup>. Au sein de cette organisation de coopération, la Russie se donne également le rôle de *primus inter pares*, notamment en aidant les pays d'Asie centrale comme le Kirghizistan<sup>255</sup> et le Tadjikistan<sup>256</sup> à moderniser leur appareil militaire et développer leurs capacités de défense, particulièrement face à la menace extrémiste et des trafiquants de drogue s'infiltrant sur le territoire de l'OTSC depuis l'Afghanistan<sup>257</sup>. La réussite de la coopération en matière militaire pourrait amoindrir les réticences des pays voisins de la Fédération de Russie à l'égard de ses projets d'intégration régionale en la présentant comme porteuse d'un modèle plus attractif. La vision des NEI d'une politique d'intégration russe perçue comme « la manifestation cachée d'un néo-impérialisme cherchant uniquement à asseoir ses propres intérêts »<sup>258</sup> pourrait de ce fait être éclipsée par l'assurance de la sécurité proposée et fournie par Moscou en Eurasie, bien que les récents événements en Ukraine puissent tout autant renouveler l'assentiment des pays de l'espace post-soviétique par rapport aux visées régionales de la Russie. La souveraineté encore fraîchement acquise des deux partenaires majeurs de la Russie au sein de ses projets eurasiatiques, à savoir la Biélorussie et le Kazakhstan, tempèrent également les processus d'intégration dans un espace où la Russie domine tous les débats, du point de vue politique, économique et sécuritaire<sup>259</sup>.

Rappelons également que des quinze Républiques socialistes soviétiques qui composent l'espace post-soviétique, seules six d'entre elles participent à des degrés différents d'intensité aux projets d'intégration eurasiatique, à savoir l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan ainsi que bien évidemment la Russie. Et même au niveau de cette série de partenaires, les dissensions se font sentir. La Biélorussie, dans le sillage de la crise ukrainienne, semble compter sur la coopération

---

<sup>254</sup> SLASKI, Bertrand & DREYFUS, Emmanuel, "Quelle Union eurasiatique ?", *diploweb.com*, 30 janvier 2014, [en ligne]. Disponible sur :

<https://www.diploweb.com/Quelle-Union-eurasiatique.html> (Consulté le 12 août 2018)

<sup>255</sup> SPUTNIK – LU DANS LA PRESSE, « Russie : une arme secrète de défense collective », *Sputnik*, 24 mai 2013, [en ligne]. Disponible sur :

<https://fr.sputniknews.com/presse/20130524198380525/> (Consulté le 12 août 2018)

<sup>256</sup> SPUTNIK – DEFENSE, « L'Afghanistan : une priorité pour l'OTSC (Nikolaï Bordiouja) », *Sputnik*, 19 juin 2013, [en ligne]. Disponible sur :

<https://fr.sputniknews.com/defense/201306191022620644-nikolai-bordiouja-le-probleme-afghan-est-l-un-des-principaux-pour-l-otsc/> (Consulté le 12 août 2013)

<sup>257</sup> *Ibidem*

<sup>258</sup> SLASKI, Bertrand & DREYFUS, Emmanuel, *op. cit.*

<sup>259</sup> *Ibidem*

avec l'Union européenne afin de diversifier les débouchés économiques du pays mais également pour Minsk de profiter du dialogue avec l'occident afin de s'offrir de nouveaux leviers de négociations avec le voisin russe au niveau politique dans un contexte où l'aide économique venant de Moscou commence à faire défaut<sup>260</sup>. La relation entre les pouvoirs russes et biélorusses passe depuis quelques années par une série de turbulences, et les différentes déclarations contradictoires qui se suivaient encore très récemment en sont la preuve. Dernier exemple en date, le 19 juin a eu lieu une réunion du Conseil Suprême de l'Etat de l'Etat de l'Union, la structure d'union entre Russie et Biélorussie. A cette occasion, Vladimir Poutine et Alexandre Loukachenko ont « réaffirmé leur détermination à améliorer et étendre le partenariat stratégique entre la Russie et la Biélorussie »<sup>261</sup>. Revirement de situation près de deux mois plus tard, et Minsk, par la voix du Président Loukachenko accuse l'exécutif russe d'agir « de manière barbare » à son égard ainsi que de « considérer la Biélorussie comme un vassal » alors que Moscou semble vouloir limiter son support financier et ses subsides pétroliers à l'égard de son voisin biélorusse<sup>262</sup>.

## II. Les signes d'hostilité et le bras de fer avec l'OTAN : le cas de la guerre de Géorgie de 2008

La dissolution du régime soviétique à la toute fin de 1991, si elle s'est en grande partie déroulée de manière pacifique, a exacerbé dès 1992 les tensions préexistantes dans plusieurs NEI. L'Azerbaïdjan a vu la région du Nagorno-Karabakh, peuplée majoritairement d'Arméniens, se retourner contre le Bakou. La Moldavie a la partie de

---

<sup>260</sup> VITKINE, Benoît, "L'UE lève ses sanctions contre la Biélorussie", *Le Monde*, 15 février 2016, [en ligne]. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/02/15/l-ue-leve-ses-sanctions-contre-la-bielorussie\\_4865782\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/02/15/l-ue-leve-ses-sanctions-contre-la-bielorussie_4865782_3214.html) (Consulté le 13 août 2018)

<sup>261</sup> TASS – RUSSIAN POLITICS & DIPLOMACY, "Putin, Lukashenko discuss bilateral relations", *TASS*, 29 juin 2018, [en ligne]. Disponible sur : <http://tass.com/politics/1011418> (Consulté le 13 août 2018)

<sup>262</sup> BNE INTELLINEWS, "Lukashenko slams Russia for "barbarian" behaviour towards Belarus as Moscow mulls suspension of subsidies", *bne IntelliNews*, 13 août 2018, [en ligne]. Disponible sur : <http://www.intellinews.com/lukashenko-slams-russia-for-barbarian-behaviour-towards-belarus-as-moscow-mulls-suspension-of-subsidies-146762/> (Consulté le 13 août 2018)

son territoire situé sur la rive gauche du fleuve Dniestr, et frontalière de l'Ukraine, s'élever contre Chisinau pour l'obtention de son indépendance. Enfin, la Géorgie a quant à elle dû lutter contre la volonté d'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud<sup>263</sup>. Les NEI, bien que *de facto* privés de toute autorité effective sur les territoires revendiqués par les sécessionnistes, refusent malgré leur défaite militaire de perdre le combat politique et d'acter la sécession officielle d'Etats par ailleurs non-reconnus par l'immense majorité de la communauté internationale<sup>264</sup>. Nous concentrerons notre analyse sur ce point à la guerre de Géorgie de 2008 qui a opposé les forces géorgiennes, soutenues par la communauté internationale, aux rebelles abkhazes et ossètes appuyés par la Russie. L'utilisation visible par la Russie de son appareil militaire lors du conflit et la proximité chronologique de ces événements par rapport à l'éclatement de la crise ukrainienne qui constitue notre cas d'étude en sont la raison.

La Fédération de Russie s'est invariablement placée dans le cadre de la résolution de ces conflits en « puissance médiatrice », déployant son appareil militaire sous la forme de « *Peacekeeping Forces* » dans les zones séparatistes et élargissant de cette manière sa présence militaire dans l'espace post-soviétique<sup>265</sup>. La résolution des conflits gelés de l'espace post-soviétique ne semble pas être un objectif de la politique étrangère de Moscou qui profite au contraire des situations de *statu quo* occasionnées afin de garder un pied dans la politique intérieure d'Etats ayant récemment acquis leur souveraineté<sup>266</sup> mais dont Moscou voit d'un mauvais œil les tentatives de rapprochement avec l'occident, considérant comme nous l'avons déjà évoqué l'espace post-soviétique comme son pré carré. La question de l'OTAN dans la crise géorgienne de 2008 est à cet égard centrale.

Le débat a été soutenu concernant deux points particuliers : l'influence de la stratégie américaine de *neo-containment* dans la genèse du second conflit géorgien de 2008, et celle d'un « retour de l'impérialisme russe »<sup>267</sup>. Les tensions croissantes entre l'OTAN et la Fédération de Russie sur la période allant du début des années 2000 à l'éclatement de

---

<sup>263</sup> FOLLEBOUCKT, Xavier, *Les conflits gelés de l'espace post-soviétique : Genèse et enjeux*, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain, 2012, p. 13

<sup>264</sup> *Ibid.*, pp. 13-14

<sup>265</sup> LEFEBVRE, Maxime, *Le conflit de Géorgie : un tournant dans les relations avec la Russie*, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, 2008, p. 1 [en ligne]. Disponible sur [http://www.iris-france.org/docs/pdf/forum/2008\\_10\\_28\\_georgie.pdf](http://www.iris-france.org/docs/pdf/forum/2008_10_28_georgie.pdf) (Consulté le 13 août 2018)

<sup>266</sup> FOLLEBOUCKT, Xavier, *op. cit.*, p. 226

<sup>267</sup> LEFEBVRE, Maxime, *op. cit.*, p. 2

la crise géorgienne en 2008 y sont pour beaucoup. Les griefs de part et d'autres sont légion : intervention de l'OTAN au Kosovo, seconde guerre de Tchétchénie, élargissement de l'UE puis de l'OTAN en Europe de l'Est sur le territoire du défunt Pacte de Varsovie, révolutions de couleur en Géorgie et en Ukraine qui se solderont par la déposition des gouvernements en place et l'élection de chefs d'Etats pro-occidentaux, crise gazière de 2006... Tous ces évènements vont progressivement éloigner Moscou de l'occident sur le point de vue idéologique<sup>268</sup> et vont miner les efforts de coopération entrepris depuis la fin des années 90.

Aux provocations perçues de part et d'autre et à la régulière indignation émanant des deux camps l'un envers l'autre se substituent les actes plus directs d'opposition, et ce à partir de la période 2006-2008. La Russie voit son adhésion à l'OMC lui échapper, les USA et la Géorgie étant désignés comme responsables<sup>269</sup>. La Russie fait alors pression sur le Kirghizistan pour bloquer l'accession de l'Ukraine à l'OMC, ce qui enclenchera une réaction de Kiev contreproductive du point de vue de Moscou, l'Ukraine entamant de ce fait les négociations pour un nouvel accord de partenariat UE-Ukraine et accédant à l'OMC quant à elle le 16 mai 2008<sup>270</sup>. La visite pourtant mouvementée de Georges W. Bush en 2005 resserre quant à elle selon les discours prononcés les liens entre Géorgie et USA. Le Président américain déclare que les Géorgiens et les Etats-Unis sont unis par une « amitié solide », et celui-ci congratule dans un discours la révolution des roses qui a conduit à l'éviction du pouvoir d'Edouard Chevardnadze<sup>271</sup>. L'opposition au Président d'alors, Mikheil Saakachvili, se mue en mouvement de protestation qui verra descendre dans les rues de Tbilissi plus de 50 000 personnes accusant le gouvernement de corruption et appelant à des élections anticipées, tandis que le pouvoir en place dénonçait l'attitude de l'opposition en l'accusant de chantage<sup>272</sup>. Enfin, outrée par les efforts

---

<sup>268</sup> *Ibid.*, pp. 3-5

<sup>269</sup> *Ibid.*, p. 5

<sup>270</sup> OMC, *L'Ukraine et l'OMC*, [site officiel]. Disponible sur : [https://www.wto.org/french/thewto\\_f/countries\\_f/ukraine\\_f.htm](https://www.wto.org/french/thewto_f/countries_f/ukraine_f.htm) (Consulté le 13 août 2018)

<sup>271</sup> PAYTON WALSH, Nick, « FBI says hand grenade thrown at Bush was live », *The Guardian*, 19 mai 2005, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/world/2005/may/19/georgia.usa> (Consulté le 13 août 2018)

<sup>272</sup> BBC NEWS, « Mass protest in Georgian capital », *BBC*, 3 novembre 2007, [en ligne]. Disponible sur : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7074585.stm> (Consulté le 13 août 2018)

américains pour pousser à la reconnaissance du Kosovo, au grand déplaisir de la Serbie, protégée de Moscou au sein des pays issus de l'éclatement de la Yougoslavie, la Russie se met sur la défensive et accroît sa présence dans les territoires séparatistes sous formes d'effectifs militaires dans ses forces de maintien de la paix et dans l'installation d'antennes des ministères fédéraux russes<sup>273</sup>.

La déclaration finale du sommet de l'OTAN de Bucarest en avril 2008 contient la pierre d'achoppement qui va faire s'emballer la machine diplomatique et donner vie dans le chef des autorités russes à leurs pires craintes, à savoir une extension de l'OTAN dans le territoire de l'ex-URSS. Le point 23 de la déclaration finale exprime en effet ceci : « *NATO welcomes Ukraine's and Georgia's Euro-Atlantic aspirations for membership in NATO. We agreed today that these countries will become members of NATO [...] MAP is the next step for Ukraine and Georgia on their direct way to membership. (...)* »<sup>274</sup>. Le 28 février 2008, Mikheil Saakachvili avait rencontré Vladimir Poutine qui exigeait déjà de la Géorgie l'abandon de la demande d'adhésion géorgienne à l'OTAN. Devant la menace imminente de voir la Géorgie commencer le processus d'adhésion, la Douma envisage pour la première fois la reconnaissance officielle des deux républiques sécessionnistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, ainsi que celle de la Transnistrie<sup>275</sup>.

La tension est donc à son comble quand, lorsque la Russie ne réagit pas aux exactions de milices ossètes à l'encontre de civils géorgiens, Tbilissi réagit violemment et bombarde dans la nuit du 7 au 8 août 2008 la capitale d'Ossétie du Sud, Tskhinvali. La Russie riposte, lance des raids aériens sur le territoire géorgien et arrête sa progression le 12 août suite à un accord entre le Président français Nicolas Sarkozy et Dmitri Medvedev, alors Président de la Fédération de Russie<sup>276</sup>.

Un rapport publié un an après la fin des hostilités par une mission d'enquête mandatée par l'UE et présidée par la diplomate suisse Heidi Tegliavini évoque la responsabilité directe

---

<sup>273</sup> LEFEBVRE, Maxime, *op. cit.*, p. 6

<sup>274</sup> NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION, *Bucharest Summit Declaration*, 3 avril 2008, [site officiel]. Disponible sur : [https://www.nato.int/cps/us/natohq/official\\_texts\\_8443.htm](https://www.nato.int/cps/us/natohq/official_texts_8443.htm) (Consulté le 13 août 2018)

<sup>275</sup> SUR, Serge (dir.), *Analyse, interprétation et conséquences des événements militaires en Géorgie (août 2008)*, mars 2010, Centre Thucydide – Université Panthéon-Assas, p. 19 [en ligne]. Disponible sur : [http://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2012/01/09\\_Georgie.pdf](http://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2012/01/09_Georgie.pdf) (Consulté le 13 août 2018)

<sup>276</sup> THOM, Françoise, *op. cit.*, p. 960

de l'Etat géorgien dans le déclenchement des hostilité et le droit des Ossètes à utiliser leur droit à l'autodéfense<sup>277</sup>. Moscou est pour sa part tenu responsable d'une violation du droit international et d'une réponse disproportionnée sous la forme d'un déploiement de postes frontières dans des villes géorgiennes et par l'apparition de navires russes en eaux territoriales géorgiennes. La reconnaissance par la Fédération de Russie de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud le 26 août 2008<sup>278</sup> est également critiquée par le rapport<sup>279</sup>. La Russie, par la voix de Sergueï Lavrov, Ministre des Affaires étrangères russe en poste depuis 2004, retient comme principale conclusion de ce rapport la « confirmation de l'agression du pouvoir géorgien contre l'Ossétie du Sud », mais son Ministre adjoint Grigori Karassine pointe selon lui les « ambiguïtés du document notamment en ce qui concerne la « riposte disproportionnée » de la Russie » et défend la légalité de ladite riposte au regard de la Charte des Nations Unies<sup>280</sup>. Le président de la Commission des affaires internationales de la Douma Konstantin Kossatchev avait pour sa part rappelé « l'anéantissement de villages et civils ossètes » tout en déplorant « la disparition de villages géorgiens en Ossétie du Sud »<sup>281</sup>, ce qui confirme du moins de manière indirecte le fait que les géorgiens furent chassés d'Ossétie du Sud lors de la guerre de 2008. La diplomatie géorgienne avait quant à elle a mis en exergue la confirmation de l'approvisionnement par Moscou d'armes et de soutien politico-économique à l'égard des mouvements séparatistes. Le Kommersant, quotidien économique russe, analysait pour sa part les conclusions du rapport comme aptes à orienter la politique européenne à l'égard de la Russie et des NEI, dont les perspectives s'annonçaient pour elle négatives tant pour la Russie que pour la Géorgie. Il concluait son analyse en disant que si Tbilissi n'obtiendra pas son adhésion à l'OTAN suite à la guerre de 2008, la Russie quant à elle n'obtiendrait pas pour sa part « la reconnaissance des indépendances abkhaze et sud-ossète » de la part des pays européens<sup>282</sup>.

---

<sup>277</sup> ENGOIAN, Alda, "Russie-Géorgie. Tbilissi coupable de la guerre de 2008 mais pas trop", *Courrier international*, 2 octobre 2009, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/2009/10/02/tbilissi-coupable-de-la-guerre-de-2008-mais-pas-trop> (Consulté le 13 août 2018)

<sup>278</sup> THOM, Françoise, *op. cit.*, p. 960

<sup>279</sup> ENGOIAN, Alda, *op. cit.*

<sup>280</sup> *Ibidem*

<sup>281</sup> *Ibidem*

<sup>282</sup> *Ibidem*

La défense par la Russie des régions séparatistes de Géorgie face à Tbilissi a donc permis à la Russie de reconnaître l'indépendance de celles-ci, chose qui lui aurait été impossible avant l'épisode de l'agression de la Géorgie envers l'Ossétie du Sud étant donné le rôle de médiateur garant de la paix que Moscou se donne dans les zones de tensions de l'espace post-soviétique<sup>283</sup>. La reconnaissance des deux territoires séparatistes donne également à Moscou la base légale pour stationner des troupes, non plus en tant que *Peacekeeping force* mais pour « protéger » les populations des deux entités territoriales contre un éventuel regain de tension avec la Géorgie, ce qui les met en position de dépendance sécuritaire vis-à-vis de la Russie<sup>284</sup>. Silvia Serrano, Professeur à l'Université Paris-Sorbonne et chercheuse en sociologie politique des espaces post-soviétiques, note en outre un élément important concernant la vision biaisée du conflit et du rôle joué par la Russie, en ce que Tbilissi est selon elle aveuglée par l'intervention russe, tant et si bien qu'elle en oublie le fond des revendications des populations locales et sa légitimité propre<sup>285</sup>.

C'est également un signal fort envoyé par Moscou quant à la capacité de l'OTAN à sauvegarder les intérêts des Etats candidats à l'adhésion, du moins dans les territoires que Moscou considère comme relevant de sa « sphère d'influence ». Aux USA, l'émergence de la « doctrine Medvedev » suite aux conclusions tirées du conflit géorgien a posé question quant à la stratégie à adopter au niveau de l'espace post-soviétique<sup>286</sup>. Adoptée en 2008, celle-ci tient en cinq points : reconnaissance par la Russie de la prééminence du droit international, rejet du monde unipolaire (même dominé par « une puissance aussi sérieuse et influente que le sont les USA », en faveur de la construction d'un monde multipolaire), développement de relations amicales tant que faire se peut avec le reste du monde dans son ensemble, protection de la vie et de la dignité des citoyens et de la communauté des affaires russes où qu'ils soient dans le monde, et enfin reconnaissance des intérêts privilégiés de la Russie dans certaines régions (tout comme d'autres Etats peuvent revendiquer ce droit). Selon les Etats-Unis, la redéfinition par Dmitri Medvedev

---

<sup>283</sup> LEFEBVRE, Maxime, *op. cit.*, p. 7

<sup>284</sup> *Ibid.*, pp. 6-7

<sup>285</sup> SERRANO, Silvia, *Géorgie. Sortie d'empire*, Editions du CNRS, Paris, 2008, p. 117 in SUR, S., *op. cit.*, p. 20

<sup>286</sup> FRIEDMAN, George, *The Medvedev Doctrine and American Strategy*, septembre 2008, Stratfor, [en ligne]. Disponible sur : <https://worldview.stratfor.com/article/medvedev-doctrine-and-american-strategy> (Consulté le 13 août 2018)

du système régional ainsi que du système global tel qu'il existe, est un signal à partir duquel il faut engager des pistes de réflexion concernant un redéploiement des forces armées américaines. George Friedman, géopolitologue américain propose deux stratégies à adopter vis-à-vis de l'Europe de l'Est pour les Etats-Unis<sup>287</sup> : soit une augmentation massive des effectifs de l'armée américaine en vue d'un déploiement coordonné en Ukraine, dans les pays baltes et en Asie centrale pour « enrayer les plans russes », soit désengager rapidement les forces américaines en Irak et en Afghanistan tout en y laissant des forces résiduelles. Cette deuxième solution selon lui pourrait permettre de créer une force de réserve afin de renforcer les pays baltes et l'Ukraine, ce qui pourrait restreindre la marge de manœuvre russe au sein des territoires de l'ex-URSS mais qui reviendrait également à délaissé le monde islamique et laisserait les USA devant un dilemme cornélien : laisser se développer soit une menace hégémonique en Eurasie, soit laisser un vide qui serait vecteur d'instabilité et de terreur dans le monde islamique<sup>288</sup>.

---

<sup>287</sup> *Ibidem*

<sup>288</sup> *Ibidem*

## Chapitre 3 : l'Ukraine et l'hégémon russe

### I. L'enjeu ukrainien du point de vue de Moscou

#### Avant propos

« L'indépendance de l'Ukraine modifie la nature même de l'Etat russe. De ce seul fait, cette nouvelle case importante sur l'échiquier eurasiatique devient un pivot géopolitique. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie<sup>289</sup> [...] aucune restauration impériale, qu'elle s'appuie sur la CEI ou sur un quelconque projet eurasiatique, n'est possible sans l'Ukraine. Un empire russe amputé de ce territoire serait plus asiatique qu'europpéen<sup>290</sup>. (...)» C'est selon ces mots que Zbigniew Brzezinski, politologue américain, conseiller à la sécurité nationale du président américain Jimmy Carter et défenseur de la politique de *containment* de l'URSS puis de la Fédération de Russie, décrivait l'enjeu stratégique de l'Ukraine au sein de « l'échiquier » eurasiatique.

En effet, l'enjeu ukrainien est central pour la Russie du point de vue du projet eurasiatique et ce pour plusieurs raisons qui trouvent leurs racines aussi bien dans les liens historiques qu'économiques qui unissent les deux pays, mais également en raison de la position stratégique occupée par l'Ukraine à plusieurs égards.

Historiquement, il est utile de mentionner que l'histoire du peuple russe commence traditionnellement avec l'Etat kiévien aux alentours de l'an 900<sup>291</sup>. Kiev est le berceau historique de la civilisation russe, qui s'est ensuite développée bon gré mal gré lors des invasions mongoles, puis sous la Russie des apanages et enfin unifiée en un tsarat en 1547. L'Ukraine possède donc un bagage historique indéniable pour une Russie qui se voit en hégémon régional.

---

<sup>289</sup> BRZEZINSKI, Zbigniew, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Bayard Editions, Paris, 1997, pp. 74-75

<sup>290</sup> *Ibid.*, p. 151

<sup>291</sup> RIASANOVSKY, Nicholas V., *op. cit.* pp. 38-39

## a. L'interdépendance économique du complexe militaro-industriel

Nous l'avons évoqué précédemment, l'éclatement de l'URSS a eu des conséquences quant aux fractures qui ont marqué le complexe militaro-industriel partagé jadis principalement entre la Russie et les RSS de Biélorussie et d'Ukraine. Le contexte de l'Union soviétique ne tenait pas compte des divisions administratives entre RSS, tant et si bien que la fragmentation de l'Union a fait hériter à l'Ukraine des pans entiers de l'industrie de guerre soviétique<sup>292</sup>.

La Russie a longuement tenté de résoudre ce problème mais les investissements requis afin de palier aux manquements des facteurs de production dont l'Ukraine a hérité étaient simplement trop importants à souscrire<sup>293</sup>, notamment du fait du désinvestissement dans le budget de l'armée qui a fragilisé le secteur pendant les années 2000. Les efforts politiques de Moscou pour garder l'Ukraine dans le giron de ses projets d'intégration économique se font donc plus clairs dans un contexte où de bonnes relations politiques entre Moscou et Kiev pouvaient encore faire naître des projets industriels dans le secteur de l'armement et de la logistique, comme par exemple les efforts russes au sujet du projet conjoint de l'An-70 d'Antonov, constructeur historique d'avions de transport militaire<sup>294</sup>. Le facteur des coûts de production, minimes en Ukraine du fait d'un niveau de vie et de fait d'une rémunération inférieure aux standards russes sont d'autres avantages qui poussent la Russie à garder certains secteurs de production en territoire ukrainien<sup>295</sup>. Le programme de réinvestissement militaire décidé à la fin des années 2000 par l'adoption de mesures de modernisation au travers des GVP successifs ont même fait exploser les commandes russes, comme par exemple au niveau des commandes de fréquences envers les chantiers navals ukrainiens ou dans le secteur spécialisé des turbines à gaz servant à équiper aussi bien des hélicoptères que des avions d'entraînement, des avions-

---

<sup>292</sup> MARCHAND, Pascal, *Le conflit ukrainien, des enjeux géopolitiques et géoéconomiques*, EchoGéo – Sur le Vif, octobre 2014, [en ligne]. Disponible sur :

<https://journals.openedition.org/echogeo/13976?lang=en#text>

<sup>293</sup> BARABANOV, Mikhaïl, *Le complexe militaro-industriel russe et la rupture des relations avec l'Ukraine* in DUBIEN, Arnaud, *Russie 2015. Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, Le cherche midi, 2015, p. 109, [en ligne]. Disponible sur :

[http://obsfr.ru/fileadmin/reports/2015/2015\\_Yearbook\\_FR.pdf](http://obsfr.ru/fileadmin/reports/2015/2015_Yearbook_FR.pdf) (Consulté le 13 août 2018)

<sup>294</sup> *Ibidem*

<sup>295</sup> *Ibid.*, p. 110

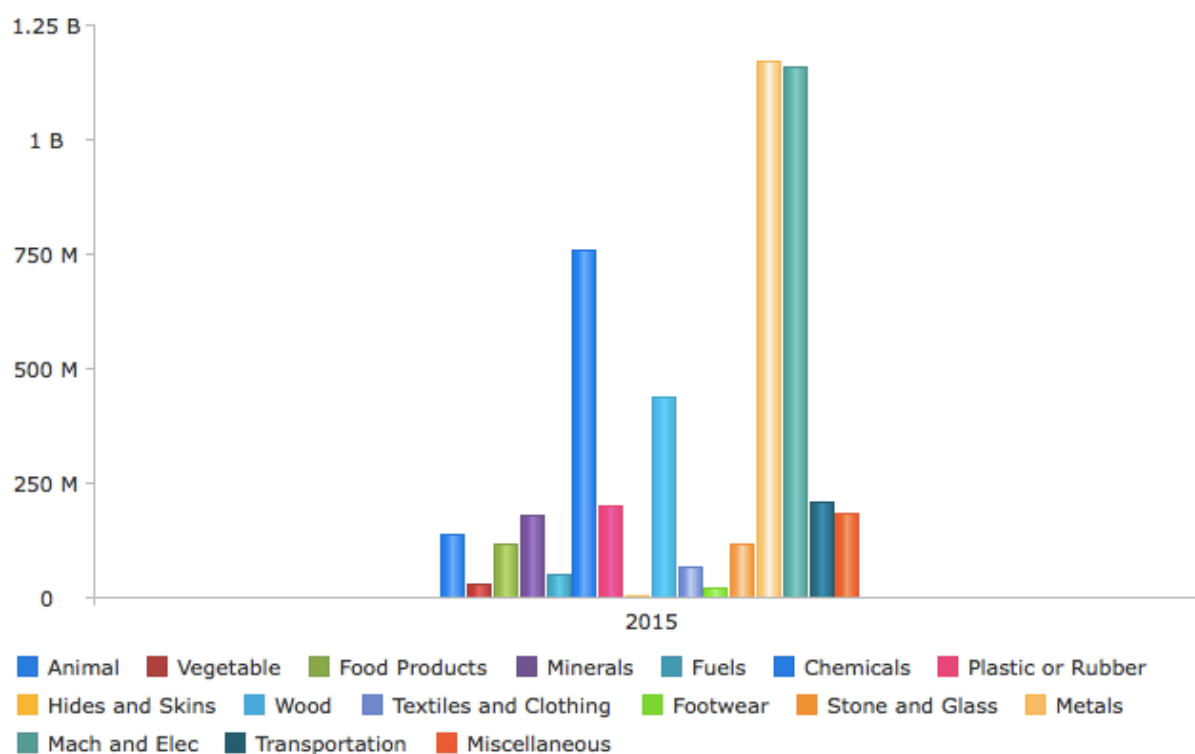
amphibies et autres avions de transport. En 2014, à l'aube de la crise ukrainienne, plus de 3000 composants de fabrication ukrainienne sont nécessaires à la production de plus de 200 systèmes d'armements et d'appareillage militaires. Cette dépendance de la Russie au complexe militaro-industriel ukrainien est résorbable, mais elle a un coût : 1,4 milliards de dollars<sup>296</sup>. Un plan d'urgence est alors mis à l'ordre du jour dès l'éclatement de la crise et prévoit le remplacement en l'espace de deux ans et demi de 95% des livraisons ukrainiennes et un arrêt complet des projets communs de développement dans le domaine militaire<sup>297</sup>. L'impact sur les entreprises ukrainiennes travaillant dans des domaines de niche du complexe militaro-industriel a été lourd de par le fait que la Russie ait cherché à retrouver une certaine indépendance au niveau de la conception et de la production de matériel militaire. Les chiffres de la Banque Mondiale concernant les exportations ukrainiennes vers la Russie en 2015 dépeignent d'ailleurs un secteur exportateur reposant principalement sur les machines-outils, les métaux et le secteur chimique, des secteurs éminemment importants pour l'industrie militaire.

---

<sup>296</sup> *Ibid.*, p. 111

<sup>297</sup> *Ibid.*, pp. 111-112

Graphique 6 : principaux secteurs d'exportation ukrainiens vers la Russie en 2015, exprimés en dollars



(SOURCE : WORLD BANK, *World Integrated Trade Solutions*, 2015, [en ligne]. Disponible sur : <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/UKR/Year/2015/TradeFlow/Export/Partner/RUS/Product/all-groups>)

Les moyens de substitution aux importations russes venant d'Ukraine existant désormais en partie, il n'est pas exclu de voir un retour aux canaux d'importation traditionnels une fois le conflit armé tassé<sup>298</sup>. Notons également que nous parlons bien ici d'interdépendance, l'Ukraine connaissant à cet égard les mêmes difficultés que la Russie<sup>299</sup>.

Le domaine du nucléaire est également impacté puisqu'une partie des composants de centrales nucléaires dernière génération sont fabriqués en Ukraine, dans des usines de

<sup>298</sup> *Ibid.*, p. 120

<sup>299</sup> JACQMIN, Daniel, *L'industrie de défense ukrainienne : un pied en URSS, l'autre dans l'OTAN*, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Bruxelles, 24 janvier 2018, p. 5, [en ligne]. Disponible sur : [https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES\\_ANALYSE/2018/NA\\_2018-01-24\\_FR\\_D-JACQMIN.pdf](https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2018/NA_2018-01-24_FR_D-JACQMIN.pdf) (Consulté le 13 août 2018)

Kiev et Kramatorsk, où Rosatom est actionnaire majoritaire<sup>300</sup>. Les liens économiques sont également présents dans les domaines de l'industrie aéronautique et de l'industrie spatiale, toutes deux en grande difficulté à l'éclatement de la crise ukrainienne<sup>301</sup>.

#### b. La situation géographique : façade portuaire et transit gazier

Plaque tournante naturelle des transits entre Europe et Asie, l'Ukraine se trouve et sur terre et au niveau maritime dans une situation centrale stratégique. La péninsule de Crimée, désormais *de facto* russe abrite quatre ports en eau profonde<sup>302</sup>, dont la base militaire de Sébastopol qui est quant à elle toujours restée russe. La stratégie russe de développement de son commerce maritime via la mer Noire suite à la dissolution de l'URSS a quant à elle fonctionné, supplantant le volume du trafic des ports ukrainiens, de 96 millions de tonnes contre 176 millions de tonnes pour les ports russes en 2012<sup>303</sup>.

L'économie ukrainienne est en outre extrêmement dépendante des exportations russes en matière énergétique, comme le prouvent encore en 2015 les estimations de la Banque Mondiale.

---

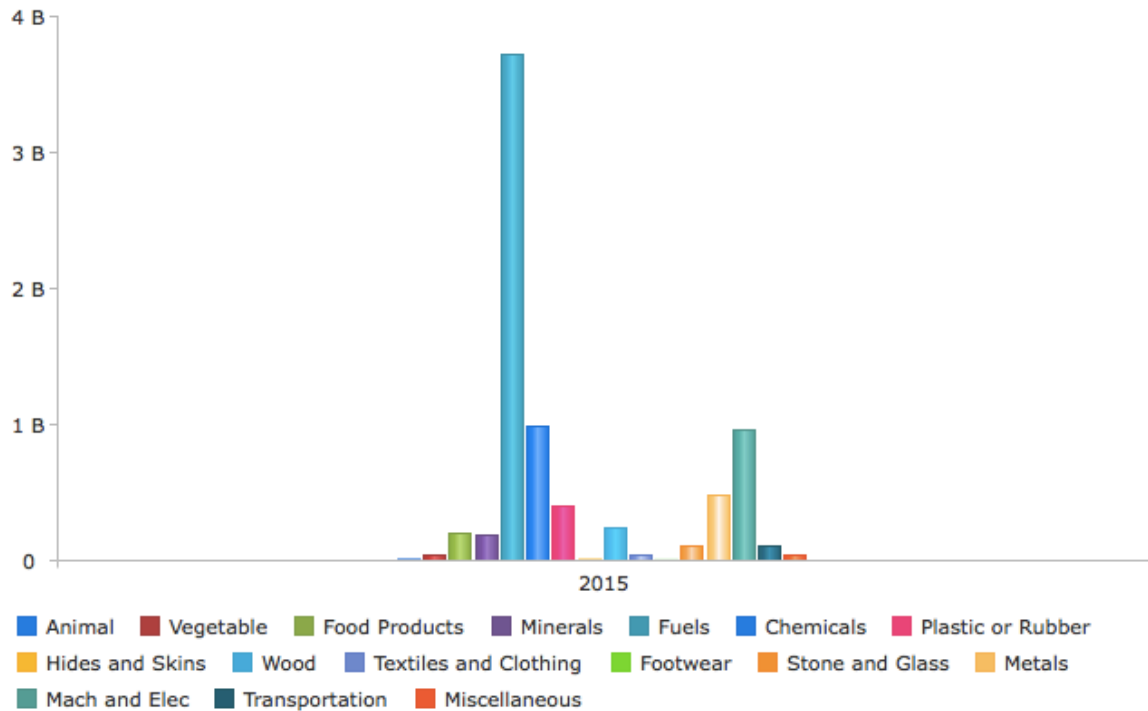
<sup>300</sup> MARCHAND, P., *op. cit.*, pt. 59

<sup>301</sup> *Ibid.*, pts. 46-58

<sup>302</sup> *Ibid.*, pt. 63

<sup>303</sup> *Ibid.*, pt. 62

Graphique 7 : principaux secteurs d'importation ukrainiens exprimés en dollars en 2015



(SOURCE : WORLD BANK, *World Integrated Trade Solutions*, 2015, [en ligne]. Disponible sur : <https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/UKR/Year/2015/TradeFlow/Import/Partner/RUS/Product/all-groups>)

La question du transit gazier, déjà évoquée précédemment, est éminemment épineuse et soulève nombre de débats aux plus hauts niveaux politiques. Selon Gazprom en 2013, ce sont 86 milliards de mètres cube de gaz destinés à l'Union européenne qui ont transité par l'Ukraine, contre 24 par le très contesté Nord Stream alors que sa capacité est de 55 milliards de mètres cube<sup>304</sup>. En 2018, les négociations entre Gazprom et Kiev continuent, mais sont de plus en plus difficiles. Si 2017 a vu 93,5 milliards de mètres cubes de gaz transiter par l'Ukraine vers l'Europe, Gazprom a évoqué le passage de 10 à 15 milliards de mètres cube à travers l'Ukraine dans le but de maintenir une petite partie du transit gazier vers l'Europe en Ukraine. Ce à quoi Kiev, par la voix de son Ministre de l'énergie Igor Nassalyk, a répondu par un refus catégorique à moins d'augmenter ce seuil de transit à 40 milliards de mètres cubes par an afin d'assurer le seuil de rentabilité. Les tractations

<sup>304</sup> *Ibid.*, pt. 64

entre les plus hautes autorités européennes, russes et ukrainiennes sont toujours en cours, tandis que l'Allemagne semble vouloir prendre la défense de Kiev et pérenniser l'utilisation des gazoducs ukrainiens<sup>305</sup>. Vladimir Poutine quant à lui s'est récemment dit prêt à poursuivre le transit gazier russe par le territoire ukrainien, mais à condition que celui-ci soit rentable après la construction de Nord Stream 2<sup>306</sup> dont nous avons évoqué précédemment les plus récentes évolutions du dossier.

### c. La région industrielle du Donbass et la péninsule de Crimée

Avant l'éclatement de la crise, le Donbass comptabilise à lui seul un quart des exportations ukrainiennes en 2015 et est la deuxième région d'Ukraine en termes de PIB derrière la région-capitale de Kiev<sup>307</sup>. Certes importante économiquement pour l'Ukraine, voire vitale, la région industrielle du Donbass ne l'est pas pour la Russie : la région produit en majorité des matières premières, ce que la Russie possède déjà en suffisance<sup>308</sup>. La clé est donc à chercher ailleurs.

Le Donbass, composé des oblasts de Louhansk et Donetsk, est une région traditionnellement plus tournée vers la Russie que le reste du pays. Premièrement, un recensement datant de 2001 au sein de la population ukrainienne révélait que plus de deux tiers des habitants de ces deux oblasts déclaraient avoir pour langue maternelle le russe, et non l'ukrainien<sup>309</sup>. Par ailleurs, la carte des résultats électoraux au second tour de l'élection présidentielle de 2010 opposant Ioulia Timochenko, candidate pro-occidentale et ex-Première ministre ukrainienne en 2005 puis de 2007 à 2010, à Viktor

---

<sup>305</sup> AFP, "Transit de gaz: l'Ukraine rejette la proposition de Gazprom", *zonebourse*, 11 avril 2018, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.zonebourse.com/WTI-2355639/actualite/Transit-de-gaz-l-Ukraine-rejette-la-proposition-de-Gazprom-26324161/> (Consulté le 13 août 2018)

<sup>306</sup> AFP, "Poutine assure vouloir poursuivre le transit de gaz via l'Ukraine", *La Libre*, 18 mai 2018, [en ligne]. Disponible sur : <http://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/poutine-assure-vouloir-poursuivre-le-transit-de-gaz-via-l-ukraine-5afedd2dcd70c60ea70ea032> (Consulté le 13 août 2018)

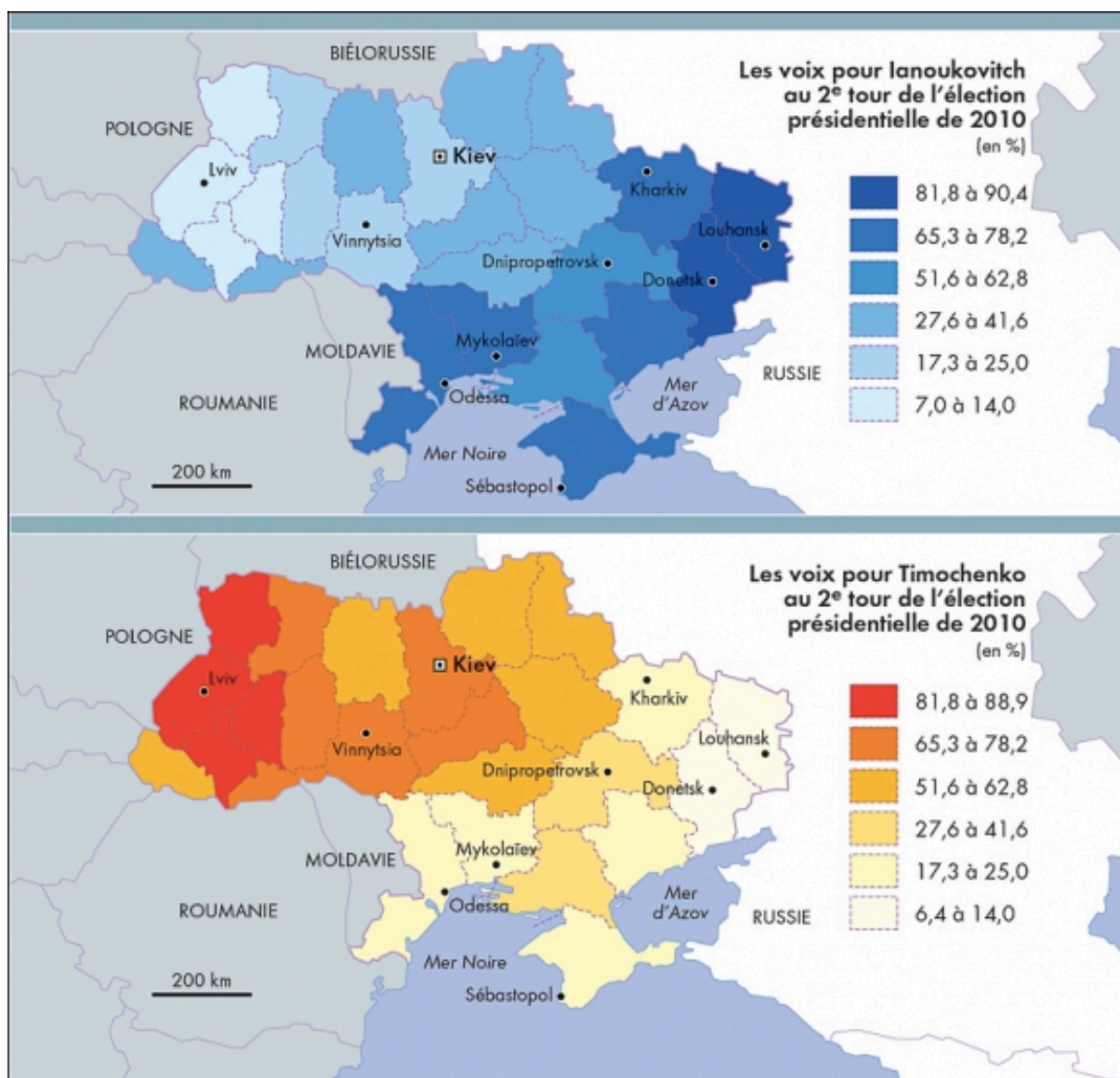
<sup>307</sup> MARCHAND, P., *op. cit.*, tabl. 2

<sup>308</sup> *Ibid.*, pt. 35

<sup>309</sup> STATE STATISTICS COMMITTEE OF UKRAINE, *All ukrainian population census '2001*, 2001, [en ligne]. Disponible sur : <http://2001.ukrcensus.gov.ua/eng/> (données pertinentes en russe) (Consulté le 13 août 2018)

Ianoukovytch, candidat pro-russe et ex-Premier ministre de 2002 à 2005, montre également une différence marquée dans les oblasts de Louhansk et Donetsk. Différence qui est également ressortie lors du scrutin de 2014 qui a vu accéder au pouvoir l'actuel président, Petro Porochenko, opposé à Ioulia Timochenko.

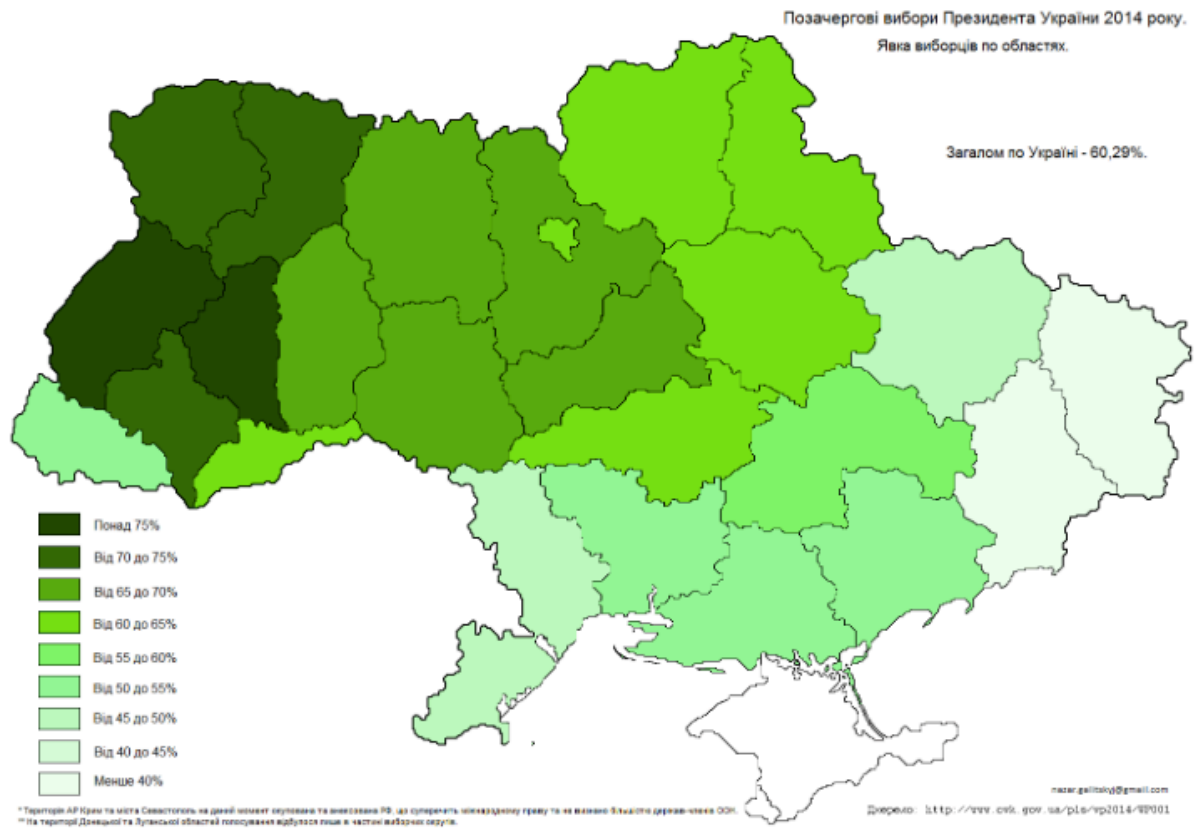
Carte 3 : résultat au second tour des élections présidentielles ukrainiennes de 2010



(SOURCE : Marchand, P., *op. cit.*, carte 1, [en ligne]. Disponible sur :

<https://journals.openedition.org/echogeo/docannexe/image/13976/img-1.jpg> (Consulté le 13 août 2018))

Carte 4 : taux de participation aux élections présidentielles ukrainiennes de 2014



(SOURCE : ELECTORAL GEOGRAPHY, *Ukraine. Presidential Election 2014*, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.electoralgeography.com/new/en/countries/u/ukraine/ukraine-presidential-election-2014.html> (Consulté le 13 août 2018))

Le sort de la Crimée était et est toujours aujourd’hui lié aux intérêts géostratégiques de la péninsule. Ses ports en eaux profondes, dont le port militaire de Sébastopol, sont la principale ouverture de Moscou vers les mers chaudes via la mer Noire et les détroits de la mer de Marmara, un avantage que Moscou a déjà précédemment tenté de dédoubler en débutant à partir de 2004 la construction du port militaire de Novorossiisk<sup>310</sup>, placé également sur la façade de la mer Noire. La Crimée possède également une forte population russophone, ce qui la place de fait dans le groupe des populations « à protéger » évoquée dans la doctrine Medvedev de 2008. La réalisation du pont de Crimée reliant la Russie et la péninsule par le Détroit de Kertch entérine les liens désormais

<sup>310</sup> RUSSIAN NAVY INTELLIGENCE, *La base navale russe de Novorossiisk*, 2012, [en ligne]. Disponible sur : <http://www.rusnavyintelligence.com/article-la-base-navale-russe-de-novorossiisk-98321756.html> (Consulté le 13 août 2018)

terrestres entre la Fédération et son nouveau sujet, au grand dam des occidentaux qui continuent à sanctionner Moscou et ses partenaires<sup>311</sup> alors même que celles-ci, bien que nécessaires, ont montré leurs limites<sup>312</sup> dans leurs capacités toute relative à faire infléchir une Russie visiblement décidée à camper sur ses positions et ne rien lâcher des gains territoriaux qui ont découlé de son implication active dans le dossier ukrainien.

## II. Les vecteurs d'influence russe

Il est un fait certain, l'escalade d'un conflit impliquant la Fédération de Russie à l'OTAN, que ce soit dans le cadre du conflit ukrainien ou de tout autre théâtre d'opérations, déboucherait sur une défaite russe. Bien que modernisée et dotées de capacités nucléaires égales à celles des USA, l'armée russe serait en tout état de cause incapable de mener une guerre conventionnelle contre l'occident du simple fait du surnombre auquel elle devrait faire face<sup>313</sup>. Infériorité numérique non seulement en termes d'hommes et de puissance de feu mais également en termes d'alliés potentiels, la Biélorussie et le Kazakhstan se distanciant un peu plus chaque année de Moscou à mesure que s'enlise la situation dans l'est de l'Ukraine, le Président Loukachenko ayant déjà en 2014 critiqué ouvertement la gestion de l'épisode criméen par Moscou<sup>314</sup>.

---

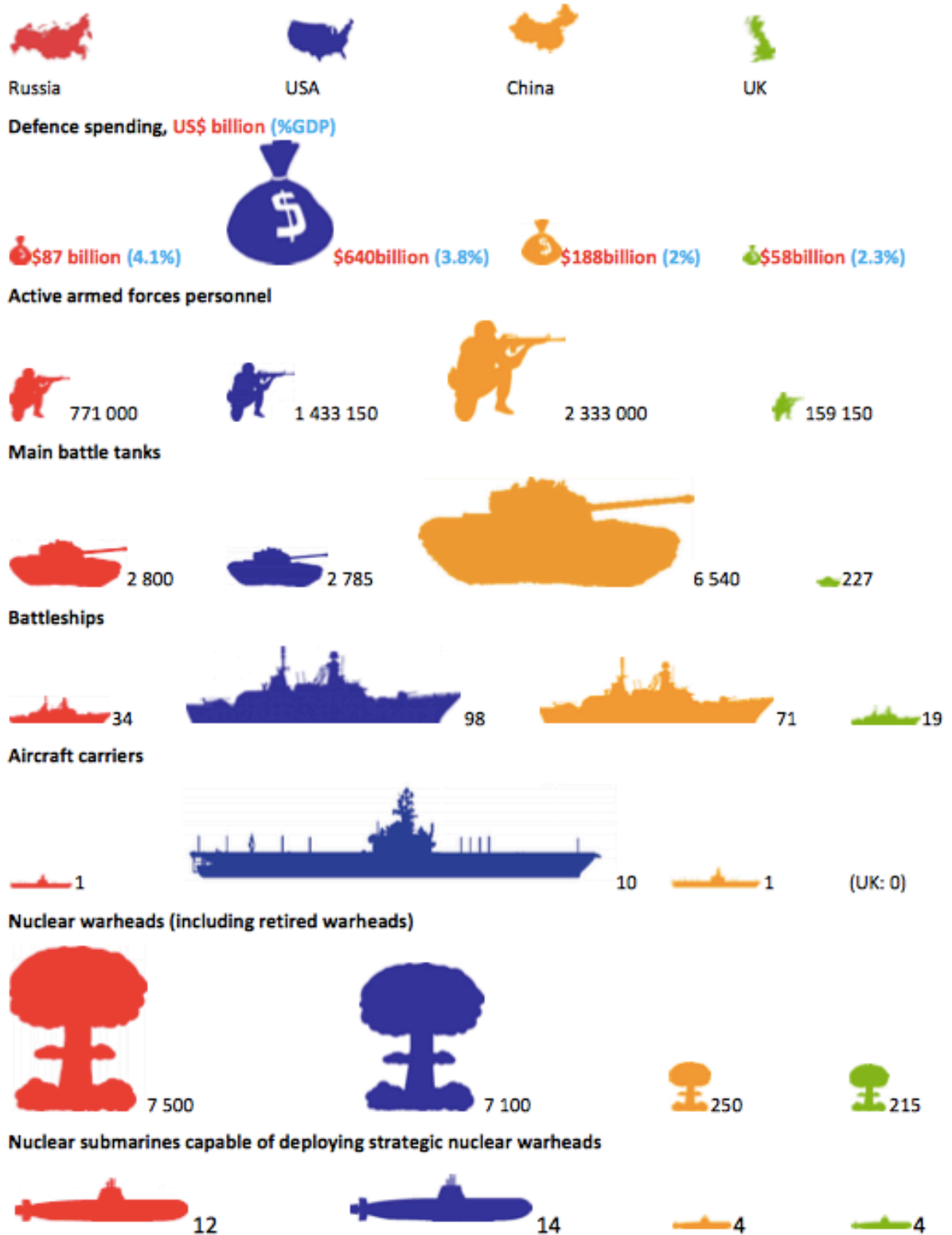
<sup>311</sup> BELGA, « L'UE sanctionne les participants à la construction d'un pont entre la Russie et la Crimée », *RTBF*, 31 juillet 2018, [en ligne]. Disponible sur : [https://www.rtf.be/info/monde/detail\\_l-ue-sanctionne-les-participants-a-la-construction-d-un-pont-entre-la-russie-et-la-crimée?id=9984901](https://www.rtf.be/info/monde/detail_l-ue-sanctionne-les-participants-a-la-construction-d-un-pont-entre-la-russie-et-la-crimée?id=9984901) (Consulté le 12 août 2018)

<sup>312</sup> DE WILDE D'ESTMAEL, Tanguy, *Crimée, châtement ? Les sanctions de l'UE à l'égard de la Russie à la suite de la crise ukrainienne*, 2015, CECRI, [en ligne]. Disponible sur : <http://cecrilouvain.be/wp-content/uploads/2018/01/38-tdw.pdf> (Consulté le 12 août 2018)

<sup>313</sup> RUSSEL, Martin, *op. cit.*, p. 19

<sup>314</sup> THE MOSCOW TIMES, « Belarus Says Russia's Annexation of Crimea Sets a « Bad Precedent » », *The Moscow Times*, 24 mars 2014, [en ligne]. Disponible sur : <https://themoscowtimes.com/news/belarus-says-russias-annexation-of-crimea-sets-a-bad-precedent-33216> (Consulté le 14 août 2018)

Figure 1 : comparaison graphique des capacités militaires de la Russie, des USA, de la Chine et du Royaume-Uni selon les chiffres de 2014



2014 figures

Data: [IISS Military Balance 2015](#), [SIPRI Military Expenditure Database](#), [Federation of American Scientists](#).

(SOURCE : RUSSEL, Martin, *op. cit.*, p. 17, [en ligne]. Disponible sur :

[http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/554213/EPRS\\_IDA\(2015\)554213\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/554213/EPRS_IDA(2015)554213_EN.pdf))

L'influence de la Fédération de Russie sur l'Ukraine ne peut donc se mesurer que sur le simple facteur militaire. La clé du succès de la politique étrangère russe à imposer son agenda régional est donc à chercher dans la diversification de ses moyens de coercition, dont les grandes lignes se retrouvent dans la nouvelle doctrine militaire russe adoptée le 25 décembre 2014<sup>315</sup>, accompagnée du Concept de politique étrangère du 30 novembre 2016<sup>316</sup>.

La nouvelle doctrine militaire succède donc à la doctrine Medvedev en gardant son « caractère défensif » dans sa substance, tout en dressant une liste des dangers politiques et militaires menaçant la Russie dans le contexte actuel du système international<sup>317</sup>. La doctrine pointe comme base de son actualisation le renforcement de l'appareil militaire de l'OTAN dans les pays limitrophes de la Russie, et attribue de nouveau à l'OTAN une fonction d'intimidation et d'encerclement via ses Etats-membres<sup>318</sup>. En outre la doctrine n'exclut pas le recours à la force militaire dans le cas où toutes les mesures non-violentes auraient été épuisées, et rappelle dans ce contexte la nécessité « d'entretenir un dialogue d'égal à égal avec l'UE et l'OTAN » dans le but de « concourir à la création d'un nouveau modèle de sécurité dans la région Asie-Pacifique »<sup>319</sup>. On peut aisément comprendre les craintes de Moscou quant à l'intensification des manœuvres militaires de

---

<sup>315</sup> FACON, Isabelle, *Russia's national security strategy and military doctrine and their implications for the EU*, European Parliament, Directorate-General for External Policies, Policy Department, 2017, p. 6, [en ligne]. Disponible sur [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2017/578016/EXPO\\_IDA%282017%29578016\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2017/578016/EXPO_IDA%282017%29578016_EN.pdf) (Consulté le 14 août 2018)

<sup>316</sup> Ministère des Affaires étrangères de Russie, *Le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie (approuvé par le Président russe Vladimir Poutine le 30 novembre 2016)*, 2016, [site officiel]. Disponible sur : [http://www.mid.ru/ru/foreign\\_policy/official\\_documents/-/asset\\_publisher/CptlCk6BZ29/content/id/2542248?p\\_p\\_id=101\\_INSTANCE\\_CptlCk6BZ29&\\_101\\_INSTANCE\\_CptlCk6BZ29\\_languageId=fr\\_FR](http://www.mid.ru/ru/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptlCk6BZ29/content/id/2542248?p_p_id=101_INSTANCE_CptlCk6BZ29&_101_INSTANCE_CptlCk6BZ29_languageId=fr_FR) (Consulté le 14 août 2018)

<sup>317</sup> SEMINATORE, Inerio, *La Russie, l'Occident et le système international. La rupture de la parité nucléaire et la réponse militaire de la Russie, la "guerre hybride". La doctrine de défense de la Russie (du 26 décembre 2014)*, Conférence "Les rapports Union Européenne / Russie : questions économiques, stratégiques et énergétiques", Université Lyon III, 27 novembre 2014, p. 14, [en ligne]. Disponible sur : [http://www.ieri.be/sites/default/files/filefield/news/La%20Russie%2C%20l%27Occident%20et%20le%20système%20international\\_0.pdf](http://www.ieri.be/sites/default/files/filefield/news/La%20Russie%2C%20l%27Occident%20et%20le%20système%20international_0.pdf) (Consulté le 14 août 2018)

<sup>318</sup> *Ibidem*

<sup>319</sup> *Ibidem*

l'OTAN dans la région baltique<sup>320</sup>, tout comme l'on peut comprendre la crainte que les exercices militaires Zapad<sup>321</sup> instillent dans le chef des pays baltes.

Le Concept de politique étrangère quant à lui donne à la Russie, en tout cas en titre, un rôle de « centre influent du monde moderne » et se donne pour objectif de renforcer cette position au niveau commercial, au niveau de ses relations bilatérales et multilatérales, du rôle de la Russie dans l'action humanitaire mondiale, du renforcement des positions des médias et communications russes dans l'espace médiatique mondial et « porter à la connaissance du public mondial la vision russe des processus internationaux » etc. Par ailleurs, le point 56 traite du cas de l'Ukraine et insiste sur l'intérêt de la Fédération de Russie à « utiliser tout l'éventail des relations politiques, économiques, culturelles et spirituelles » avec l'Ukraine sur la base du respect mutuel tout en respectant ses intérêts nationaux, et assure qu'elle fera tous les efforts nécessaires pour assurer le règlement politique et diplomatique du conflit intra-ukrainien au regard de la coopérations avec les Etats et structures internationales impliqués<sup>322</sup>.

Cela étant, l'approche de la Russie face au conflit ukrainien est hybride. Les opérations conventionnelles russes sont parfois indirectement conduites par des sociétés militaires privées, dont l'activité reste opaque compte tenu du flou juridique qui persiste quant à leurs activités en l'absence de l'adoption d'une loi régulant celles-ci<sup>323</sup>. Leur présence sur le théâtre ukrainien a par ailleurs été confirmée<sup>324</sup>, ce qui alimenterait la thèse selon

---

<sup>320</sup> FRANCOIS, Jean-Baptiste, « L'Otan lance de grandes manœuvres en Europe de l'est », *La Croix*, 3 juin 2018, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.la-croix.com/Monde/Europe/LOtan-lance-grandes-manoeuvres-Europe-lest-2018-06-03-1200944074> (Consulté le 14 août 2018)

<sup>321</sup> VALLOT, Daniel, « Zapad 2017, ces manœuvres « défensives » qui inquiètent les voisins de la Russie », *RFI*, 13 septembre 2017, [en ligne]. Disponible sur <http://www.rfi.fr/europe/20170913-zapad-2017-defense-russie-otan-balte-pologne-bielorussie-militaire> (Consulté le 14 août 2018)

<sup>322</sup> [http://www.mid.ru/ru/foreign\\_policy/official\\_documents/-/asset\\_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/2542248?p\\_p\\_id=101\\_INSTANCE\\_CptICkB6BZ29&\\_101\\_INSTANCE\\_CptICkB6BZ29\\_languageId=fr\\_FR](http://www.mid.ru/ru/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/2542248?p_p_id=101_INSTANCE_CptICkB6BZ29&_101_INSTANCE_CptICkB6BZ29_languageId=fr_FR)

<sup>323</sup> MOUSTAFA, Alexandre, *Les sociétés militaires privées en Russie : un état des lieux*, IE – Centre de ressources et d'information sur l'intelligence économique et stratégique, 26 février 2016, [en ligne]. Disponible sur : <https://portail-ie.fr/analysis/1363/les-societes-militaires-privees-en-russie-un-etat-des-lieux#> (Consulté le 14 août 2018)

<sup>324</sup> MATHIEU, LUC & DORMAN, Veronika, « Mercenaires russes : du Donbass à Damas, des « héros » pas assez discrets », *Libération*, 12 mars 2018, [en ligne]. Disponible sur : [http://www.liberation.fr/planete/2018/03/12/mercenaires-russes-du-donbass-a-damas-des-heros-pas-assez-discrets\\_1635677](http://www.liberation.fr/planete/2018/03/12/mercenaires-russes-du-donbass-a-damas-des-heros-pas-assez-discrets_1635677) (Consulté le 14 août 2018)

laquelle la Russie a effectivement envoyé des soldats « réguliers » en Ukraine, ceux-ci étant simplement des contractuels employés dans le cadre... d'un vide juridique. Pour ce qui est des méthodes non-conventionnelles, ce qui caractérise le concept des guerres dites « hybrides », les vecteurs d'influence déployés par Moscou sont multiples.

Les mesures économiques pour commencer peuvent prendre des formes diverses. Le refus de Moscou de renégocier la dette ukrainienne à son égard met en péril le plan de *bail-out* du FMI en faveur de Kiev<sup>325</sup>. L'interdiction d'exportation de certains types de produits à destination de l'Ukraine est un autre exemple que nous avons déjà exploré en analysant les spécificités du complexe militaro-industriel, tandis que la hausse des prix du gaz et la baisse du transit via les oléoducs ukrainiens en est un autre dont nous avons également parlé extensivement. La pression des entreprises d'Etat russes sur l'économie ukrainienne depuis la déposition du gouvernement Ianoukovytch en février 2014 a produit ses premiers effets visibles en 2015 lorsque la hryvnia, la devise ukrainienne, a été affublée du titre de « pire performance monétaire de l'année »<sup>326</sup>. Le taux d'investissement est également dans l'impasse face à la volatilité du cessez-le-feu qui effraie à juste titre les investisseurs après que Christine Lagarde, Directrice du FMI ait déclaré que le succès du support financier octroyé à Kiev dépendrait de la stabilité de l'est de l'Ukraine, tout en pointant le fait qu'un effondrement de l'économie ukrainienne ne serait pas dans l'intérêt de la Russie<sup>327</sup>. Etant dans la possibilité de placer l'Ukraine en défaut de paiement en réclamant le remboursement immédiats d'anciens prêts accordés à Kiev, il est effectivement peu probable que Moscou utilise cette solution radicale, en premier lieu parce que cette menace lui donne un avantage certain dans les négociations macroéconomiques<sup>328</sup>, mais également parce que les conséquences d'un tel événement pourraient avoir des répercussions imprévisibles sur l'économie régionale.

Deuxièmement, les agences de renseignement des USA placent en pole position des menaces sur la sécurité nationale les actes de cyber-agression venant de Russie, dont on

---

<sup>325</sup> RUSSEL, Martin, *op. cit.*, p. 20

<sup>326</sup> EUROPEAN PARLIAMENT BRIEFING, *Ukraine after Minsk II: the next level.*

*Hybrid responses to hybrid threats ?*, European Parliament – Member's Research Service, 16 mars 2015, p. 4, [en ligne]. Disponible sur :

[http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2015/551328/EPRS\\_BRI\(2015\)551328\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2015/551328/EPRS_BRI(2015)551328_EN.pdf) (Consulté le 14 août 2018)

<sup>327</sup> *Ibidem*

<sup>328</sup> *Ibid.*, p. 5

soupçonne des cyber-attaques non seulement en Ukraine<sup>329</sup>, mais également en Lettonie<sup>330</sup>.

Troisièmement, la guerre de l'information que se livrent les médias d'occident et de Russie est une autre composante de cette guerre hybride. L'investissement de Moscou dans le domaine médiatique et son désir de faire de ses organes de communication des pôles médias mondiaux, comme nous l'avons vu dans le Concept de politique étrangère de 2016, se chiffre à l'équivalent de 255 millions d'euros pour l'année 2015, et ce rien que pour la chaîne télévisée d'Etat RT<sup>331</sup>. Le lancement en novembre 2014 de Sputnik vient compléter l'offre médiatique de Moscou, qui rappelons-le souhaite « porter à la connaissance du public mondial la vision russe des processus internationaux », en proposant des contenus qui visent à « promouvoir un monde multipolaire respectueux de l'intérêt national de chaque pays, de sa culture, de son histoire et de ses traditions »<sup>332</sup>. La présence des pouvoirs publics russes se développe aussi dans le milieu des réseaux sociaux via les « trolls », en réalité des contractuels qui travailleraient pour le Kremlin, bien que le lien théorisé n'ait pas encore été prouvé<sup>333</sup>.

Enfin, la pression psychologique est la dernière facette de cette guerre hybride. Celle-ci se diviserait en deux points. Premièrement, la menace de l'arsenal nucléaire russe, combiné aux récents exercices militaires et aux fréquentes incursions dans l'espace aérien et les eaux territoriales de pays frontaliers sembleraient axées sur l'intimidation de l'Ukraine et la prévention de l'intervention de l'OTAN<sup>334</sup>. Deuxièmement, les attaques terroristes perpétrées à Kiev et Kharkiv notamment pourraient également tomber dans cette

---

<sup>329</sup> *Ibidem*

<sup>330</sup> GELZIS, Gederts & EMMOTT, Robin, « Russia may have tested cyber warfare on Latvia, Western officials say », *Reuters*, 5 octobre 2017, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.reuters.com/article/us-russia-nato/russia-may-have-tested-cyber-warfare-on-latvia-western-officials-say-idUSKBN1CA142> (Consulté le 14 août 2018)

<sup>331</sup> EUROPEAN PARLIAMENT BRIEFING, *op. cit.*, p. 6

<sup>332</sup> SPUTNIK, *About Us*, [site officiel]. Disponible sur : <https://sputniknews.com/docs/about/index.html> (Consulté le 14 août 2018)

<sup>333</sup> ARO, Jessukka & MÄKELÄINEN, Mika, *Yle Kioski Traces the Origins of Russian Social Media Propaganda – Never-before-seen Material from the Troll Factory*, YLE KIOSKI, 20 février 2015, [en ligne]. Disponible sur : <http://kioski.yle.fi/omat/at-the-origins-of-russian-propaganda> (Consulté le 11 août 2018)

<sup>334</sup> RUSSEL, Martin, *op. cit.*, p. 21

catégorie si il est prouvé qu'elles étaient le fait d'une opération effectivement coordonnées par les forces spéciales russes<sup>335</sup>.

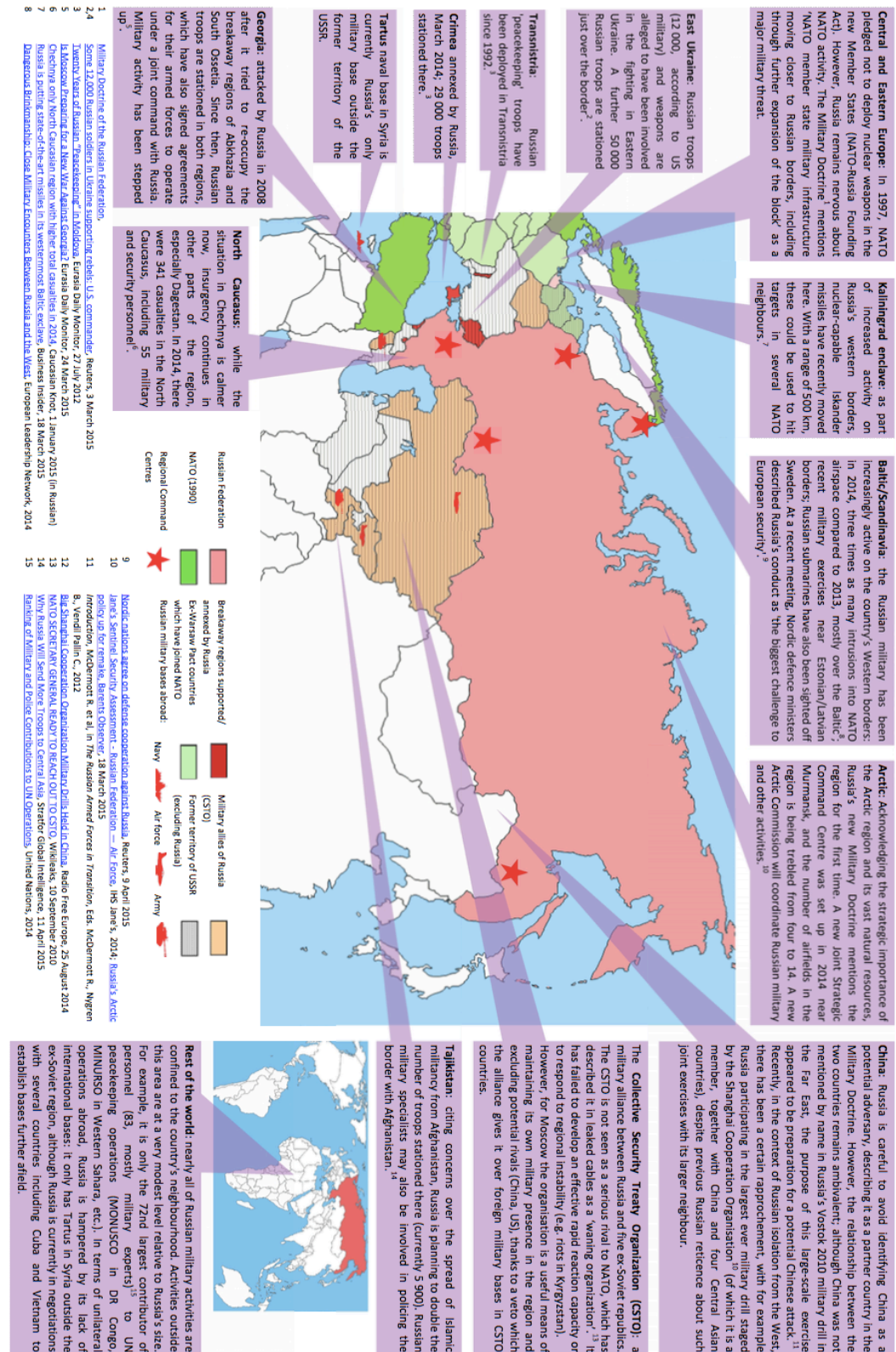
L'action coordonnée de la Russie dans le cadre de son approche hybride de l'influence exercée sur l'Ukraine a eu pour effet de déstabiliser efficacement le pays. Elle a également l'avantage de ne pas dépasser le seuil qui permettrait à l'OTAN d'intervenir militairement de manière légitime. Une toute dernière facette de la guerre hybride pourrait même être ajoutée au titre des déclarations incessantes de la Russie sur sa non-implication sur le territoire ukrainien qui ont eu pour effet de miner l'unité du bloc occidental, avec par exemple une distanciation du gouvernement allemand par rapport à « l'attitude agressive de l'OTAN » vis-à-vis du dossier ukrainien<sup>336</sup>, qui pourrait éventuellement ne pas être sans arrière-pensées énergétiques.

---

<sup>335</sup> *Ibidem*

<sup>336</sup> GEBAUER, Matthias (et al.), « Berlin Alarmed by Agressive NATO Stance on Ukraine », *Der Spiegel Online*, 6 mars 2015, [en ligne]. Disponible sur : <http://www.spiegel.de/international/world/germany-concerned-about-aggressive-nato-stance-on-ukraine-a-1022193.html> (Consulté le 14 août 2018)

Carte 5 : les principales manifestations de la puissance militaire russe dans l'espace post-soviétique



(SOURCE : RUSSEL, Martin, *op. cit.*, [en ligne]. Disponible sur :

[http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/554213/EPRS\\_IDA\(2015\)554213\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/554213/EPRS_IDA(2015)554213_EN.pdf))

## CONCLUSION :

# LA RUSSIE DE VLADIMIR POUTINE, UN ASPIRANT HEGEMON DANS LE MONDE MODERNE

Il est un fait certain que la Russie sous Vladimir Poutine a entamé et continue à ce jour une vaste opération de redressement de sa puissance dans toutes ses composantes. Le processus de redressement économique qui constitue le fondement de la popularité du Président russe reste la base de ce mouvement. L'épisode de Crimée, qui est tombé à pic pour Vladimir Poutine, a assis sa popularité à un moment où ce fondement de sa politique de redressement était en plein chamboulement du fait de la conjoncture économique défavorable. La modernisation de l'appareil militaire hérité de l'Union soviétique a permis à Moscou de retrouver une place parmi les grandes puissances en termes de puissance militaire, quand bien même son poids économique reste modeste et son poids démographique présente des signes d'essoufflement inquiétants.

Alors que penser de l'application du cadre théorique du réalisme offensif suite à l'analyse de ce mouvement de maximisation de (voire de retour à la) puissance ? Plusieurs observations sont à donner. Les cinq prémisses du raisonnement de Mearsheimer nous semblent coller à la situation actuelle de la Russie dans le système international. Cependant nous observons que des trois possibilités de réaction comportementales de la part d'un Etat, la Russie cumule les trois. Elle tente effectivement de maximiser sa puissance en essayant d'imposer son agenda géostratégique à ses voisins d'Asie centrale, d'Europe de l'Est et du Caucase. Elle développe une politique de *self-help* en tentant de redresser son économie et récemment en pratiquant des politiques de substitution aux importations qui lui permettent de développer sa propre capacité de survie économique. Enfin, la peur de voir l'OTAN mettre un pied puis l'autre dans ses prés carrés géorgiens et ukrainiens ont dicté ont déclenché des réflexes de survie de la part de Moscou pour sauvegarder des intérêts qu'elle juge stratégiques, et donc indispensables à son projet

d'élévation à un statut hégémonique. L'Ukraine est vue par l'OTAN comme l'enjeu central de l'échiquier eurasiatique, qui peut être rapproché du jeu à somme nulle de Mearsheimer : une Ukraine pro-occidentale empêche la Russie de devenir hégémonique, tout développement territorial et économique à l'est étant empêché par la toute-puissance de la Chine en Asie. Une Ukraine pro-russe est un atout non négligeable de Moscou dans sa recherche d'une position hégémonique dans le système eurasiatique.

La Russie utilise effectivement sa puissance, qu'elle soit latente ou militaire, à des fins de coercition envers les Etats tiers. Que ce soit par la pratique du chantage énergétique ou le déploiement de troupes, la Russie parvient à imposer sa puissance sur des Etats de moindre importance. Les capacités technologiques de la Russie dans certains domaines du complexe militaro-industriel ainsi que la part de PIB allouée au budget de la défense, supérieure à la moyenne mondiale, lui permettent de rester à une place de leader mondial, malgré des indicateurs économiques et démographique qui lui font défaut face aux rivaux potentiels que sont l'OTAN, et dans une certaine mesure la Chine. La Russie prend également avantage sur ses voisins, soient-ils des partenaires, à leurs dépens quand l'occasion se présente, comme lorsqu'elle a sommé le Tadjikistan de laisser à Gazprom le soin de gérer ses oléoducs. Le dilemme de sécurité est également confirmé en ce que la Russie, craignant pour sa survie face à l'élargissement de l'OTAN et ses perspectives en Géorgie et en Ukraine, multiplie les opérations de sécurisation de ses intérêts y compris concernant le processus de rattachement de la Crimée. La conjoncture actuelle du système internationale se cristallise donc dans la tragédie du cercle vicieux qui oppose la Russie et l'OTAN dans leur bras de fer dont les étalages de forces successifs dans la région baltique sont la facette la plus visible et la plus inquiétante pour les populations locales. Enfin sur ce point, la Russie cherche effectivement non pas à maximiser sa puissance en termes absolus, mais en termes relatifs comme en témoigne la montée en puissance(s) des tensions depuis les élargissements de 2004.

La Fédération de Russie cherche depuis la fin de l'Union soviétique à pérenniser son héritage économique-territorial. Si Mearsheimer fait partie des réalistes qui ne croient pas en l'efficacité voire la pertinence des institutions supranationales et internationales dans le contexte réaliste, il faut reconnaître que celles-ci ont une importance manifeste pour Moscou étant donné son implication dans les processus d'intégration régionale de l'espace post-soviétique et dans les mécanismes de coopération eurasiatiques. Récemment cependant, et notamment du fait des évolutions de la politique étrangère

russe sur son flanc ouest, ses partenaires biélorusses et kazakhs semblent se désolidariser de Moscou. Le temps nous dira comment la Russie compte garder dans son giron ces deux pièces de son espace économique si les relations tripartites entre Moscou, Minsk et Astana venaient à se détériorer davantage.

La thèse de Mearsheimer selon laquelle l'hégémon régional unique, à savoir les USA, veille à contrecarrer tout plan concurrent d'hégémonie régionale, et donc l'émergence d'un rival pouvant mettre à mal la stabilité du monde unipolaire, se vérifie si l'on prête aux Etats-Unis une politique étrangère inspirée de la doctrine Brzezinski. Si les USA ont pu s'accommoder d'une situation où l'Eurasie était partagée entre UE, Russie post-soviétique exsangue et Chine, les récentes performances économiques impressionnantes de cette dernière changent la donne alors que celle-ci devient de plus en plus un rival effectif des Etats-Unis, en témoigne la guerre commerciale sino-américaine qui fait actuellement rage. Du reste la Russie semble également inquiéter Washington qui au travers de l'OTAN et de ses alliés pratique une forme de *neo-containment* à l'encontre de la Fédération de Russie. On pourrait résumer l'attitude actuelle des Etats-Unis sur la scène internationale à ces égards en reformulant la célèbre citation des du général britannique Hastings Ismay comme suit : « *To keep the Americans on top, the Russians out, and the Chinese down* ». Pourtant incapable de tenir tête à l'OTAN, les évolutions de Moscou en matière de guerre moderne via sa nouvelle doctrine militaire changent la donne et font perdre un temps précieux à l'Alliance atlantique qui peine à trouver une riposte adéquate à ce nouveau type d'approche multimodale des conflits modernes.

Des stratégies de survie des Etats énoncées par Mearsheimer, plusieurs peuvent être mises en rapport avec les différentes évolutions de la politique étrangère russe. La guerre entre la Russie et l'OTAN semblant être écartée, les positions prises par Moscou dans ses doctrines militaires envisagent néanmoins cette option en tout dernier recours. La Russie garde en outre grâce à son arsenal nucléaire une arme de dissuasion et d'intimidation massive et envers l'OTAN, et envers des pays de moindre envergure. La prééminence selon Mearsheimer des forces terrestres est vérifiée via la multiplication et la montée en intensité des manœuvres militaires de l'OTAN et des exercices Zapad conjoints entre Russie et Biélorussie.

Concernant le point sur les bénéfices tirés de la victoire en cas de conflit, un élément qu'il nous paraît important de souligner est le suivant : nous sommes d'avis comme

Mearsheimer que la victoire militaire ne débouche pas toujours pour les empires sur un surcroît de dépenses militaires ou sur la conquête de territoires étrangers. En effet, l'adhésion de la Crimée comme nouveau sujet de la Fédération de Russie peut effectivement être pris, si il est considéré dans le temps historique long, comme l'expression d'un « retour » à la Russie d'une ancienne subdivision administrative, néanmoins stratégique et intéressé. De plus, la « victoire » de Moscou dans la première phase de la crise ukrainienne a été suivie par une baisse des dépenses militaires de la Russie. Enfin, la conquête territoriale de la région du Donbass nous semble, au vu de nos observations, être une entreprise contreproductive pour la Fédération de Russie. Si il est également contreproductif d'un point de vue économique de garder l'Ukraine dans une situation de tourmente, cet état de fait permet à la Russie, du moins temporairement, d'empêcher le basculement de l'Ukraine dans le camp occidental du fait de l'instabilité du pouvoir kiévien. De plus, il serait également contreproductif pour Moscou d'accueillir au sein de la Fédération deux nouveaux sujets que seraient les républiques de Louhansk et Donetsk : d'un point de vue purement tactique, leur appartenance à la structure étatique ukrainienne augmente le poids relatif de la diaspora pro-russe au sein de l'Ukraine, avantage que perdrait Moscou comme levier politique sur Kiev si l'indépendance des deux oblasts rebelles venait à être reconnue par le Kremlin. En ce point nous sommes inspirés de la thèse de Pascal Marchand sur l'impossible reconnaissance de l'indépendance desdits oblasts par Moscou, que nous trouvons tout à fait appropriée.

L'appropriation des capacités industrielles d'Etats « vaincus » et la dimension Orwellienne des technologies modernes de l'information sont également des points sur lesquels nous pouvons reconnaître d'une part la mainmise d'entreprises de grande envergure telles que Gazprom, et d'autre part la diffusion d'informations « alternatives » (dans le sens non-péjoratif du terme, mais au sens où Moscou l'entend dans son Concept de politique étrangère, c'est à dire de point de vue différent) par un Etat dans le cas présent non pas « vainqueur », mais « dominant ». Le chantage est effectivement l'une des stratégies que nous reconnaissons dans la politique étrangère de Moscou, avec des degrés d'efficacité divers notamment au regard des crises gazières successives. L'on peut également voir dans le soutien de Moscou aux mouvements séparatistes issus des conflits gelés de l'espace post-soviétique une forme de stratégie de *Bait and bleed* telle qu'énoncée par Mearsheimer. Enfin, nous ne voyons pas d'exemple pouvant illustrer la stratégie du *Bloodletting* dans l'ère post-soviétique de la politique étrangère russe, mis à

part peut être dans l'affrontement commercial qui oppose les USA à la Chine, bien qu'il soit trop tôt pour en exprimer les certitudes

La stratégie de l'équilibrage peut être comparée à l'attitude défensive de Moscou à l'égard des élargissements successifs de l'OTAN. Cependant nous ne voyons pas d'exemple concret de stratégie de *Buck-passing* dans le chef de la Russie. L'avenir encore une fois nous dira si la Russie se livrera à une attitude de suivisme à l'égard de la Chine, ce qui nous semble peu probable tant que Vladimir Poutine sera maître du Kremlin.

Les critiques émises à l'encontre du modèle réaliste offensif concernant son sino-centrisme sont fondées. La simple lecture de *The Tragedy of Great Power Politics* fait sauter aux yeux l'angoisse qui semble planer dans le propos de Mearsheimer à l'évocation de l'émergence d'une Chine hégémonique dont le projet normatif entrerait en compétition avec celui des Etats-Unis.

Notre hypothèse générale étant largement confirmée par notre analyse, il convient de nous pencher sur la validité de nos deux hypothèses secondaires. La première, qui postulait que la Fédération de Russie tente de maximiser son espace de sécurité à l'aide d'un appareil militaire qui est désormais le seul outil lui permettant de garder un statut de « grande » puissance est à nuancer. Nous l'avons vu, l'utilisation de moyens d'influence alternatifs parallèlement à la force de coercition militaire est désormais ce qui caractérise la doctrine militaire russe. Notre première hypothèse secondaire est donc partiellement vérifiée, quoiqu'incomplète. Notre seconde hypothèse secondaire postulait que l'affirmation de puissance de la Fédération de Russie par le biais de sa politique étrangère est une réaction au passage d'un monde bipolaire à un monde multipolaire est à infirmer et à reformuler. Le système international est passé successivement d'une organisation bipolaire lors de la Guerre froide, à une structure unipolaire de la dislocation de l'URSS à l'émergence récente de la Chine comme rival régional des Etats-Unis, événement qui marquerait entre autres le passage à un monde multipolaire, tel que souhaité notamment par l'Union européenne et la Fédération de Russie. Si la Russie est entrée dans une attitude d'affirmation de sa puissance, elle est passée entre 1991 et 2008 par une longue phase de reconstruction de la puissance. Enfin, cette affirmation de puissance est moins une réaction au passage à une structure multipolaire des relations internationales qu'elle en est l'un des phénomènes causals. Notre seconde hypothèse secondaire peut donc se reformuler comme suit : la réaffirmation de puissance de la Fédération de Russie par le

biais de sa politique étrangère est l'un des phénomènes causals qui caractérise le récent passage d'une structure unipolaire à une structure multipolaire du système international.

Nous estimons pour conclure que le modèle réaliste offensif peut s'appliquer sans trop de difficultés et de contradictions à la politique étrangère de la Russie. Ses évolutions et ses orientations trouvent le plus souvent écho dans le cadre théorique que nous avons exposé et nous font nous rappeler que Mearsheimer estime que les mondes multipolaires sont plus prompt aux conflits violents entre Etats que les mondes bipolaires. Nous estimons qu'au vu des enseignements de la Guerre froide, les mondes bipolaires, si ils évitent à priori les conflits à grande échelle entre grandes puissances, sont pourtant le théâtre de conflits certes plus localisés, mais non moins violents, meurtriers et dévastateurs. Le monde unipolaire quant à lui nous a fait la démonstration depuis la dissolution de l'Union soviétique de sa propre capacité à générer des conflits eux aussi tout aussi porteurs de destruction et d'extrémismes de tout acabit. *In fine*, le retour à un monde multipolaire, comme cela semble être la tendance au vu du recalibrage qui s'opère au niveau du système international, n'est peut être pas moins risqué que les deux dernières configurations qui ont caractérisé celui-ci depuis les septante dernières années.

# BIBLIOGRAPHIE

## Ouvrages:

ANGELL, Norman, *The Great Illusion 1933*, Putnam, New York, 1933, 460p.

AREL, Dominique, *Ukraine since the orange revolution : Democracy and the unrul of law* in CHETRIAN, Vicken, *From Perestroïka to Rainbow Revolutions : Reform and Revolution After Socialism*, London, Hurst & Company, 2013, 249p.

BACON, Edwin, *Contemporary Russia*, 2<sup>ème</sup> édition, London, Palgrave Macmillan, 2010, 225p.

BATTISTELLA, Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2015, 718p.

BRZEZINSKI, Zbigniew, *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Bayard Editions, Paris, 1997, 273p.

CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, *L'Empire d'Eurasie : une histoire de l'empire russe de 1552 à nos jours*, Paris, Fayard, 2005, 491p.

DE WILDE, Tanguy & SPETSCHINSKY, Laetitia (dir.), *La politique étrangère de la Russie en Europe. Enjeux d'une proximité*, Bruxelles, P.I.E.-Peter Lang, 2004, 263p.

DONALDSON, Robert H., NOGEE, Joseph L., NADKARNI, Vidya, *The Foreign Policy of Russia : Changing Systems, Enduring Interests*, Abingdon, Routledge, 2014, 437p.

DUMONT, Gérard-François (et al.), *Géopolitique de l'Europe : De l'Atlantique à l'Oural*, Paris, Presses Universitaires de France, 2016, 234p.

DUNCAN, Peter J.S., *Russian Messianism, Third Rome, Revolution, Communism & after*, Routledge, 2000, Abingdon, 235p.

FOLLEBOUCKT, Xavier, *Les conflits gelés de l'espace postsoviétique : Genèse et enjeux*, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain, 2012, 275p.

GARDNER, Hall, *Crimea, Global Rivarly, and the Vengeance of History*, Palgrave Macmillan, New York, 2015, 252p.

GARDNER, Hall, *Surviving the Millenium : American Global Strategy, the Collapse of the Soviet Empire, and the Question of Peace*, Westport, Praeger, 1994, 280p.

- GILPIN, Robert, *War and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, 272p.
- GOODE, J. Paul, *The Decline of Regionalism in Putin's Russia : Boundary Issues*, Abingdon, Routledge, 2011, 220p.
- GVOSDEV, Nikolas K., *Russian Foreign Policy : Interests, Vectors and Sectors*, Thousand Oaks, CQ Press, 2014, 436p.
- GRATCHEV, Andreï, *D'Ouest en Est : les ambitions eurasiennes de Vladimir Poutine* in BADIE, Bertrand (et al.), *Puissances d'hier et de demain : L'état du monde 2014*, Paris, Editions la Découverte, 2013, 274p.
- GRANT, Thomas D., *Aggression against Ukraine : Territory, Responsibility, and International Law*, Palgrave Macmillan, New York, 2015, 283p.
- HAALAND MATLARY, Janne & HEIER, Tormod, *Ukraine and Beyond : Russia's Strategic Security Challenge to Europe*, London, Palgrave Macmillan, 2016, 291p.
- JACOBSON, Jon, *When the Soviet Union Entered World Politics*, Berkeley, University of California Press, 1994, 388p.
- KEMBAYEV, Zhenis, *Legal Aspects of the Regional Integration Processes in the Post-Soviet Area*, Berlin, Springer, 2009, 217p.
- KEOHANE, Robert O., *After Hegemony: Cooperation and Discord in the World Political Economy*, Princeton, Princeton University Press, 1984, 320p.
- KNORR, Klaus, *The War Potential of Nations*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1956, 322p.
- LARUELLE, Marlène, *Russian Eurasianism : an Ideology of Empire*, Washington D.C., Woodrow Wilson Center Press, 2012, 275p.
- LIBERMAN, Peter, *Does Conquest Pay? The Exploitation of Occupied Industrial Societies*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 1996, 264 p.
- MALFLIET, Katlijn (ed.), *The CIS, the EU and Russia : The Challenges of Integration*, London, Palgrave Macmillan, 2007, 267p.
- MARCHAND, Pascal, *Géopolitique de la Russie : Une nouvelle puissance en Eurasie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2014, 192p.
- MEARSHEIMER, John J., *The Tragedy of Great Power Politics, Updated edition*, New York, W. W. Norton & Company, 2014, 561p.

- MOLCHANOV, Mikhail A., *Eurasian Regionalisms and Russian Foreign Policy*, Farnham, Ashgate 2015, 190p.
- PIKULICKA-WILCZEWSKA, Agnieszka & SAKWA, Richard (Ed.), *Ukraine and Russia : People, Politics, Propaganda and Perspectives*, E-International Relations Publishing, Bristol, 2016, 266p.
- RIASANOVSKY, Nicholas V., *Histoire de la Russie des origines à nos jours*, Paris, Robert Laffont, 2014, 1024p.
- RUMER, Eugene B., *Russian Foreign Policy beyond Putin*, Abingdon, Routledge, 2007, 100p.
- SERRANO, Silvia, *Géorgie. Sortie d'empire*, Editions du CNRS, Paris, 2008, 344p.
- SLOBODCHIKOFF, Michael O., *Building Hegemonic Order Russia's Way: Order, Stability and Predictability in the post-Soviet Space*, Lanham, Lexington Books, 2014, 176p.
- SLOBODCHIKOFF, Michael O., *Strategic Cooperation: Overcoming the Barriers of Global Anarchy*, Lanham, Lexington Books, 2013, 147p.
- SMITH, Nicholas Ross, *EU-Russian Relations and the Ukraine Crisis*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2016, 202p.
- STRASSLER, Robert B., *The Landmark Thucydides: A Comprehensive Guide to the Peloponnesian War*, New York, Simon and Schuster, 1998, 752p.
- TRENIN, Dmitri, *The End of Eurasia : Russia on the border between Geopolitics and Globalization*, Washington D.C., Carnegie Endowment for International Peace, 2001, 340 p.
- VERPOEST, Lien, *Russia and Ukraine : Together to Europe ?*, Leuven, KUL – Instituut voor international en Europees beleid, 2001, 20p.
- WALTZ, Kenneth N., *Theory of International Politics*, Reading, Addison-Wesley Publishing Company, 1979, 251p.
- WHITE, Stephen & Feklyumina, Valentina, *The Other Europes : Identities and Foreign Policies in Russia, Ukraine and Belarus*, London, Palgrave Macmillan, 2014, 350p.
- YAKEMTCHOUK, Romain, *La diplomatie russe de Pierre le Grand à Vladimir Poutine*, Paris, L'Harmattan, 2012, 130p.
- ZAJEC, Olivier, *Introduction à l'analyse géopolitique : Histoire, outils, méthodes*, Monaco, Editions du Rocher, 2016, 252p.

## Parties d'ouvrages collectifs:

KURDIUKOV, Gennadi & MALFLIET, Katlijn, *Integration by Absorption: New Subjects for the Russian Federation* in MALFLIET, Katlijn (ed.), *The CIS, the EU and Russia: the Challenges of Integration*, Londres, Palgrave Macmillan, pp. 202-220

MOLCHANOV, Mikhail A., *Regionalism and multivectorism in Europe's borderlands : The strange case of Ukraine*, in KANET, Roger E. (Ed.), *The Russian Challenge to the European Security Environment*, London, Palgrave Macmillan, 2017, 276p.

MOLCHANOV, Mikhail A., *A Squeezed Country : Ukraine between Europe and Eurasia*, in BESIER, Gerhard and STOKLOSA, Katarzyna, *Neighbourhood Perceptions of the Ukraine Crisis : From the Soviet Union into Eurasia ?*, Abingdon, Routledge, 2017, 264p.

## Articles scientifiques:

DAHL, Robert, « The Concept of Power », *Behavioral Science*, vol. 2, n°3, 1957, pp. 201-215

HERZ, John H., *Idealist Internationalism and the Security Dilemma*, *World Politics* 2, volume 2, 1950, pp. 157-180

LEGRO, Jeffrey, MORAVCSIK, Andrew, “Is Anybody Still a Realist ?”, *International Security*, vol. 24, n°2, 1999, pp. 5-55

MAKIENKO, K., “Avionneurs russes: bilan des réformes et perspectives d'avenir”, *Note de l'Observatoire franco-russe*, n°3, juillet 2013, pp. 9-10

MAKIENKO, Konstantin, “Industries aéronautiques russes: une consolidation précaire”, *Revue internationale et stratégique*, vol.4, n°56, 2004, pp. 47-53

MEARSHEIMER, John J., “Why the Ukraine crisis is the West's fault”, *Foreign Policy*, volume 93, n°5, 2014, pp. 78-98

RIOUX, Jean-François, KEENES, Ernie & LÉGARÉ, Gregg, « Le néo-réalisme ou la formulation du paradigme hégémonique en relations internationales », *Études internationales*, volume 19(1), pp. 57-80

SAKWA, Richard, “The death of Europe ? Continental fates after Ukraine”, *International Affairs*, volume 91, n°3, 2015, pp. 553-579

SAUER, Tom, “The Origins of the Ukraine Crisis and the Need for Collective Security between Russia and the West”, *Global policy*, volume 8, n°1, pp. 82-9

SLOBODCHIKOFF, Michael O., “Challenging US Hegemony: The Ukrainian Crisis and Russian Regional Order”, *Soviet and Post Soviet Review*, volume 44, n°1, 2017, pp. 76-95

SLOBODCHIKOFF, Michael O., “Overcoming Barriers to Cooperation: Territorial and Issue Neutralization as Tools of Conflict Management”, *Soviet and Post Soviet Review*, volume 42, n°2, 2015, pp. 127-149

SLOBODCHIKOFF, Michael O. & DAVIS, G. Douglas, “Roots of Russian Soft Power: Rethinking Russian National Identity”, *Comparative Politics, Russia*, volume 8, n°2, 2017, pp. 19-36

VINOKOUROV, Evgeny, “Eurasian Economic Union: Current state and preliminary results”, *Russian Journal of Economics*, volume 3, n°1, 2017, pp. 54-70

WILLERTON, John P., GOERTZ, Gary & SLOBODCHIKOFF, Michael O., “Mistrust and hegemony: Regional institutional design, the FSU-CIS, and Russia”, *International Area Studies Review*, volume 18, n°1, 2015, pp. 26-52

YAFIMAVA, Katja, *European Energy Security and the Role of Russian Gas : Assessing the Feasibility and the Rationale of Reducing Dependence*, IAI Working Papers 15/54, 2015, 21p. [en ligne]. Disponible sur : <http://www.iai.it/sites/default/files/iaiw1554.pdf>

## **Publications de centres de recherche:**

BARABANOV, Mikhaïl, *Le complexe militaro-industriel russe et la rupture des relations avec l'Ukraine* in DUBIEN, Arnaud, *Russie 2015. Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, Le cherche midi, 2015, pp. 109-120, [en ligne]. Disponible sur : [http://obsfr.ru/fileadmin/reports/2015/2015\\_Yearbook\\_FR.pdf](http://obsfr.ru/fileadmin/reports/2015/2015_Yearbook_FR.pdf)

BARRIE, Douglas & BOYD, Henry, *Russia's State Armament Programme 2027: a more measured course on procurement*, International Institute for Strategic Studies, 2018, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.iiss.org/blogs/military-balance/2018/02/russia-2027>

BRET, Cyrille, “Les exportations d’armes : un levier d’influence géopolitique pour la Russie”, *diploweb.com*, 7 décembre 2017, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.diploweb.com/Les-exportations-d-armes-un-levier-d-influence-geopolitique-pour-la-Russie.html#nb1>

BROS, Aurélie, *Exporter le gaz russe en 2016 : état des infrastructures, projets, défis* in DUBIEN, Arnaud, *Russie 2016 : Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, L'Inventaire, 2016, pp. 206-214

COHEN, Ariel & HAMILTON, Robert E., *The Russian Military and the Georgia War: Lessons and Implications*, Strategic Studies Institute, 2011, 100p., [en ligne]. Disponible sur <http://ssi.armywarcollege.edu/pdffiles/pub1069.pdf>

DE HAAS, Marcel, *Russia's Military Reforms. Victory after Twenty Years of Failure ?*, Netherlands Institute of International Relations « Clingendael », 2011, 51p., [en ligne]. Disponible sur : [https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/20111129\\_clingendaelpaper\\_mdehaas.pdf](https://www.clingendael.org/sites/default/files/pdfs/20111129_clingendaelpaper_mdehaas.pdf)

DE WILDE D'ESTMAEL, Tanguy, *Crimée, châtime ? Les sanctions de l'UE à l'égard de la Russie à la suite de la crise ukrainienne*, 2015, CECRI, [en ligne]. Disponible sur : <http://cecrilouvain.be/wp-content/uploads/2018/01/38-tdw.pdf>

DEJINA, Irina, « La politique de l'innovation en Russie : tendances, difficultés, perspectives », *Note de l'Observatoire franco-russe*, n°12, février 2016, 16p.

DENISSOV, Igor, *Union économique eurasiatique : intégration sur fond de crise* in DUBIEN, Arnaud, *Russie 2016 : Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, L'Inventaire, 2016, pp. 173-183

DEVYATKOV, Andrey. 2017. *Never Sans Sheriff : Consolidating Power in Transdnestrria*. Carnegie Moscow Center. En ligne. <http://carnegie.ru/commentary/72730>

EUROPEAN PARLIAMENT BRIEFING, *Ukraine after Minsk II: the next level. Hybrid responses to hybrid threats ?*, European Parliament – Member's Research Service, 16 mars 2015, p. 4, [en ligne]. Disponible sur : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2015/551328/EPRS\\_BRI\(2015\)551328\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2015/551328/EPRS_BRI(2015)551328_EN.pdf)

FACON, Isabelle, *Russia's national security strategy and military doctrine and their implications for the EU*, European Parliament, Directorate-General for External Policies, Policy Department, 2017, 27p., [en ligne]. Disponible sur [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2017/578016/EXPO\\_IDA%282017%29578016\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2017/578016/EXPO_IDA%282017%29578016_EN.pdf)

FRIEDMAN, George, *The Medvedev Doctrine and American Strategy*, septembre 2008, Stratfor, [en ligne]. Disponible sur : <https://worldview.stratfor.com/article/medvedev-doctrine-and-american-strategy>

GABUEV, Alexander. 2017. *A Russian Perspective on the Impact of Sanctions*. En ligne. Carnegie Moscow Center. <http://carnegie.ru/2017/08/03/russian-perspective-on-impact-of-sanctions-pub-72723>

JACQMIN, Daniel, *L'industrie de défense ukrainienne : un pied en URSS, l'autre dans l'OTAN*, Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Bruxelles, 24 janvier 2018, 16p., [en ligne]. Disponible sur : [https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES\\_ANALYSE/2018/NA\\_2018-01-24\\_FR\\_D-JACQMIN.pdf](https://www.grip.org/sites/grip.org/files/NOTES_ANALYSE/2018/NA_2018-01-24_FR_D-JACQMIN.pdf)

KRISTENSEN, Hans M. & NORRIS, Robert S., *Status of World Nuclear Forces*, Federation of American Scientists, 2018, [en ligne]. Disponible sur <https://fas.org/issues/nuclear-weapons/status-world-nuclear-forces/>

LEFEBVRE, Maxime, *Le conflit de Géorgie : un tournant dans les relations avec la Russie*, Institut de Relations Internationales et Stratégiques, 2008, p. 1 [en ligne]. Disponible sur [http://www.iris-france.org/docs/pdf/forum/2008\\_10\\_28\\_georgie.pdf](http://www.iris-france.org/docs/pdf/forum/2008_10_28_georgie.pdf)

LOCATELLI, Catherine, “Les voies de la réforme du secteur gazier russe”, *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, CNRS, vol. 44, n°1, 2013, pp. 153-167, [en ligne]. Disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00822857/document> (Consulté le 9 août 2018)

LOUGH, John and SOLONENKO, Iryna. 2016. *Can Ukraine achieve a Reform Breakthrough ?* Chatham House. En ligne. <https://www.chathamhouse.org/publication/can-ukraine-achieve-reform-breakthrough>

LUTSEVYCH, Orisya. 2016. *Agents of the Russian World: Proxy Groups in the Contested Neighbourhood*. Chatham House. En ligne. <https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/publications/research/2016-04-14-agents-russian-world-lutsevych.pdf>

MARCHAND, Pascal, *Le conflit ukrainien, des enjeux géopolitiques et géoéconomiques*, EchoGéo – Sur le Vif, octobre 2014, [en ligne]. Disponible sur : <https://journals.openedition.org/echogeo/13976?lang=en#text>

MOUSTAFA, Alexandre, *Les sociétés militaires privées en Russie : un état des lieux*, IE – Centre de ressources et d'information sur l'intelligence économique et stratégique, 26 février 2016, [en ligne]. Disponible sur : <https://portail-ie.fr/analysis/1363/les-societes-militaires-privees-en-russie-un-etat-des-lieux#>

NARDON, Laurence. Avril 2007. *La restructuration de l'industrie spatiale russe*. Institut français des relations internationales (IFRI), [en ligne]. Disponible sur : <https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/notenardonjean0407.pdf>

RUSSEL, Martin, *Russia's armed forces. Reforms and challenges*, European Parliamentary Research Service, 2015, 24p., [en ligne]. Disponible sur : [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/554213/EPRS\\_IDA\(2015\)554213\\_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2015/554213/EPRS_IDA(2015)554213_EN.pdf)

RUSSIAN NAVY INTELLIGENCE, *La base navale russe de Novorossiisk*, 2012, [en ligne]. Disponible sur : <http://www.rusnavyintelligence.com/article-la-base-navale-russe-de-novorossiisk-98321756.html>

SEMINATORE, Inerio, *La Russie, l'Occident et le système international. La rupture de la parité nucléaire et la réponse militaire de la Russie, la "guerre hybride". La doctrine de défense de la Russie (du 26 décembre 2014)*, Conférence "Les rapports Union Européenne / Russie : questions économiques, stratégiques et énergétiques", Université Lyon III, 27 novembre 2014, 21p. [en ligne]. Disponible sur : [http://www.ieri.be/sites/default/files/filefield/news/La%20Russie%2C%20l%27Occident%20et%20le%20système%20international\\_0.pdf](http://www.ieri.be/sites/default/files/filefield/news/La%20Russie%2C%20l%27Occident%20et%20le%20système%20international_0.pdf)

SHRAIBMAN, Artyom. 2017. *The Boundaries of Friendship : Russia's Border Dispute with Belarus*. Carnegie Moscow Center. En ligne. <http://carnegie.ru/commentary/71510>

SIMONOV, Konstantin, *Le secteur pétrolier et gazier en 2015*, in DUBIEN, Arnaud, *Russie 2016 : Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, L'Inventaire, 2016, pp. 190-205

SIPRI, « Arms transfers and military spending – International arms transfers », 2018, [en ligne]. Disponible sur : <https://sipri.org/research/armament-and-disarmament/arms-transfers-and-military-spending/international-arms-transfers>

SLASKI, Bertrand & DREYFUS, Emmanuel, "Quelle Union eurasiatique ?", *diploweb.com*, 30 janvier 2014, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.diploweb.com/Quelle-Union-eurasiatique.html>

STANLEY, Andrew J.. 2018. *Russia's Oil Champion Goes Global*. Center for Strategic & International Studies. [en ligne]. Disponible sur : [https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/180627\\_Chow\\_RussiasNationalOilChamp.pdf?A34fyMoqtnspqdF6gl2HF9rayuPiCPx\\_](https://csis-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/180627_Chow_RussiasNationalOilChamp.pdf?A34fyMoqtnspqdF6gl2HF9rayuPiCPx_)

SUR, Serge (dir.), *Analyse, interprétation et conséquences des événements militaires en Géorgie (août 2008)*, mars 2010, Centre Thucydide – Université Panthéon-Assas, 145p. [en ligne]. Disponible sur : [http://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2012/01/09\\_Georgie.pdf](http://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2012/01/09_Georgie.pdf)

THOREZ, Pierre, *Les infrastructures de transport en Russie* in DUBIEN, Arnaud, *Russie 2016 : Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, L'Inventaire, 2016, pp. 230-244

TIMOFEEV, Ivan & ALEKSEENKOVA, Elena, *L'Eurasie dans la politique étrangère russe : intérêts, opportunités, contraintes*. Décembre 2015. Institut français des relations internationales (IFRI), 22p. [en ligne]. Disponible sur : [https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri\\_rnv\\_89\\_timofeev\\_alexeeenkova\\_fr\\_december\\_2015\\_protege.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/ifri_rnv_89_timofeev_alexeeenkova_fr_december_2015_protege.pdf)

Tomychev, Andreï, *Etat et perspectives de l'industrie automobile* in DUBIEN, Arnaud, *Russie 2016 : Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, L'Inventaire, 2016, pp. 166-170

TOUCAS, Boris. 2017. *Russia's Designs in The Black Sea: Extending the Buffer Zone*. Center for Strategic & International Studies. En ligne.

<https://www.csis.org/analysis/russias-design-black-sea-extending-buffer-zone>

VERCUEIL, Julien, *Les investissements directs étrangers: la Russie, terre de paradoxes* in DUBIEN, Arnaud, *Regards de l'observatoire franco-russe*, Paris, Le Cherche Midi, 2013, p. 7, [en ligne]. Disponible sur : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01420838/document>

## **Documents officiels:**

Atomstroyexport – Rosatom State Corporation Company, [site officiel]. Disponible sur <http://atomproekt.com/en/about/History/>

CNUCED, *Communiqué de presse: L'investissement étranger direct dans les pays développés chute pour la troisième année consécutive*. 24 juin 2015, Genève, [en ligne]. Disponible sur : <http://unctad.org/fr/Pages/PressRelease.aspx?OriginalVersionID=251>

EURASIAN ECONOMIC UNION, *The Supreme Eurasian Economic Council*, [site officiel]. Disponible sur : <http://www.eaeunion.org/?lang=en#about-administration>

EUROPEAN COMMISSION, *Energy Union Package. A Framework Strategy for a Resilient Energy Union with a Forward-Looking Climate-Change Policy*, 2015, [en ligne]. Disponible sur : [https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:1bd46c90-bdd4-11e4-bbe1-01aa75ed71a1.0001.03/DOC\\_1&format=PDF](https://eur-lex.europa.eu/resource.html?uri=cellar:1bd46c90-bdd4-11e4-bbe1-01aa75ed71a1.0001.03/DOC_1&format=PDF)

EUROPEAN COMMISSION, *International Cooperation – Russia – Energy*, [site officiel]. Disponible sur : <https://ec.europa.eu/energy/en/topics/international-cooperation/russia>

Ministère des Affaires étrangères de Russie, *Le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie (approuvé par le Président russe Vladimir Poutine le 30 novembre 2016)*, 2016, [site officiel]. Disponible sur : [http://www.mid.ru/ru/foreign\\_policy/official\\_documents/-/asset\\_publisher/CptlCk6BZ29/content/id/2542248?p\\_p\\_id=101\\_INSTANCE\\_CptlCk6BZ29&\\_101\\_INSTANCE\\_CptlCk6BZ29\\_languageId=fr\\_FR](http://www.mid.ru/ru/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptlCk6BZ29/content/id/2542248?p_p_id=101_INSTANCE_CptlCk6BZ29&_101_INSTANCE_CptlCk6BZ29_languageId=fr_FR)

NORTH ATLANTIC TREATY ORGANIZATION, *Bucharest Summit Declaration*, 3 avril 2008, [site officiel]. Disponible sur :

[https://www.nato.int/cps/us/natohq/official\\_texts\\_8443.htm](https://www.nato.int/cps/us/natohq/official_texts_8443.htm)

OMC, *L'Ukraine et l'OMC*, [site officiel]. Disponible sur :

[https://www.wto.org/french/thewto\\_f/countries\\_f/ukraine\\_f.htm](https://www.wto.org/french/thewto_f/countries_f/ukraine_f.htm)

Rosatom, *Global Presence Map*, 2018, [site officiel]. Disponible sur <https://rosatom-europe.com/global-presence/global-map/>

SERVICE NUCLÉAIRE DE L'AMBASSADE DE FRANCE À MOSCOU, *Le panorama nucléaire russe*, Moscou, 2008, [en ligne]. Disponible sur

[https://inis.iaea.org/collection/NCLCollectionStore/\\_Public/39/057/39057144.pdf](https://inis.iaea.org/collection/NCLCollectionStore/_Public/39/057/39057144.pdf)

SPUTNIK, *About Us*, [site officiel]. Disponible sur :

<https://sputniknews.com/docs/about/index.html>

S&P Global – Platts, *North Stream 2, other disputes fail to dent Russian natural gas flows to EU*, 2018, [en ligne]. Disponible sur : <http://blogs.platts.com/2018/05/02/nord-stream-2-disputes-fail-dent-russia-natural-gas-flows-eu/>

STATE STATISTICS COMMITTEE OF UKRAINE, *All ukrainian population census '2001*, 2001, [en ligne]. Disponible sur : <http://2001.ukrcensus.gov.ua/eng/> (données pertinentes en russe)

Transneft, *Eastern Siberia – Pacific Ocean Pipeline System. Taishet – Skovorodino section (ESPO-1)*, [site officiel]. Disponible sur :

<http://www.en.transneft.ru/about/projects/realized/10020/>

WORLD BANK, *World Integrated Trade Solutions*, 2015, [en ligne]. Disponible sur :

<https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/UKR/Year/2015/TradeFlow/Export/Partner/RUS/Product/all-groups>

WORLD BANK, *World Integrated Trade Solutions*, 2015, [en ligne]. Disponible sur :

<https://wits.worldbank.org/CountryProfile/en/Country/UKR/Year/2015/TradeFlow/Import/Partner/RUS/Product/all-groups>

## **Productions journalistiques:**

AFP, “Poutine assure vouloir poursuivre le transit de gaz via l’Ukraine”, *La Libre*, 18 mai 2018, [en ligne]. Disponible sur : <http://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/poutine-assure-vouloir-poursuivre-le-transit-de-gaz-via-l-ukraine-5afedd2dcd70c60ea70ea032>

AFP, “Transit de gaz: l’Ukraine rejette la proposition de Gazprom”, *zonebourse*, 11 avril 2018, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.zonebourse.com/WTI-2355639/actualite/Transit-de-gaz-l-Ukraine-rejette-la-proposition-de-Gazprom-26324161/>

ALIYEVA, Kamila, “Russia’s foreign trade with CIS countries up”, *Azernews*, 20 février 2018, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.azernews.az/region/127482.html>

ARO, Jessikka & MÄKELÄINEN, Mika, *Yle Kioski Traces the Origins of Russian Social Media Propaganda – Never-before-seen Material from the Troll Factory*, YLE KIOSKI, 20 février 2015, [en ligne]. Disponible sur : <http://kioski.yle.fi/omat/at-the-origins-of-russian-propaganda>

BBC NEWS, “Mass protest in Georgian capital”, *BBC*, 3 novembre 2007, [en ligne]. Disponible sur : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7074585.stm>

BELARUS NEWS, « Lebedev : Ukraine stays in CIS as observer », *Belta*, 17 juillet 2018, [en ligne]. Disponible sur : <http://eng.belta.by/politics/view/lebedev-ukraine-stays-in-cis-as-observer-113409-2018/>

BELGA, « L’UE sanctionne les participants à la construction d’un pont entre la Russie et la Crimée », *RTBF*, 31 juillet 2018, [en ligne]. Disponible sur : [https://www.rtbf.be/info/monde/detail\\_l-ue-sanctionne-les-participants-a-la-construction-d-un-pont-entre-la-russie-et-la-crimee?id=9984901](https://www.rtbf.be/info/monde/detail_l-ue-sanctionne-les-participants-a-la-construction-d-un-pont-entre-la-russie-et-la-crimee?id=9984901)

BNE INTELLINEWS, “Lukashenko slams Russia for “barbarian” behaviour towards Belarus as Moscow mulls suspension of subsidies”, *bne IntelliNews*, 13 août 2018, [en ligne]. Disponible sur : <http://www.intellinews.com/lukashenko-slams-russia-for-barbarian-behaviour-towards-belarus-as-moscow-mulls-suspension-of-subsidies-146762/>

CAVELIER, Jeanne, “L’agro-industrie russe : un secteur à fort potentiel pour les français”, *Russia Beyond*, [en ligne], 20 février 2016. Disponible sur : [https://fr.rbth.com/economie/cap\\_sur\\_le\\_marche\\_russe/les\\_secteurs\\_qui\\_cartonnent/2016/02/20/lagro-industrie-russe-un-secteur-a-fort-potentiel-pour-les-francais\\_569605](https://fr.rbth.com/economie/cap_sur_le_marche_russe/les_secteurs_qui_cartonnent/2016/02/20/lagro-industrie-russe-un-secteur-a-fort-potentiel-pour-les-francais_569605)

CHAMPAGNE, Xavier, “PSA s’associe à Mitsubishi pour produire en Russie”, *autoactu.com*, [en ligne], 20 mai 2008. Disponible sur : <http://www.autoactu.com/psa-s-associe-a-mitsubishi-pour-produire-en-russie.shtml>

DEMIDOFF, Maureen, « Les villes fermées, nouvelles « enclaves de dissidence » en Russie », *Russie Info*, [en ligne], 9 janvier 2014. Disponible sur : <http://www.russieinfo.com/les-villes-fermees-nouvelles-enclaves-de-dissidence-en-russie-2014-01-09>

ELECTORAL GEOGRAPHY, *Ukraine. Presidential Election 2014*, [en ligne].

Disponible sur :

<https://www.electoralgeography.com/new/en/countries/u/ukraine/ukraine-presidential-election-2014.html>

ENGOIAN, Alda, “Russie-Géorgie. Tbilissi coupable de la guerre de 2008 mais pas trop”, *Courrier international*, 2 octobre 2009, [en ligne]. Disponible sur :

<https://www.courrierinternational.com/revue-de-presse/2009/10/02/tbilissi-coupable-de-la-guerre-de-2008-mais-pas-trop>

FRANCOIS, Jean-Baptiste, « L’Otan lance de grandes manœuvres en Europe de l’est », *La Croix*, 3 juin 2018, [en ligne]. Disponible sur :

<https://www.la-croix.com/Monde/Europe/LOtan-lance-grandes-manoeuvres-Europe-lest-2018-06-03-1200944074>

GEBAUER, Matthias (et al.), « Berlin Alarmed by Agressive NATO Stance on Ukraine », *Der Spiegel Online*, 6 mars 2015, [en ligne]. Disponible sur :

<http://www.spiegel.de/international/world/germany-concerned-about-aggressive-nato-stance-on-ukraine-a-1022193.html>

GELZIS, Gederts & EMMOTT, Robin, « Russia may have tested cyber warfare on Latvia, Western officials say », *Reuters*, 5 octobre 2017, [en ligne]. Disponible sur :

<https://www.reuters.com/article/us-russia-nato/russia-may-have-tested-cyber-warfare-on-latvia-western-officials-say-idUSKBN1CA142>

INTERFAX, « Moscow will not stay indifferent to U.S. decision on lethal arms supplies to Kiev », *Russia Beyond*, 24 mars 2015, [en ligne]. Disponible sur :

[https://www.rbth.com/news/2015/03/24/moscow\\_will\\_not\\_stay\\_indifferent\\_to\\_us\\_decisi\\_on\\_on\\_lethal\\_arms\\_supplies\\_44715.html](https://www.rbth.com/news/2015/03/24/moscow_will_not_stay_indifferent_to_us_decisi_on_on_lethal_arms_supplies_44715.html)

JÉGO, Marie, “Le sommet de la CEI révèle les fractures de l’espace post-soviétique”, *Le Monde*, 27 juillet 2005, [en ligne]. Disponible sur :

[https://www.lemonde.fr/europe/article/2005/08/27/le-sommet-de-la-cei-revele-les-fractures-de-l-espace-post-sovietique\\_682996\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2005/08/27/le-sommet-de-la-cei-revele-les-fractures-de-l-espace-post-sovietique_682996_3214.html)

LE BILLON, Véronique, “Nucléaire : le russe Rosatom revendique 100 milliards de dollars de commandes”, *Les Echos*, [en ligne], 23 décembre 2014. Disponible sur

[https://www.lesechos.fr/23/12/2014/LesEchos/21841-062-ECH\\_nucleaire---le-russe-rosatom-revendique-100-milliards-de-dollars-de-commandes.htm#](https://www.lesechos.fr/23/12/2014/LesEchos/21841-062-ECH_nucleaire---le-russe-rosatom-revendique-100-milliards-de-dollars-de-commandes.htm#)

LE FIGARO – AFP (ECONOMIE), “Pétrole: Nord Stream 2 se cherche une nouvelle route”, *Le Figaro*, [en ligne] 10 août 2018. Disponible sur : <http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/08/10/97002-20180810FILWWW00161-petrole-nord-stream-2-se-cherche-une-nouvelle-route.php>

LE TEMPS, “Jeffrey D. Sachs: “Les Occidentaux ont été irresponsables à l’égard de la Russie””, *Le Temps*, [en ligne], 3 novembre 2009. Disponible sur <https://www.letemps.ch/monde/jeffrey-sachs-occidentaux-ont-irresponsables-legard-russie>

LES OBSERVATEURS – FRANCE 24, “Après les faux Levi’s, les faux avions de chasse”, *France 24*, 19 mai 2008, [en ligne]. Disponible sur <http://observers.france24.com/fr/20080519-apres-faux-avions-chasse-russie-chine>

MATHIEU, Luc & DORMAN, Veronika, « Mercenaires russes : du Donbass à Damas, des « héros » pas assez discrets », *Libération*, 12 mars 2018, [en ligne]. Disponible sur : [http://www.liberation.fr/planete/2018/03/12/mercenaires-russes-du-donbass-a-damas-des-heros-pas-assez-discrets\\_1635677](http://www.liberation.fr/planete/2018/03/12/mercenaires-russes-du-donbass-a-damas-des-heros-pas-assez-discrets_1635677)

PAYTON WALSH, Nick, « FBI says hand grenade thrown at Bush was live », *The Guardian*, 19 mai 2005, [en ligne]. Disponible sur : <https://www.theguardian.com/world/2005/may/19/georgia.usa>

REGNIER, Philippe, “La Russie, un partenaire stratégique de l’Union européenne ? “Absurde””, *Le Soir*, [en ligne], 24 avril 2017. Disponible sur : <http://plus.lesoir.be/91270/article/2017-04-24/la-russie-un-partenaire-strategique-de-lunion-europeenne-absurde>

SPUTNIK – DEFENSE, « L’Afghanistan : une priorité pour l’OTSC (Nikolaï Bordiouja) », *Sputnik*, 19 juin 2013, [en ligne]. Disponible sur : <https://fr.sputniknews.com/defense/201306191022620644-nikolai-bordiouja-le-probleme-afghan-est-l-un-des-principaux-pour-l-otsc/>

SPUTNIK – ECONOMIE, « Pourquoi un gazoduc Nord Stream 3 serait imminent », *Sputnik*, [en ligne], 1 mai 2018. Disponible sur : <https://fr.sputniknews.com/economie/201805011036174719-gaz-europe-nord-stream-3/>

SPUTNIK – LU DANS LA PRESSE, “La Serbie, avant-poste de la sécurité collective”, *Sputnik*, 12 avril 2013, [en ligne]. Disponible sur : <https://fr.sputniknews.com/presse/20130412198059512/>

SPUTNIK – LU DANS LA PRESSE, « Russie : une arme secrète de défense collective », *Sputnik*, 24 mai 2013, [en ligne]. Disponible sur : <https://fr.sputniknews.com/presse/20130524198380525/>

TASS – RUSSIAN POLITICS & DIPLOMACY, “Putin, Lukashenko discuss bilateral relations”, *TASS*, 29 juin 2018, [en ligne]. Disponible sur : <http://tass.com/politics/1011418>

THE MOSCOW TIMES, « Belarus Says Russia’s Annexation of Crimea Sets a « Bad Precedent » », *The Moscow Times*, 24 mars 2014, [en ligne]. Disponible sur : <https://themoscowtimes.com/news/belarus-says-russias-annexation-of-crimea-sets-a-bad-precedent-33216>

VALLOT, Daniel, « Zapad 2017, ces manœuvres « défensives » qui inquiètent les voisins de la Russie », *RFI*, 13 septembre 2017, [en ligne]. Disponible sur <http://www.rfi.fr/europe/20170913-zapad-2017-defense-russie-otan-balte-pologne-bielorussie-militaire>

VITKINE, Benoît, “L’UE lève ses sanctions contre la Biélorussie”, *Le Monde*, 15 février 2016, [en ligne]. Disponible sur : [https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/02/15/l-ue-leve-ses-sanctions-contre-la-bielorussie\\_4865782\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/02/15/l-ue-leve-ses-sanctions-contre-la-bielorussie_4865782_3214.html)